

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 février 2026

Vous n'en avez pas marre qu'aucune issue politique n'émerge ? Vous n'en avez pas marre de tous ces discours qui ne mènent à rien, grotesques, mille fois rabâchés, parfaitement inutiles ?

Si vous êtes scotchés à leur agenda, vous êtes très mal assurément, personnellement, je m'en tape complètement, parce que je sais d'avance que rien n'en sortira, il ne faut pas être con à la fin, n'est-ce pas ?

Malheureusement, peu comprennent que nous devons fixer nos tâches en toute indépendance en fonction de nos objectifs politiques, sans forcément tenir compte de la situation politique, dont il n'y a rien absolument rien à attendre à ce stade.

Ce n'est pas une raison pour croire qu'il n'y aurait rien à faire, bien au contraire, on dispose de plus de temps libre pour discuter avec les travailleurs et aller aux fonds de nos analyses, leur présenter en quoi consiste le marxisme et le socialisme dont ils ignorent tout ou presque.

Les causeries sont un formidable instrument didactique à ce titre. Elles ne sont pas un outil de propagande, elles montrent comment on met en pratique le marxisme au quotidien, en politique comme dans la vie. C'est un enseignement performatif puisqu'on tire profit immédiatement, on peut le vérifier et progresser à son rythme, que demande le peuple franchement ?

Je suis de bonne humeur, j'ai presque bien dormi, 28°C à 14 heures, ciel bleu, temps radieux, un beau soleil et une petite brise, il y a de quoi, non ? Sans oublier nos amis palestiniens, congolais, syriens, soudanais, somalien, irakiens et tant d'autres qui souffrent dans le monde. On vaincra !

Communication ou brouillage. Comment les médias dits sociaux complètent le dispositif des médias mainstream de conditionnement des masses.

Ils prétendent vous informer, en réalité ils se livrent à un tout autre exercice destiné à vous faire perdre votre temps alors qu'il est très limité, à relayer la propagande officielle de manière particulièrement sournoise.

On les retrouve souvent pour ne pas dire toujours dans le rôle d'idiots utiles ou de conseillers des Princes. Leur intention tient en deux : Il suffirait de réformer le système économique capitaliste en crise et ses institutions, de mettre les bonnes personnes aux bons postes pour le sauver. Autrement dit, ils passent leur temps à faire croire qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, le socialisme ou le communisme aurait échoué, ils doivent être abandonnés ou vaut mieux les oublier, bref, interdire tout changement de régime politique et économique.

Comment cela se présente-t-il ?

L'art de la récupération, annonces sensationnelles (sans lendemain !), infos rances ou annonces périmées et sans lendemain (matraquage), secrets de polichinelle (découvertes qui n'en sont pas.), spéculations gratuites (pour alimenter la confusion), conditionnel (pour semer des illusions), petites phrases révélatrices (de rien du tout !). Critiques à la marge ou propagandistes de "plans B" en raclant les fonds de poubelles des agences de presse et des tabloïds, exercice qui a pour unique fonction de cautionner le régime en place...

Ils republient des articles qui reprennent des infos datant déjà de plusieurs jours, voire davantage, qui dans 90% des cas n'apportent aucun élément nouveau par rapport à ceux livrés par les agences de presse ou les médias mainstream nationaux et internationaux.

Vous comprenez pourquoi quand je tombe sur le genre d'articles dont je reproduis ci-dessous les titres, soit je ne les ouvre pas si les titres sont explicites, soit je les lis en diagonale si les titres ne fournissent pas une indication précise sur leurs contenus et dans 9 cas sur 10 je les balance. Leur orientation est résolument réactionnaire, je mets au défi quiconque de prouver le contraire.

Atmosphère de guerre et militarisation du débat public - acrimed.org

<https://www.acrimed.org/Atmosphere-de-guerre-et-militarisation-du-debat>

Quand les médias jouent les pom-pom girls pour une guerre d'agression contre l'Iran - jonathan-cook.net

<https://www.jonathan-cook.net/blog/2026-01-30/guardian-cheerlead-war-iran/>

«Pourquoi ne critiquez-vous pas l'Iran ?» - caitlinjohnst.one

https://www.caitlinjohnst.one/p/why-dont-you-criticize-iran?utm_source=post-email-title&publication_id=82124&post_id=186374804&utm_campaign=email-post-title&isFreemail=false&r=kuh7y&triedRedirect=true&utm_medium=email

Mohammad Marandi : L'attaque de Trump se retourne contre lui, l'Iran promet d'écraser les bases US - reseauinternational.net

<https://www.youtube.com/watch?v=OaHoSKziDVs>

Comment l'aventure de Trump contre l'Iran va faire exploser tout le golfe Persique - journal-neo.su

<https://journal-neo.su/fr/2026/02/01/comment-laventure-de-trump-contre-liran-va-faire-exploser-tout-le-golfe-persique/>

Pas même le Venezuela et l'Iran suffisent à Trump : il menace maintenant l'Irak - ariannaeditrice.it

<https://www.ariannaeditrice.it/articoli/non-bastano-venezuela-e-iran-a-trump-che-torna-a-minacciare-l-iraq>

Israël va mettre fin aux activités de Médecins sans frontières à Gaza - french.presstv.ir

<https://french.presstv.ir/Detail/2026/02/01/763321/Isra%C3%ABl-va-mettre-fin-aux-activit%C3%A9s-de-M%C3%A9decins-sans-fronti%C3%A8res-%C3%A0-Gaza>

Ukraine : Zelensky évoque une nouvelle candidature... tout en prolongeant l'interdiction de l'élection - francais.rt.com

<https://francais.rt.com/international/130047-zelensky-evoque-nouvelle-candidature-tout-prolongeant-interdiction-election>

Trump a dévoilé la faiblesse de l'Union européenne

<https://www.barbadillo.it/127756-trump-ha-smascherato-la-debolezza-dellunione-europea/>

Initiative de sécurité mondiale de la Chine et initiative de sécurité eurasiennne de la Russie : domaines de convergence - valdaiclub.com

<https://valdaiclub.com/a/highlights/china-s-global-security-initiative-and-russia/>

L'attaque de Niamey : relations de pouvoir et épistémologie post-Françafrique - chinabeyondthewall.org

<https://chinabeyondthewall.org/the-niamey-attack-post-francafrique-power-relations-and-epistemology/>

Epstein et le KGB : un thriller britannique sans dossier

<https://francais.rt.com/international/130046-epstein-kgb-thriller-britannique-sans-dossier>

L'Iran ne déclenchera pas la guerre, mais décidera de sa fin - chroniquepalestine.com

<https://www.chroniquepalestine.com/iran-ne-declenchera-pas-guerre-mais-decidera-de-sa-fin>

Des destroyers chinois se dirigent vers le détroit d'Ormuz : des navires de trois puissances nucléaires se rencontreront près de l'Iran - fr.topcor.ru

<https://fr.topcor.ru/68279-jesmincy-knr-idut-k-ormuzskomu-prolivu-voze-irana-vstretjatsja-korabli-treh-jadernyh-derzhav.html>

Trump envisage des frappes contre l'Iran pour relancer les manifestations

<https://news.antiwar.com/2026/01/29/trump-considering-strikes-on-iran-to-reignite-protests/>

Détérioration des relations : Washington et l'Europe sous le second mandat de Trump - journal-neo.su

<https://journal-neo.su/fr/2026/02/01/deterioration-des-relations-washington-et-leurope-sous-le-second-mandat-de-trump/>

Papa va à Davos - forumgeopolitica.com

<https://forumgeopolitica.com/fr/article/papa-va-davos>

Où va ce monde – avec Bruno Guigue et Tariq Ramadan - Eric Montana

<https://www.youtube.com/watch?v=4ZfBoldfnrM>

Ce qu'on a effacé de notre mémoire collective pour mieux nous contrôler - Iam Mazikeen

https://www.youtube.com/watch?v=eO2mS_5xDdI

Froid polaire aux USA : un phénomène lié au réchauffement climatique selon la Doxa - lelibrepenseur.org

<https://www.lelibrepenseur.org/froid-polaire-aux-usa-un-phenomene-lie-au-rechauffement-climatique-selon-la-doxa/>

Dictateur un jour, dictateur toujours – Chronique d'un monde qui abdique - Laala Bechetoula <https://reseauinternational.net>

«Nous sommes revenus au Moyen Âge» : Jacques Baud. Comment l'UE réduit au silence les voix dissidentes - evakarenebartlett.substack.com

<https://evakarenebartlett.substack.com/p/we-are-back-in-the-middle-ages-how>

Tous ces titres sont issus du blog Réseau International (RI), Mondialisation.ca publie le même genre d'articles en règle général, les plus farfelus en moins toutefois, ils ne sont pas les seuls évidemment, il y a une multitude de médias dits sociaux ou de blogs sur le Net qui les imitent.

J'ai noté en milieu de journée le 1er février, que 15 articles avaient fait l'objet de 30 commentaires seulement, dont la moitié provenait d'un même lecteur, une vieille lectrice suisse qui apparemment passe sa vie à cela, pour des dizaines de milliers de connexions quotidiennes selon les responsables de ce blog. Cela signifie que 99,99% des lecteurs ne communiqueraient pas, à moins qu'ils ne soient pas si nombreux que cela, peu importe. Ce blog (RI), est réputé pour être l'un des plus visités parmi les médias dits sociaux, alternatifs ou indépendants, ce qui a de quoi laisser perplexe. Ce qui ne les empêche pas d'empocher des dizaines de milliers d'euros par an de dons, le populisme est rentable apparemment.

A côté, mon site n'ayant qu'une audience confidentielle, je ne dois pas m'étonner de ne jamais recevoir ni mails ni dons, pour tout vous dire, je m'en passe très bien, l'honnêteté et la sincérité, la rigueur, sont rarement récompensées, et c'est logique, il ne faut rien attendre de gens qui ne croient en rien !

Certains jours, je referme ce blog (RI ou mondialisation.ca), sans avoir téléchargé un seul article ou copier/coller un passage d'article. Généralement, un ou deux a retenu mon attention, ce qui m'arrive le plus souvent, c'est de procéder à des copier/coller de détails que j'avais oubliés ou négligés ailleurs, ou aussi pour procéder à des rappels qui m'ont inspiré une réflexion et pourraient alimenter celle des lecteurs. Ce qui sera le plus important pour les lecteurs, ce sera mes remarques parce qu'elles sont le produit d'une profonde réflexion, tout du moins, c'est ce que je pense. Souvent, je

m'en sers aussi comme prétexte pour placer un truc que j'avais en tête depuis un moment, il me manquait l'occasion et je la saisis au bond.

Je ne cherche jamais à impressionner les lecteurs ou faire le « *buzz* » comme ils disent, seuls les faits m'intéressent. Quant à leurs interprétations, elles prêtent toujours à caution du fait de leur orientation politique, pour le vérifier ou s'en persuader, ce n'est pas difficile, il suffit d'observer comment se terminent systématiquement ces articles, leurs conclusions ou ce qu'ils proposent, soit dans une impasse, soit ils vous appellent à garder espoir dans le régime en vigueur, ce qui est démoralisant, déprimant, c'est le but recherché. Si après cela vous n'aviez pas encore compris à quoi tout cela rimait, ce serait désespérant !

Venezuela. Leur humanisme est la politesse des salauds, la preuve.

Propagande de l'Empire ou désinformation relayée par les médias français.

- Les Etats-Unis évoquent une "*transition*" post-Maduro au Venezuela - AFP 3 février 2026

J-C - En réalité, la présidente par intérim du Venezuela Delcy Rodriguez poursuit la politique initiée par Maduro et Chavez, il n'y a ni désaveu ou désaccord, division, ni "*transition*" ni changement d'orientation politique, tout du moins apparemment.

- L'amnistie générale annoncée au Venezuela, "*un aveu du régime*" - Courrier international 1 février 2026

J-C - C'est le contraire d'un signe de faiblesse puisque les masses vénézuéliennes ont manifesté leur soutien au pouvoir en place.

- Au Venezuela, le célèbre activiste Javier Tarazona libéré après plus de quatre ans de prison - France 24 1 février 2026

- Venezuela : libération du célèbre activiste Javier Tarazona après plus de quatre ans de prison - La Croix/AFP 2 février 2026

Il est une des figures les plus emblématiques prisonniers politiques au Venezuela, de nombreuses ONG dont Amnesty International réclamaient sa libération.

J-C - De quoi s'agit-il ? D'un protégé de Washington, lisez, sur la piste de Soros et Gates...

- "*Le régime a arrêté Javier Tarazona, directeur de Fundaredes à Falcón*". Le National. 2 juillet 2021

J-C - Fundaredes est une ONG d'extrême droite camouflée en organisation des droits de l'homme à la solde des Etats-Unis.

- Juan Guaidó a également rejoint l'appel pour exiger la libération de Tarazona. (Wikipédia)

J-C - Juan Guaidó est l'ex-président autoproclamé du Venezuela le 23 janvier 2019, une planche pourrie que les Américains laisseront tomber plus tard au profit des fachos María Corina Machado et Edmundo González.

Caracas - Le National 3 février 2026 (Traduction Mozilla)

La bonne chose à propos de Trump: le président Trump procède correctement en combattant un régime criminel qui soutient les terroristes, le trafic de drogue et la guérilla ELN et les FARC, qui soutiennent financièrement Cuba en échange de soldats qui ont protégé Maduro et qui espionnent notre enregistrement militaire et de contrôle, les notaires, la cédulation et les passeports. En outre, il donne naissance à des espaces qui ne correspondent pas aux gouvernements dictatoriaux de la Russie, de la Chine et de l'Iran et qui est une source de déstabilisation des gouvernements démocratiques.

Le président Trump avait des raisons impérieuses d'extraire les Maduro-Flores. Les Vénézuéliens apprécient cette action, depuis 2000 nous subissons les rigueurs d'un régime qui emprisonne, torture, assassine et confisque les biens des opposants, a volé plusieurs élections et détruit notre économie, qui ont tous forcé quelque neuf millions de citoyens à émigrer.

L'ONU, l'OEA et la Cour pénale internationale n'ont pas pleinement rempli la responsabilité de protéger et la plupart des gouvernements démocratiques ne font que des déclarations diplomatiques ou d'appliquer des sanctions légères face aux violations des droits de l'homme.

Que devraient faire les Vénézuéliens: en plus de soutenir Edmundo González, notre président élu, et la direction de María Corina Machado... elnacional.com 3 février 2026

- En 2023, l'ONG People in Need avait attribué son Homo Homini Award à Javier Tarazona, une récompense saluant son engagement civique. (Ouest-France 1er février 2026)

Qu'est-ce que l'ONG People in Need ?

- Javier Tarazona du Venezuela, qui fait actuellement face à de fausses accusations de trahison et d'incitation à la haine et au terrorisme, a reçu le prix pour son soutien à vie aux droits de l'homme.

En novembre 2022, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a demandé l'occasion de revoir les conditions de sa détention. La raison de cette demande est les allégations répétées de torture et de mauvais traitements. La délégation de l'Union européenne au Venezuela mentionne également le cas de Javier dans sa déclaration et demande que, compte tenu de son état de santé, le Haut-Commissariat des Nations unies ait accès à M. Tarazona.

<https://www.peopleinneed.net/brave-venezuelan-activist-wins-this-years-homo-homini-award-10154gp>

Qui Nous Sommes ?

People in Need a été créé en 1992.

Nous sommes une organisation non gouvernementale à but non lucratif fondée sur les idéaux de l'humanisme, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité.

Šimon Pánek, fondateur et PDG de People in Need, était une figure de proue du mouvement étudiant qui se tenait à l'avant-garde de la révolution de velours en novembre 1989.

Nous opérons dans plus de 40 pays à travers le monde, fournissant une assistance pendant les guerres et les catastrophes, défendant les droits de l'homme et soutenant l'éducation, le développement et la résilience climatique dans les communautés locales.

Nous faisons partie d'Alliance2015, un réseau stratégique de sept organisations non gouvernementales européennes engagées dans des projets d'aide humanitaire et de développement.

Nous faisons également partie de NeoN, un groupe de plus de 20 organisations et réseaux représentant plus de 600 ONG (en fait 1000 – J-C). Ensemble, nous négocions la coopération avec l'administration de l'État au niveau du Bureau du gouvernement, des ministères et du Parlement.

<https://www.peopleinneed.net/who-we-are/about-us>

Donateurs et partenaires.

Ils y figurent tous : OSF - Fondations Open Society (Soros), Union européenne, la Commission européenne, ONU, USAID, NED/CIA, L' Institut national démocratique (NDI), The British Council, Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), Freedom House, Fonds international de Visegrad, Avast Software s.r.o., British American Tobacco Ltd., La Fondation Citi, DHL Supply Chain Ltd., Hyundai, Fondation Roi Baudouin, Fonds L'Oréal Pour Femme, Lego, McDonald's, Microsoft, Oxfam Novib, Bosch, Le Bureau économique et culturel de Taipei, Tesco, Le Boston Consulting Group, s.r.o., Le Groupe Omidyar, La Fondation Veolia, Thyssenkrupp Materials, Universal Music Ltd., Vodafone, Bureau des étrangers, du Commonwealth et du développement, HSBC Europe, etc,

<https://www.peopleinneed.net/who-we-are/donors-and-partners>

NeoN, Qu'est-ce que c'est ?

NeoN se compose de plus de 20 réseaux couvrant un total de plus de 1 000 organisations à but non lucratif.

Le réseau NeoN apporte la voix du secteur civil à l'élaboration des politiques publiques, partage l'expérience pratique et favorise la coopération avec l'administration de l'État. Grâce à des données pertinentes et à une culture du dialogue, il contribue à identifier les obstacles systémiques et les opportunités pour le développement de l'espace civique.

Le groupe de base (notamment)

- Ondřej Kopečný

Transparence internationale / ASTRA

- Marta Smolíková

Open Society / Lobby tchèque pour femmes

<https://neon-cooperation.org/spoluprace/pro-donory>

J-C – N'en jetez plus la cour est pleine ! L'Internationale oligarchique au grand complet, s'il vous plaît, c'est merveilleux. Capito ?

Quand ils règlent leurs comptes entre eux, on compte les points, et la vérité remonte à la surface.

Tzitzikostas nie tout danger «étranger» pour le Groenland - RT 31 janv. 2026

Dans une interview accordée à Euractiv, le commissaire européen aux Transports, Apostolos Tzitzikostas, a décidé de dissiper les craintes concernant la sécurité du Groenland. Selon lui, rien ne prouve que des « *adversaires étrangers* » aient des visées sur le Groenland ou que l'île ait besoin d'investissements rapides pour y déployer des troupes.

Apostolos Tzitzikostas a souligné que l'UE ne disposait d'aucune information indiquant que le Groenland était la cible d'une invasion par des puissances étrangères. À cet égard, il a affirmé qu'il ne considérait pas l'île comme un « *point chaud* ». Le commissaire européen aux Transports a également réfuté les affirmations selon lesquelles les investissements chinois dans les infrastructures européennes constituent un risque pour la sécurité, arguant que la participation étrangère à ces projets est courante dans l'ensemble de l'Union et ne constitue pas en soi une menace.

Après l'opération militaire menée au Venezuela pour kidnapper le président Maduro et son épouse, la Maison Blanche s'est tournée vers le Groenland, évoquant une soi-disant menace russe et chinoise contre laquelle le Danemark ne serait pas en mesure de protéger l'île. À cet égard, le président américain Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises qu'il était nécessaire d'annexer le Groenland aux États-Unis.

Les autorités danoises se sont empressées de réfuter les arguments américains, qualifiant cette menace inventée de farfelue. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a quant à lui affirmé que Washington savait « *très bien* » que ni la Russie ni la Chine n'avaient de projets concernant l'île. Pékin a également rejeté ces revendications, les qualifiant de prétexte pour étendre la présence américaine dans l'Arctique.

Lu.

Il existe des textes de conquête et des textes de retrait.

Des doctrines écrites pour étendre la puissance, et d'autres conçues pour en organiser la contraction sans l'avouer.

La Stratégie Nationale de Défense 2026 des États-Unis¹ du 23 janvier 2026 appartient sans ambiguïté à la seconde catégorie.

Malgré son vocabulaire martial, malgré ses références insistantes à la «paix par la force», malgré la rhétorique virile de la reconstruction militaire, ce document n'est pas un projet de domination.

Il est un manuel de survie impériale, rédigé par une puissance qui sait désormais qu'elle ne peut plus tout faire, partout, tout le temps — et qui cherche à rendre cette limite acceptable, gouvernable, politiquement supportable.

Ce n'est pas un aveu de faiblesse.

C'est une cartographie froide de ce qui reste défendable.

Ce document ne prépare pas l'avenir du monde.

Il organise la manière dont les États-Unis vont continuer d'y exister sans le structurer.

C'est un texte où l'on ne cherche plus à gagner l'histoire, mais à éviter qu'elle ne coûte trop cher.

J-C - Dit autrement, la survie du capitalisme tel est le thème, et il est dit qu'elle coûte trop chère.

La division internationale du travail poussée à l'extrême de ses capacités a contribué à réduire à une valeur proche de zéro la part qui revient au capital variable dans la plus-value mis en œuvre lors du processus de production du capital. Autrement dit, pour qu'il y ait encore quelque chose à gratter, soit il faut que les ouvriers travaillent toujours plus ou plus longtemps, soit qu'ils produisent toujours plus de marchandises, ou les deux réunis. La modernisation de l'outil productif, le recours à de nouvelles technologies ou tout ce qui concourt à l'accroissement de la productivité se traduit par une amplification des contradictions du capitalisme, qui seront à l'origine du déclenchement de sa prochaine crise.

Lu.

L'ancien ordre international, malgré ses hypocrisies, prétendait encore à l'universalité. Le nouveau est ouvertement conditionnel : les droits se méritent, la protection est sélective, le droit devient optionnel. Ce n'est pas un retour à la barbarie, mais quelque chose de plus troublant : une administration civilisée de la cruauté.

J-C – Gaza, « *Ce n'est pas un retour à la barbarie* », qu'est-ce qu'il vous faut ? C'est le genre de propagande diffusée insidieusement par les médias dits sociaux à longueur de temps...

Lu.

L'ONU, le machin à illusions par Gil Mihaely revueconflits.com 30 janvier 2026

- En 1945, dans le champ de ruines laissé par la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies fut conçue comme la promesse d'un monde nouveau. Malgré l'expérience décevante de la Société des Nations qui l'avait précédée, ses fondateurs croyaient toujours possible de conjurer le spectre de la guerre totale en dotant la communauté internationale d'un cadre institutionnel où le droit, la coopération et le dialogue primeraient sur la force.

- *"l'Organisation des Nations unies fut conçue comme la promesse d'un monde nouveau."*

- *"ses fondateurs croyaient toujours possible de conjurer le spectre de la guerre totale"*

J-C - Vraiment ? N'a-t-elle pas été conçue par les *"vainqueurs"* de la Seconde Guerre mondiale, par ceux qui l'avait fomentée, qui en profitèrent pour s'enrichir, qui en tireront profit par la suite ? Chut !

Qu'est-ce qu'il ne faut pas lire comme aberration ou connerie, on en vient à se demander qui sont vraiment les plus *« complotistes »* ! On appelle cela aussi l'opposition contrôlée, inoffensive, passive, idéologiquement corrompue.

Lu.

« Ils ont fabriqué une crise climatique. Il y a un changement climatique, mais il n'y a pas de crise climatique... Gestionnaires d'actifs, consultants, gouvernements... tous sont complices car tous en tirent profit. »

« Ils mentent au grand public... Ils diffusent une propagande incessante sur la rentabilité de la zéro émission, sur la rentabilité des énergies renouvelables, sur l'inévitable baisse des prix de l'électricité. »

« Les pays à zéro émission nette comme l'Allemagne et le Royaume-Uni non seulement affichent les prix de l'énergie parmi les plus élevés, mais leur économie commence à en subir le contrecoup, surtout l'Allemagne. L'Allemagne entame sa troisième année de récession... Je me retrouve parfois dans une réunion, ici au Royaume-Uni, et j'entends un représentant du gouvernement affirmer : « Vous savez, la zéro émission nette crée des emplois dans notre économie », et je rétorque : « Non, c'est faux... Le chômage augmente... L'Office national des statistiques vient de vous annoncer qu'au dernier trimestre, le pays a perdu plus de 100 000 emplois. » Voilà la réalité. Voilà à quoi ressemblent ces réunions. Et je le répète sans cesse : il n'y a pas de catastrophe climatique. Il y a en revanche une crise du coût de la vie. Nous sommes confrontés à une crise de la natalité... Et pour remédier au coût de la vie, il suffit d'abroger le zéro émission nette... car cela libérera la croissance économique... Aujourd'hui, tout repose sur une énergie abordable, abondante et fiable. »

J-C - Faux, hier l'énergie était *« abordable, abondante et fiable »* en Europe, et pourtant la crise était déjà omniprésente, privatisation et délocalisation n'ont jamais cessé depuis 40 ans, perte de parts de marché, endettement, etc. non ?

Lu.

Edward Bernays assumait explicitement l'idée que les démocraties modernes reposent sur la direction des masses par une minorité éclairée chargée de façonner le consentement. La propagande politique du XXe siècle n'est pas née dans les régimes totalitaires ; elle a émergé au cœur même de la démocratie américaine.

Lorsque la vérité factuelle est remplacée par un récit officiel, lorsque la pluralité est disqualifiée au nom de la sécurité ou de la morale, l'erreur progresse, la capacité de juger s'étiolé. Or, sans cette capacité, il n'existe plus de souveraineté populaire, mais seulement des populations administrées.

Une démocratie qui gouverne par la peur, qui neutralise le dissensus par la voie administrative et qui substitue la qualification politique à la preuve judiciaire, prépare son propre dépérissement. Dénoncer cette évolution ne revient ni à nier les menaces réelles ni à défendre des puissances adverses. C'est rappeler une exigence minimale : dans une démocratie, la réponse aux idées contestables doit être le débat, non la mise au ban administrative.

J-C - Le débat ici est destiné à faire illusion ou satisfaire sa bonne conscience, quant à *"la réponse aux idées contestables"*, s'est sur le terrain de la lutte de classe qu'elle doit s'exprimer, et non sur un plateau de télé, au micro d'une radio ou dans une tribune mise gracieusement à disposition par un média mainstream.

- Lorsqu'un pouvoir se prétend démocratique tout en punissant la dissidence et en gouvernant par la peur, il ne défend plus le peuple et le dépouille de sa souveraineté. L'exercice de la démocratie se transforme en une administration autoritaire et idéologique des consciences.

J-C - Cela a toujours été le cas sous la Ve République, quand la peur a-t-elle changé de camp, jamais.

Loi du plus fort : l'ordre mondial s'effondre-t-il ? - RT 30 janv. 2026

On aime se conforter dans l'idée que l'ordre mondial est une construction stable. Et pourtant, empires et royaumes sont tous nés d'un chaos, d'une guerre ou d'un effondrement, et tous ont fini par être contestés.

Du Congrès de Vienne en 1815 à la fin de la guerre froide, des traités de Westphalie en 1648 aux accords de Yalta, chaque génération a proclamé l'avènement d'un nouveau monde, plus rationnel et plus stable que le précédent. Mais systématiquement, l'Histoire a rappelé que ces équilibres n'étaient que temporaires.

Et derrière les jolis discours sur le droit international et la coopération multilatérale, l'ordre mondial est toujours resté structuré par les rapports de force. Les règles existent tant qu'elles servent les puissants ; elles s'effacent dès qu'elles deviennent contraignantes. Ce constat n'est ni nouveau ni cynique : il est au cœur de l'histoire des relations internationales.

Dès lors, la question n'est peut-être pas de savoir si l'ordre mondial est en train de s'effondrer, mais s'il n'était pas, depuis le début, plus fragile qu'on ne voulait bien l'admettre.

Il serait tentant de conclure que l'ordre mondial s'effondre. Mais cette impression de rupture masque une vérité plus subtile : certaines logiques fondamentales persistent depuis des siècles. Et la règle d'or reste toujours la même : la force commande, le droit et le discours suivent.

Le monde de demain pourrait ainsi ressembler à celui d'hier, mais avec des nuances nouvelles, des acteurs émergents et des fractures inattendues. Dans ce contexte, la question n'est plus de savoir si le monde change, mais de quelle manière ses fondations historiques persistent à orienter ce changement.

Depuis les débuts de son histoire, l'Homme n'a cessé de se battre pour s'imposer face à ses rivaux, car il reste avant tout un animal. Et dans la nature, la raison du plus fort est toujours la meilleure, comme l'avait écrit La Fontaine dans une de ses fables. Il n'y a que les rôles qui s'inversent au fil des siècles.

Reste à présent à savoir qui seront les prochains loups et les prochains agneaux !

J-C - Il est plus que tant que les rôles s'inversent effectivement et que le prolétariat prenne le pouvoir, et on peut leur prédire que "les prochains loups" ne feront qu'une bouchée "des prochains agneaux" !

France.

Ils sont tous illégitimes : Elu avec 20,2% des voix des électeurs inscrits.

Le candidat UDR-RN Antoine Valentin remporte la législative partielle dans la 3e circonscription de Haute-Savoie BFMTV/AFP 2 février 2026

Antoine Valentin, candidat UDR-RN de 33 ans, a remporté ce dimanche 1er février au second tour la législative partielle de la troisième circonscription de Haute-Savoie, où il a obtenu 59,1% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels provisoires.

Antoine Valentin a obtenu 17.341 voix contre 12.013 à son adversaire LR Christophe Fournier (40,9%).

Ce second tour a été marqué, comme le premier, par une très faible participation (34,1%), avec presque deux tiers des électeurs qui ne se sont pas déplacés, l'appel au front républicain n'ayant pas fonctionné.

Macron, on dit merci à qui ? Au PS. Ségolène Royal, vice-ministre de l'Intérieur.

Budget: le Parlement adopte définitivement le budget de l'État pour 2026 après des mois de blocage - BFMTV 3 février 2026

La motion de censure déposée par la gauche hors PS a obtenu 260 voix, 289 étant nécessaires pour faire tomber le gouvernement.

J-C - Le PS comptent 62 députés, donc c'est grâce à lui que le budget de guerre a été adopté, c'est grâce au PS que Lecornu est toujours Premier ministre.

Algérie : Il est « attendu »... De retour d'Alger, Ségolène Royal presse le ministre de l'Intérieur de faire le voyage - 20 Minutes/AFP 2 février 2026

Ils osent tout, même la « préférence » américaine !

Dans l'UE, les grands patrons se mobilisent et appellent à la « préférence européenne » - Le HuffPost 2 février 2026

Un fleuron français de l'armement vendu aux États-Unis : le gouvernement se défend face à la polémique - TF1 29 janvier 2026

«Bataillon fasciste» français : une enquête de Streetpress dévoile l'existence d'une unité de volontaires néonazis en Ukraine - RT 30 janv. 2026

En Ukraine, une unité de volontaires français composée de néonazis recrute activement, notamment parmi d'anciens soldats, a rapporté le média français *Streetpress*. L'enquête s'appuie sur des images, des témoignages et des traces numériques.

Streetpress cite notamment une photo publiée en septembre dernier montrant une vingtaine d'hommes armés et masqués autour d'un véhicule blindé. La légende associée mentionne le terme « *Einsatzgruppen* », référence directe aux unités mobiles nazies responsables de massacres de masse durant la Seconde Guerre mondiale.

« *Bataillon fasciste* »

D'après *Streetpress*, l'auteur de cette légende est un néonazi français de Lyon, connu sous le pseudonyme « *Kenneth* », déjà présent en Ukraine en 2022 comme mercenaire et arborant des tatouages de croix gammées et d'emblèmes SS.

À partir du printemps 2023, d'autres Français l'auraient rejoint, dont un hooligan d'extrême droite impliqué dans des violences contre un collaborateur parlementaire de La France insoumise, ainsi qu'un ancien militant du Groupe Union Défense passé par la Légion étrangère.

En 2025, le groupe se structure davantage sous les noms successifs de « *War Aggressive* » puis « *Légion des pirates* », avant de rejoindre le bataillon ukrainien « *Revanche* », lié au parti

ultranationaliste « *Ordre et tradition* ». L'un des combattants français décrit lui-même cette formation comme un « *bataillon fasciste* », dans des déclarations accordées à Streetpress.

Tatouages nazis et références assumées

Streetpress relève également la présence d'un combattant se faisant appeler « *Charlemagne* », en référence directe à la division française de la Waffen-SS pendant la Seconde Guerre mondiale, et portant une croix gammée tatouée sur la poitrine.

Un autre profil, surnommé « *Malo* », ancien militant d'extrême droite condamné en 2021 pour violences lors d'un meeting d'Éric Zemmour, avait déjà été interpellé en possession d'un drapeau associé à l'extrême droite ukrainienne.

Cette affaire s'inscrit dans un phénomène plus large. En mai 2024, Mediapart avait déjà documenté la présence de soldats arborant des symboles néonazis, formés dans plusieurs pays occidentaux, dont la France. Le média indiquait notamment qu'un soldat portait « *le symbole de la SS tatoué sur le visage* », tandis que d'autres arboraient des emblèmes SS ou des runes nazies.

Cette enquête de la presse française vient une fois de plus confirmer ce que la Russie dénonce depuis plus de dix ans : la persistance d'éléments ouvertement néonazis dans les forces armées ukrainiennes, y compris au sein d'unités soutenues ou même formées par l'Occident.

Iran.

La campagne de désinformation contre l'Iran mise à nu - fr.irna.ir 28 janv. 2026

Dans un message publié ce mardi sur le réseau X, Esmail Baqaï, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a diffusé une vidéo de la chaîne 12 du régime sioniste dans laquelle une femme israélienne se dit stupéfaite de voir son image présentée comme celle d'une « personne tuée » lors des manifestations en Iran.

Il a écrit qu'une femme nommée Noya (Nova) Zion — prétendument, selon la chaîne israélienne Channel 12, « tuée » lors des protestations en Iran — avait même vu sa photo diffusée par cette chaîne comme preuve à l'appui de cette allégation.

Il a ajouté que cette femme, choquée par cette mise en scène, avait ensuite publié une vidéo démontrant qu'elle se trouvait chez elle, en parfaite sécurité, et qu'elle n'avait jamais voyagé en Iran.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a conclu que cet épisode révélait clairement l'existence d'une campagne systématique de fabrication de mensonges à grande échelle, à la manière hitlérienne, visant à propager de la désinformation et des récits fallacieux contre la nation iranienne. fr.irna.ir 28 janv. 2026

Le gouvernement iranien a rendu publique une liste détaillée de 2986 victimes des émeutes de janvier - french.presstv.ir 01 February 2026

Dans un communiqué publié sur le site officiel de la présidence iranienne, une liste détaillée de 2986 victimes a été mise à disposition, incluant les noms complets, les noms des pères ainsi que les six derniers chiffres de leur numéro d'identification national.

Selon les informations fournies dans le communiqué, le bilan total des décès s'élève à 3117, bien que l'identité de 131 personnes reste à confirmer par l'Organisation nationale de l'état civil de la République islamique.

Le texte souligne que toutes les personnes décédées sont considérées comme des «*enfants de cette terre*», et il réaffirme l'engagement du président iranien Massoud Pezeshkian à protéger et à faire respecter les droits de ces individus.

En parallèle, la présidence a annoncé qu'un site web dédié serait lancé dans les deux jours suivants, permettant aux familles des défunts de contacter directement les ministères concernés pour résoudre les problèmes connexes.

La publication de cette liste intervient quatre jours après que Pezeshkian a ordonné la divulgation de l'identité des personnes décédées, dans le but de contrer les allégations des médias occidentaux qui évoquent des pertes humaines se chiffrant en dizaines de milliers liées aux récentes émeutes.

Parmi les noms mentionnés dans cette liste, un grand nombre d'individus étaient impliqués dans les émeutes des 8 et 9 janvier, que ce soit en tant qu'organiseurs, participants ou victimes. En outre, des policiers et des membres des forces de sécurité ont également été inclus, ayant été ciblés par les terroristes armés.

Un communiqué émis par le gouvernement à la fin du mois de janvier a précisé que plus de 600 des personnes décédées étaient des émeutiers et des terroristes, tandis que les autres victimes comprenaient des civils innocents et des membres des forces de l'ordre.

L'Iran, la Chine et la Russie signent un pacte stratégique trilatéral - Middle East Monitor 29 janvier 2026

Cet après-midi, un événement géopolitique majeur s'est produit : l'Iran, la Chine et la Russie ont signé officiellement un pacte stratégique global, marquant un tournant décisif dans les relations internationales du XXI^e siècle. Si le texte intégral de l'accord est publié progressivement par les trois gouvernements, les médias d'État de Téhéran, Pékin et Moscou ont confirmé la signature et qualifié l'accord de pierre angulaire d'un nouvel ordre multipolaire.

Ce pacte intervient dans un contexte de coopération croissante entre ces trois États depuis des décennies. L'Iran et la Russie avaient précédemment conclu un traité de partenariat stratégique global (CSP) d'une durée de 20 ans, destiné à approfondir leurs liens économiques, politiques et de défense et à atténuer l'impact des sanctions occidentales – un traité signé en janvier 2025 et entré en vigueur l'année dernière. Parallèlement, l'Iran et la Chine sont liés par un accord de coopération de 25 ans, signé initialement en 2021, visant à développer le commerce, les infrastructures et l'intégration énergétique.

Ce qui rend la signature d'aujourd'hui si différente et digne d'intérêt, c'est qu'elle réunit explicitement les trois puissances dans un cadre coordonné, les alignant sur des questions allant de

la souveraineté nucléaire et de la coopération économique à la coordination militaire et à la stratégie diplomatique.

Les autorités de Téhéran ont décrit le pacte comme un engagement commun en faveur du « *respect mutuel, de l'indépendance souveraine et d'un système international fondé sur des règles qui rejette la coercition unilatérale* », reprenant des déclarations similaires faites par Pékin et Moscou.

Ce que représente le pacte

Cet accord ne constitue pas – du moins d'après les textes publics initiaux – un traité de défense mutuelle formel comparable à l'article 5 de l'OTAN, qui obligerait un pays à défendre militairement les autres. Les pactes antérieurs entre l'Iran et la Russie se sont toujours abstenus d'établir une garantie de défense contraignante. Ce pacte semble plutôt unir trois grandes puissances au sein d'une coalition géopolitique plus large, définie par une opposition commune à la domination militaire et à la coercition économique occidentales.

L'accord repose essentiellement sur une position commune contre le rétablissement des sanctions imposées à l'Iran en lien avec son programme nucléaire, conformément au Plan d'action global commun (JCPOA) de 2015. Téhéran, Pékin et Moscou ont déjà publié des déclarations conjointes rejetant les tentatives européennes de déclencher le rétablissement automatique des sanctions et ont déclaré que l'examen de l'accord nucléaire par le Conseil de sécurité de l'ONU était clos.

Ce que représente le pacte

Cet accord ne constitue pas – du moins d'après les textes publics initiaux – un traité de défense mutuelle formel comparable à l'article 5 de l'OTAN, qui obligerait un pays à défendre militairement les autres. Les pactes antérieurs entre l'Iran et la Russie se sont toujours abstenus d'établir une garantie de défense contraignante. Ce pacte semble plutôt unir trois grandes puissances au sein d'une coalition géopolitique plus large, définie par une opposition commune à la domination militaire et à la coercition économique occidentales.

L'accord repose essentiellement sur une position commune contre le rétablissement des sanctions imposées à l'Iran en lien avec son programme nucléaire, conformément au Plan d'action global commun (JCPOA) de 2015. Téhéran, Pékin et Moscou ont déjà publié des déclarations conjointes rejetant les tentatives européennes de déclencher le rétablissement automatique des sanctions et ont déclaré que l'examen de l'accord nucléaire par le Conseil de sécurité de l'ONU était clos.

Conséquences régionales et mondiales immédiates

La signature de cet accord intervient dans un contexte de fortes tensions entre les États-Unis et l'Iran. Le président Donald Trump a réitéré ses menaces d'intervention militaire contre l'Iran en l'absence d'un accord négocié sur son programme nucléaire, allant jusqu'à déployer un groupe aéronaval américain au Moyen-Orient. Dans ce contexte, ce nouveau pacte stratégique sert de rempart à Téhéran et à ses partenaires contre les pressions militaires unilatérales des États-Unis. En présentant un front uni, les trois gouvernements entendent contraindre Washington à négocier en position de contrainte plutôt que de domination.

Au Moyen-Orient, l'équilibre des pouvoirs se redessine. L'Iran, longtemps isolé par les politiques occidentales, bénéficie désormais de la protection de deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette situation conforte la position régionale de Téhéran dans des zones comme

l'Irak, la Syrie et le Golfe persique, et complique les stratégies de dissuasion conventionnelles mises en œuvre par les États-Unis et leurs alliés du Golfe.

Pour l'Europe, cet accord compromet les ambitions de Bruxelles de conserver une influence indépendante dans la diplomatie au Moyen-Orient. Les puissances européennes ont tenté à plusieurs reprises de réactiver certains éléments du JCPOA et de menacer Téhéran de mesures punitives, mais la coordination entre l'Iran, la Chine et la Russie a fait échouer ces efforts, révélant les limites diplomatiques de l'Europe dans un monde moins attaché au consensus occidental.

Répercussions économiques

Sur le plan économique, cet accord témoigne d'une intégration plus poussée entre trois des plus importantes économies non occidentales du monde. La Russie et la Chine ont déjà collaboré à la mise en place d'accords de protection des investissements et de commerce bilatéral visant à contourner les systèmes financiers occidentaux, tels que SWIFT, utilisés comme vecteurs de sanctions. Un pacte trilatéral pourrait accélérer la création de mécanismes financiers et de routes commerciales alternatifs, réduisant ainsi l'influence économique des Occidentaux.

L'Iran, riche en ressources énergétiques considérables, bénéficie d'un accès élargi aux marchés et aux investissements, notamment grâce à la poursuite par la Chine de son initiative « *la Ceinture et la Route* » et à la recherche par la Russie d'alternatives aux marchés européens, pénalisés par les sanctions. Conjugués, ces développements laissent présager une intensification des échanges commerciaux et une moindre vulnérabilité au système financier centré sur le dollar américain.

Dynamiques militaires et stratégiques

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une alliance formelle, ce pacte renforce la coopération militaire entre les trois pays. La Chine et la Russie mènent régulièrement des exercices navals conjoints dans l'océan Indien et le golfe Persique – exercices auxquels l'Iran participe également, témoignant ainsi de leur interopérabilité et de leurs intérêts communs en matière de sécurité.

Sur le plan stratégique, cet accord devrait favoriser une planification de la défense et un partage de renseignements plus coordonnés, même s'il ne s'apparente pas à un traité contraignant imposant une intervention militaire. Pour les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN, les enjeux s'accroissent dans de nombreuses régions : toute escalade avec l'Iran risque désormais d'entraîner des réponses stratégiques plus larges impliquant Pékin et Moscou, augmentant ainsi le risque de conflit et réduisant l'efficacité des menaces unilatérales.

Impact mondial à plus long terme

À long terme, ce pacte accélère la restructuration multipolaire des relations internationales. Depuis des décennies, les États-Unis et leurs alliés dominent l'architecture de la gouvernance mondiale, des régimes commerciaux aux accords de sécurité. Un alignement structuré de l'Iran, de la Chine et de la Russie représente un axe alternatif qui remet en cause l'hégémonie occidentale non par une compétition idéologique, mais par des équilibres de puissance pragmatiques.

Reste à savoir si ce pacte évoluera vers un accord de défense plus approfondi ou s'il restera un cadre diplomatique et stratégique. Ce qui est indéniable, c'est que le centre de gravité du pouvoir mondial se déplace, non pas vers une simple dichotomie « *Est contre Ouest* », mais vers un ordre mondial multipolaire plus complexe où l'influence diplomatique, la résilience économique et la démonstration de force militaire convergent de manière inédite et imprévisible.

Manœuvres maritimes Iran-Chine-Russie dans le détroit d'Ormuz. Les destroyers chinois débarquent. Des armes russes et chinoises pour l'Iran - french.almanar.com.lb3 janvier 2026

L'Iran, la Russie et la Chine doivent mener des exercices militaires conjoints près du détroit d'Ormuz dimanche prochain sur fond d'escalade des menaces américaines de frapper la République islamique d'Iran.

Des rapports militaires ont révélé que la Chine a envoyé plusieurs destroyers lourds de type 055 et 052D depuis la base militaire de Hainan vers les eaux iraniennes. Les destroyers de type 055 sont les plus récents et les plus lourds de la flotte navale chinoise et possèdent des capacités offensives et défensives avancées, notamment des systèmes radar sophistiqués et des missiles à longue portée, qui renforcent la puissance de feu de la flotte chinoise lors de tout déploiement à l'étranger.

Il y a deux jours, l'Iran avait publié un avis à l'intention du contrôle de l'espace aérien dans la zone du détroit d'Ormuz, l'une des voies maritimes stratégiques les plus importantes au monde, par laquelle transite environ un tiers de l'approvisionnement mondial en pétrole transporté par voie maritime.

L'avis indique que des tirs à balles réelles y seront effectués dans le cadre de ces manœuvres militaires.

L'activité militaire devrait se dérouler les 1er et 2 février dans une zone circulaire d'un rayon de cinq milles nautiques. L'avis précise que l'espace aérien dans la zone désignée, du niveau du sol jusqu'à une altitude de 25 000 pieds, sera restreint et dangereux pendant toute la durée des exercices.

Ces exercices interviennent dans un contexte d'escalade des menaces américaines de frappe contre l'Iran et de renforcement des capacités militaires de Washington dans la région, face aux avertissements et aux promesses de représailles de l'Iran.

Selon les observateurs, ces manœuvres entre l'Iran, la Russie et la Chine constituent de multiples messages iraniens, notamment l'accent mis sur la présence iranienne dans le Golfe, le détroit d'Ormuz et la mer d'Oman. Elles illustrent également le niveau de coordination militaire avec Moscou et Pékin, compte tenu de l'escalade des tensions avec les États-Unis et de la possibilité d'un élargissement de la confrontation dans la région.

Des armes russes et chinoises depuis la guerre des 12 jours

Le correspondant de la chaîne qatarie al-Jazeera à Téhéran, Nouredine al-Daghiri, a rapporté jeudi que des livraisons d'armes russes et chinoises arrivent en Iran depuis la guerre des 12 jours, en juin dernier. Il a précisé que ces livraisons, acheminées par de gros avions militaires, comprenaient divers équipements militaires destinés à renforcer les capacités défensives et offensives de l'Iran.

Al-Daghiri a indiqué que, selon des informations quasi certaines, la Chine a joué un rôle important dans le renforcement des capacités balistiques iraniennes ces derniers temps. Il a également souligné le rôle crucial de la Russie dans la fourniture à Téhéran de différents types de projectiles.

Ukraine.

En plus les nazis ukrainiens vous empoisonnent !

« Les œufs ukrainiens inondent l'Europe » : des produits non conformes dans l'assiette des Européens - RT 2 févr. 2026

En l'espace de trois ans, les importations d'œufs ukrainiens ont connu une envolée spectaculaire. D'après un article du journal allemand Berliner Zeitung publié ce 1er février 2026, plus de 85 000 tonnes d'œufs ont été expédiées vers l'Union européenne entre janvier et novembre 2025, pour un montant avoisinant les 148 millions d'euros. En 2022, ces volumes ne dépassaient pas 13 000 tonnes, pour environ 18 millions d'euros.

Ce bond de plus de 550 % s'explique par la décision de Bruxelles, prise après février 2022, de suspendre les droits de douane et les quotas sur les produits agricoles ukrainiens. Une mesure censée soutenir l'économie de guerre de Kiev mais qui a ouvert grand la porte à des denrées produites dans des conditions non conformes aux standards européens.

Les œufs ukrainiens proviennent en majorité d'élevages en batterie, une méthode interdite dans l'UE depuis 2012. En Allemagne, la législation est encore plus stricte : la forme dite « *en petits groupes* » y est bannie depuis 2023. Pourtant, ces œufs continuent d'arriver sur le marché européen, dissimulés dans des produits transformés. « *Ces œufs sont intégrés dans des préparations comme les pâtes, les pâtisseries, les sauces ou la mayonnaise où l'origine n'a pas à être mentionnée* », explique Nora Irrgang, spécialiste en bien-être animal pour l'organisation Vier Pfoten, dans les colonnes du Berliner Zeitung.

Derrière les livraisons, les intérêts d'oligarques proches du pouvoir

Ce système profite d'abord aux grandes entreprises agroalimentaires basées en Ukraine. Le principal acteur est le groupe MHP (Mironivsky Khlivoproduct), contrôlé à hauteur de 50 à 65 % par le milliardaire Youri Kossiouk, présenté par le quotidien allemand comme un proche conseiller de Volodymyr Zelensky. Un autre géant du secteur, Ovostar Union, opère également en Ukraine tout en étant enregistré à Chypre. Il approvisionne plus de 35 pays, dont de nombreux États membres de l'UE.

Dans les faits, la production reste en Ukraine mais les bénéfices, eux, transitent via des structures offshore. Les conditions de travail y sont peu rémunérées, et les normes sanitaires beaucoup plus souples. « *En Ukraine, l'usage de certains pesticides interdits en Europe est encore autorisé* », souligne Nora Irrgang.

Quant aux contrôles, ils sont rendus quasi impossibles par le contexte du conflit ukrainien : pannes d'électricité, manque de personnel et rupture de chaînes d'approvisionnement fragilisent toute vérification. L'absence de transparence concerne aussi la traçabilité : la législation européenne impose depuis novembre 2024 un marquage dans les exploitations, mais seuls quatre pays – l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas – l'appliquent réellement. RT 2 févr. 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 février 2026

Depuis la dernière causerie il s'est écoulé 5 jours. Durant cette période j'ai dû lire entre 120 et 150 articles dont certains faisaient plusieurs pages, cela devait représenter au total environ 270 à 350 pages, j'en ai retenu que neuf, vous imaginez à quel niveau de déchets ils en sont arrivés, c'est phénoménal, comme le temps qu'on perd à s'informer au mieux. J'ai oublié de mentionner les articles que j'avais simplement ouverts sans les télécharger, une dizaine ou un peu plus.

Je me suis rendu gravement malade à faire ces causeries, par manque d'activité physique. Je dois donc impérativement remédier à cette situation et lever le pied, tant pis on sacrifiera certains sujets, tenez, les élections municipales en France par exemple qui ne présentent aucun intérêt, sauf pour les légalistes, tous ceux qui y participent, qui collaborent avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, y compris ceux qui prétendent les combattre.

Les Indiens qui vivent autour de moi, ignorent 99% de ces infos et ils continuent de vivre normalement. Que l'on soit informé ou non, cela ne change strictement rien, c'est ce que je constate, mes lecteurs sont bien placés pour le confirmer, aussi bien en tant qu'acteurs que témoins. Donc pas de quoi se prendre la tête avec cela. On n'a pas avancé d'un millimètre vers le socialisme depuis 80 ans, on s'en est même éloigné davantage, ce qui laisse le champ libre à la pire réaction qui a engendré Trump, par exemple.

L'heure n'est pas à la résistance et à l'offensive sur la voie du socialisme, non, elle serait plutôt au compromis avec l'ennemi, autant dire la capitulation en rase campagne quand bien même rien n'y pousse ou aucune menace ne pointerait à l'horizon, dans le cas contraire on comprendrait que certains aménagements soient envisageables pour sauver l'essentiel. Mais en occident ce n'est pas le cas, hormis une rente de situation bien mal acquise à défendre, on ne voit pas quelle urgence justifierait que les dirigeants du mouvement ouvrier baissent une fois de plus leurs culottes, à moins qu'ils n'aient pas eu le temps de la relever depuis la dernière fois, ce n'est pas vieux, leur misérable position sur le Venezuela et l'Iran, entre autres, ils rivalisent de populismes entre eux, à croire que ce serait au gauchiste ou au révolutionnaire le plus réactionnaire, qu'ils nous excusent de ne pas concourir avec eux.

Apparemment, ils n'ont pas encore touché le fond, je le dis sans déconner, hélas ! L'heure de la recomposition de l'avant-garde de la classe ouvrière sur les bases du marxisme n'a pas encore sonné, dans ces conditions, il n'y a pas lieu non plus de leur consacrer trop de temps, et surtout aucune illusion.

Ne vous fiez jamais à leurs déclarations ou intentions, tenez-vous en strictement aux faits.

Pourparlers irano-américains à Mascate : «un bon début», selon Téhéran - RT 6 févr. 2026

Les États-Unis imposent de nouvelles sanctions contre l'Iran immédiatement après les négociations à Oman - RT 6 févr. 2026

Washington a imposé des sanctions ce 6 février contre l'Iran, après la fin du premier cycle de négociations sur le nucléaire. Quinze entités et quatorze navires accusés d'être liés au commerce de pétrole, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques iraniens sont touchés.

L'Union européenne dévoile un 20^e paquet de sanctions contre la Russie - RT 6 févr. 2026

L'Union européenne a présenté un 20^e paquet de sanctions visant la Russie. Il inclut l'interdiction de services aux pétroliers transportant du pétrole russe, le gel de 20 banques régionales, des restrictions sur les importations de métaux et de minerais, ainsi que des mesures encadrant certaines technologies à usage civil et stratégique.

Tout en interdisant le gaz russe, l'UE bat un record d'achat - RT 7 févr. 2026

Les livraisons de gaz naturel liquéfié russe vers l'UE ont atteint un niveau historique en janvier dernier, dans un contexte d'interdiction totale du gaz russe dans l'UE à partir de 2027, atteignant 2,276 milliards de mètres cubes, contre 2,05 milliards de mètres cubes en janvier 2025, a rapporté TASS en citant le centre d'analyse européen Bruegel.

Les psychoses collectives successives qu'ils ont fomentées et la charité envers les nazis ukrainiens et sionistes conduisent à la normalisation de la barbarie.

Sondage Ifop: plus d'un Français sur trois estime acceptable le recours à la torture - trtfrancais.com/AFP 5 février 2026

Selon un sondage Ifop commandité par l'organisation Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), 38% des Français estiment acceptable un recours à la torture dans certains cas exceptionnels.

Le chiffre de ce sondage est en légère hausse depuis 10 ans. Ils étaient 36% en 2016 à accepter le recours à la torture, selon un sondage mené après la vague d'attentats islamistes de 2015, contre 25% en 2000.

«Cette évolution traduit un basculement des mentalités, alimenté par des peurs collectives et une instrumentalisation de la sécurité nationale», souligne Luc Bellière, président d'ACAT-France, dans un communiqué.

Les chiffres varient selon les opinions politiques : 77% des sympathisants de gauche jugent la torture toujours inacceptable, contre seulement 38% des sympathisants RN-Reconquête, deux partis d'extrême droite.

«*La tolérance à la torture repose en partie sur une croyance persistante en son efficacité pour obtenir des aveux, des informations ou prévenir le terrorisme*», explique cette étude.

Pour un Français sur deux, la torture «*est efficace*» pour empêcher un acte terroriste. Ils sont 57% à penser qu'elle «*permet d'obtenir des aveux*», et 46% des «*informations fiables*», bien que des «*études empiriques*» ont démontré l'inverse, ajoute ce sondage.

Près de six personnes interrogées sur dix (59%) estiment par exemple «*justifié dans certains cas*» qu'un policier envoie des décharges électriques à une personne soupçonnée d'avoir posé une bombe prête à exploser, alors qu'elles sont 92% à reconnaître ce procédé comme un acte de torture.

Aussi, quasiment un Français sur deux (49%) considère que des actes de torture ont été pratiqués par les forces de l'ordre en France, un chiffre en baisse : ils étaient 57% en avril 2016, et 76% en septembre 2000. trtfrancais.com/AFP 5 février 2026

J-C - Encore une fois, ils tentent de nous distraire ou de nous éloigner de l'essentiel qui figure dans le non-dit.

L'immoralité, voilà ce qui caractérise le mieux le système économique en vigueur, puisqu'il est basé sur l'exploitation et l'oppression de la majorité de la population sans que rien ne puisse le justifier. Cependant, par tous les moyens ils tentent de cautionner son existence ou sa survie. Comment s'y prennent-ils ? Tout simplement en prétendant qu'il serait éternel, parce qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme.

Ils posent les questions et fournissent les réponses que vous êtes priés d'adopter, et si vous les contestez, vous serez considéré comme un individu qui se serait dangereusement radicalisé, un extrémiste, un militant d'extrême gauche, un communiste, un terroriste potentiel, bref, un ennemi à faire taire ou à neutraliser par n'importe quel moyen, y compris la torture ou l'assassinat pour qu'il cesse de nuire à leur régime synonyme de bien-être ou de bonheur...

France.

La même situation prévaut dans le monde entier. Le capitalisme est synonyme de mal-être.

Plus d'un demi-million de personnes contraintes de vivre chez des proches faute de toit en France - RT 4 févr. 2026

Ce rapport accablant met en lumière une dégradation continue des indicateurs du mal-logement en France, où 1,1 million de personnes n'ont pas de domicile personnel. Parmi elles, 600 000 se trouvent forcées de vivre chez des proches ou des amis, un phénomène en hausse de 15 % depuis 2013, exacerbé par la pauvreté touchant 15,4 % de la population.

Parmi les situations les plus préoccupantes, l'hébergement chez un tiers concerne un large spectre : jeunes adultes chez leurs parents, personnes âgées sans lien familial direct, ou migrants en situation irrégulière. En 2020, 590 000 personnes étaient hébergées chez des amis, cousins ou enfants, contre 513 000 en 2013.

Cette année encore, le constat est accablant. 350 000 personnes sont aujourd'hui sans domicile et 912 personnes sont mortes à la rue en 2024.

L'association, fondée par le controversé abbé Pierre, appelle à la construction de 400 000 logements par an promise par le gouvernement. Sans cette mesure, la crise s'aggraverait, touchant 4,2 millions de mal-logés et 12,3 millions de fragilisés. RT 4 févr. 2026

J-C - En 2025, 57,4 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale, et plus d'un tiers d'entre eux doivent encore rembourser des emprunts liés à l'acquisition de ce logement. 40,4 % des ménages sont locataires de leur résidence principale.

Donc, autant dire que la majorité s'en fout ! Cela vaut dans tous les domaines. Pas besoin de faire un dessin. Ceci explique cela.

Avec quoi ont-ils tous rompu ? Le socialisme. Avec quoi n'ont-ils jamais rompu ? Le capitalisme et ses institutions.

LFI « d'extrême gauche » ? - Le HuffPost 5 février 2026

« En 2020 et 2023, LFI était classée à gauche » et « il n'y a aucune raison de changer cela aujourd'hui », tempêtent sur X Manuel Bompard et Jean-Luc Mélenchon.

La France insoumise bénéficie de son libellé propre - FI ou LFI - dans la grille des « nuances individuelles » qui attribue une nuance par candidat et dans celle des « nuances de listes » qui attribue une nuance à une liste dans sa globalité. Dans ces deux grilles, le libellé « d'extrême gauche » revient aux candidats ou listes « investis ou soutenus par des partis d'extrême gauche notamment Lutte ouvrière, le NPA, le Parti ouvrier indépendant, etc » peut-on lire dans le document. Car, comme nous l'expliquions, ces deux derniers partis correspondent bien, d'un point de vue programmatique, à ce qu'est l'extrême gauche. À l'inverse de LFI qui reste réformiste, et demeure classée à la « gauche radicale » par les politologues.

La France insoumise revendique sa position de « rupture » face à d'autres partis qui se positionnent aussi à gauche. Parmi eux, le Parti socialiste classé dans le bloc « gauche », avec les Ecologistes, Génération(s) ou Place Publique mais aussi le Parti communiste.

« Il existe bien une extrême gauche en France. Elle se revendique comme telle et elle est tout à fait respectable. Elle considère les élections comme une tribune et non pas comme un moyen de conquête du pouvoir. Ce n'est pas le cas de la France insoumise », a fait valoir le numéro 2 insoumis.

J-C – Un aveu. Car, s'« il n'y a aucune raison de changer » le positionnement de LFI à gauche selon ses dirigeants, c'est peut-être parce que malgré le coup d'Etat mondial au Sars-Cov-2 en 2020, la déclaration de guerre de l'OTAN à la Russie via l'Ukraine en 2022, le génocide des Palestiniens en 2023, etc. LFI n'avait pas estimé nécessaire de radicaliser son orientation politique demeurée opportuniste. Ils n'ont pas appelé à rompre avec l'ONU, avec l'OTAN, avec les Etats-Unis et Israël, encore moins avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, cela va de soi.

Palestine occupée.

Sénégal: 120 artistes appellent à sanctionner Israël en raison de la guerre à Gaza - RFI 3 février 2026

Parmi les signataires de cet appel, figurent les cinéastes primés Mati Diop et Alain Gomis, la commissaire de la dernière biennale d'art contemporain à Dakar, Salimata Diop, ou encore la danseuse et chorégraphe fondatrice de l'école des Sables, Germaine Acogny, et l'écrivaine Ken Bugul...

Ces 120 artistes sénégalais ou vivant au Sénégal se disent submergés par « *l'indignation (...) face à l'horreur qui continue à se dérouler à Gaza* ». Un mot qui n'est pourtant « pas assez fort », pour Salimata Diop, Directrice Artistique de la 15e de la Biennale de Dakar.

Ces acteurs culturels appellent le président Bassirou Diomaye Faye à agir, à prendre des « *mesures concrètes et urgentes* » en tant que membre du Groupe de la Haye, ce bloc mondial d'États formé il y a un an pour coordonner son action diplomatique et juridique face à Israël.

Mettre fin aux relations diplomatiques et économiques avec Israël, mais aussi empêcher les transferts de matériel militaire vers Israël via les eaux territoriales et les ports du Sénégal sont quelques-unes des six mesures proposées par les signataires de cette lettre. RFI 3 février 2026

Pendant ce temps-là le massacre continue.

Dans la bande de Gaza, 32 Palestiniens tués dont des enfants - France 24 31 janvier 2026

Nouvelles frappes israéliennes meurtrières à Gaza - AFP 4 février 2026

Des bombardements israéliens ont fait 24 morts mercredi à Gaza, selon les services de santé.

Venezuela.

Venezuela : A Caracas, de très nombreux Vénézuéliens manifestent pour exiger le retour de Maduro - 20 Minutes/AFP 4 février 2026

Au Venezuela, les partisans du pouvoir ont tenu à montrer une nouvelle fois mardi leur opposition à l'ingérence des Etats-Unis dans la politique du Venezuela.

Des milliers de personnes ont ainsi défilé dans les rues de Caracas pour exiger le retour du président déchu Nicolas Maduro, capturé par les Etats-Unis le 3 janvier.

« *Le Venezuela a besoin de Nicolas* » ou « *Vamos Nico* » ont notamment scandé les manifestants, parmi lesquels de nombreux employés du secteur public. Ils ont notamment déployé un énorme

drapeau avec la photo de Nicolas Maduro et de l'ex-Première dame, Cilia Flores, avec la mention, en anglais, « *Bring them back* » (ramenez-les à la maison).

Organisée par le pouvoir, la manifestation s'étendait sur plusieurs centaines de mètres au centre-ville, avec des militants souvent habillés de rouge, couleur du parti de Maduro, le PSUV, et portant d'innombrables drapeaux, avec des camions haut-parleurs diffusant de la musique. « *Ce peuple n'est pas américain* », a lancé sur un podium le fils de Maduro, Nicolas Maduro Guerra, connu sous le nom de « *Nicolasito* », vêtu d'un survêtement aux couleurs du Venezuela. « *Nous avons conquis une profonde conscience anti-impérialiste* ».

Sur son compte Telegram, le ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino Lopez, a évoqué « *les blessures ouvertes* » après l'attaque américaine, et affirmé que l'armée soutenait « *les efforts déployés de la cheffe de l'Etat pour promouvoir la réconciliation, l'union nationale, la reprise économique et le renforcement du système démocratique* ». « *Aucune décision n'a été prise au détriment de la souveraineté, ni au mépris de l'indépendance nationale. Aujourd'hui, l'honneur et la morale intacts, nous réitérons : Indépendance ou rien ! Fidèles toujours, traîtres jamais ! Nous vaincrons !* »

Meyssan confirme qu'il est un faussaire malfaisant. Trump le mystificateur.

Epstein, Rothschild, Dieudonné, USA/Iran, Israël et Venezuela. Avec Thierry Meyssan - Réseau International

<https://www.youtube.com/watch?v=vaoz4XXz90c>

Une émission co-animée par Claude Janvier et Eric Montana. 6 février 2026

Invité : Thierry Meyssan, journaliste, écrivain, conférencier et président-fondateur du Réseau Voltaire.

J-C – Ce passage a été envoyé par mail à un blog cubain en relation avec Bolivar Infos.

En fait, les Américains voulaient renouer avec le Venezuela, mais ils ne savaient pas comment s'y prendre sans être humiliés, alors ils ont inventé ce stratagème.

A 28 minutes.

Pour substituer à la réalité son propre récit frauduleux, il suffit d'ignorer certains épisodes, c'est aussi simple que cela, Meyssan est un professionnel en la matière.

Meyssan raconte que Dulcy Rodriguez aurait trahi Maduro en promulguant une nouvelle loi sur le pétrole, que Maduro ne serait pas "*chaviste*", etc. alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai. Comment cela ? Meyssan a tout simplement camouflé que Maduro était disposé à discuter avec les Américains, mais c'étaient eux qui refusaient, et que les termes de cette loi avaient rédigé avant l'enlèvement de Maduro.

J'ai compris que les Américains avaient refusé d'écouter Maduro, bien qu'il eût été prêt à leur proposer une nouvelle loi sur les hydrocarbures, celle qui vient d'être adoptée, peut-être même leur avait-il soumis son contenu, toujours est-il que les Américains avaient refusé. Pourquoi ?

Pardi, mais parce qu'ils avaient un autre objectif en tête : En le kidnappant, ils avaient besoin de faire croire à une complicité au plus haut niveau de l'Etat, de manière que le camp de Maduro apparaisse divisé, et une fois affaibli, sous la présidence par intérim de Dulcy Rodriguez, c'est tout du moins le récit que les Américains avaient imaginé, et non pas ce qui s'est produit réellement, ils ont conçu qu'ils pourraient accepter maintenant la proposition de Maduro présentée par Dulcy Rodriguez et dans la foulée reprendre des relations avec le Venezuela, ce qu'ils avaient refusé antérieurement, de sorte que par la suite, il ne leur resterait plus qu'à suggérer ou marteler via les médias mainstream, que Dulcy Rodriguez aurait été en désaccord avec Maduro, et qu'en acceptant de renouer des relations avec les Américains, Trump remportait ainsi une importante victoire, lui qui en avait tant besoin.

Bref, une invention du cru des idéologues de Trump, un tour de passe-passe qui aurait valeur de preuve ou prétexte, pour qu'au passage le peuple vénézuélien ou tous les peuples se détournent de Maduro "*le dictateur narcotrafiquant* " ou cessent de se préoccuper de son sort, bien que je croie qu'ils s'en moquent une fois leur objectif atteint, puisqu'ils ont acheté du pétrole au Venezuela aux conditions fixées par le gouvernement de Maduro - Rodriguez.

Et le changement de régime dans toute cette histoire ? Une vue de l'esprit, comme pour l'Iran, les Américains n'avaient aucune illusion à ce sujet, parce qu'ils connaissaient parfaitement la situation politique au Venezuela.

Groenland.

Groenland : Trahis par Donald Trump, à peine 17 % des Danois considèrent encore les Etats-Unis comme un allié - 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Après avoir été trahie par les visées de Donald Trump sur le Groenland et ses propos méprisants sur le Danemark, la population nordique a mis fin à sa candeur sur les Etats-Unis. C'est désormais seulement 17 % du pays qui considère l'Oncle Sam comme un allié, révèle un sondage commandé par le diffuseur public DR et publié mardi.

Parmi les autres, 60 % ont dit voir les Etats-Unis comme « *un adversaire* », 20 % ont répondu qu'ils ne savaient pas et 3 % qu'ils ne souhaitent pas répondre. Copenhague est traditionnellement un fervent partenaire de Washington, que les autorités danoises continuent de décrire comme leur « *plus proche allié* ». Mais ça, c'était avant Donald Trump.

Russie.

«Les peuples de Russie partagent des valeurs fondamentales communes» : Poutine lance l'Année 2026 de l'unité des peuples - RT 5 févr. 2026

Vladimir Poutine a donné le coup d'envoi officiel, le 5 février 2026, de l'Année de l'unité des peuples de Russie lors d'une cérémonie au Centre national « Russie ». Plus de 4 000 personnes étaient réunies sur place, représentant plus de 160 nationalités. Grâce à un télépont, les 89 régions de la Fédération ont également pris part à l'événement.

Dans son discours, Vladimir Poutine a insisté sur le fait que l'unité russe ne repose pas sur une uniformisation forcée, mais bien sur le respect profond des cultures, traditions et croyances de chacun. « *Ce qui a toujours été le plus important, c'est le respect infini envers les peuples qui rejoignaient la Russie, le respect total de leur culture, de leurs traditions et de leurs valeurs spirituelles* », a-t-il déclaré.

Le président a rappelé que les cultures peuvent différer, mais que les « *valeurs fondamentales* », elles, sont communes à tous. Il a également évoqué la formation historique du peuple russe, né de l'union de groupes slaves autrefois séparés. « *Le peuple russe est encore jeune, passionné, tourné vers l'avenir* », a-t-il souligné, affirmant que cette dynamique est la même qui a permis à la Russie de devenir une puissance multinationale stable.

«On enseigne mal l'histoire en Occident, nous le voyons bien» : Lavrov dénonce la remilitarisation de l'Europe lors d'un entretien à RT - RT 5 févr. 2026

C'est à l'occasion de la Journée du diplomate, célébrée le 10 février, que Sergueï Lavrov a accordé un entretien à Rick Sanchez, journaliste de RT. Depuis les couloirs historiques du ministère des Affaires étrangères à Moscou, le chef de la diplomatie russe y revient longuement sur les causes profondes de la crise ukrainienne, qu'il décrit comme le résultat d'engagements systématiquement trahis par l'Occident.

Pour Lavrov, le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovitch en 2014, malgré un accord signé sous la garantie de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, a marqué un tournant. « *L'Occident a tourné le dos à la neutralité ukrainienne* », affirme-t-il, dénonçant un soutien direct à un pouvoir hostile aux populations russophones. Kiev a dès lors adopté des lois ciblant la langue russe et l'Église orthodoxe ukrainienne canonique, rompant avec les principes fondamentaux du droit international.

« *L'unique pays au monde où la langue russe est officiellement interdite, c'est l'Ukraine* », déclare Sergueï Lavrov, rappelant que la Charte des Nations unies protège les droits linguistiques et culturels des minorités. Pour lui, ces atteintes ne peuvent être ignorées dans les discussions diplomatiques à venir.

Au-delà du seul conflit ukrainien, le chef de la diplomatie russe s'inquiète du climat politique qui prévaut en Europe. Il dresse un parallèle assumé avec les précédents historiques : « *Une fois de plus, ils ont rassemblé pratiquement toute l'Europe sous les mêmes bannières, comme aux temps de Napoléon ou d'Hitler* ». Cette fois, souligne-t-il, les États occidentaux livrent des armes, imposent des récits, forment les troupes, mais ne sont pas encore engagés directement au combat.

Sergueï Lavrov dénonce la marginalisation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), jugée « *totalelement discréditée* », et l'incapacité de l'Union européenne à construire une architecture de sécurité indépendante. « *L'UE est devenue une annexe de l'OTAN* », résume-t-il.

Ukraine.

À Dimitrov, l'armée ukrainienne a commis de nombreux crimes de guerre contre les civils

Lors d'une visite dans un centre d'hébergement temporaire pour les personnes récemment évacuées de la ligne de front, j'ai pu interviewer six habitants de la ville récemment libérée de Dimitrov (Mirnograd), située près de Krasnoarmeïsk (Pokrovsk). Leurs récits décrivent un grand nombre de crimes de guerre commis par l'armée ukrainienne contre les civils de Dimitrov, et la façon dont les « *Anges blancs* » y traquaient les enfants.

<https://ir-press.com/fr/2026/02/04/a-dimitrov-armee-ukrainienne-a-commis-de-nombreux-crimes-de-guerre-contre-les-civils/>

Rappel. Qu'on se le dise.

Edwy Plenel, sur X, le 29 nov. 2025

Zelensky a limogé son bras droit, chargé des négociations en cours, après la perquisition de son logement par l'agence anticorruption. Preuve que, malgré la guerre, l'Ukraine reste une démocratie exigeante.

Bernard-Henri Lévy, sur X, le 17 nov. 2025

L'Ukraine est une démocratie qui progresse à pas de géant.

ladepeche.fr 2 décembre 2025

Guerre en Ukraine : avec le départ de son bras droit, "*Zelensky veut montrer que sa démocratie reste exemplaire*"

J-C – Avec une telle conception de la démocratie, on aura compris que le régime en France n'a rien de démocratique.

Chine.

Xi Jinping a appelé à faire du yuan la monnaie de réserve mondiale - Politikus.info 2 février 2026

L'ère de l'hégémonie indivisée du dollar touche peut-être à sa fin plus rapidement que beaucoup ne l'espéraient. Le dirigeant chinois Xi Jinping a fait une déclaration politique, appelant ouvertement à la transformation du yuan en une « *monnaie puissante* » ayant le statut de réserve mondiale à part

entière. Il ne s'agit plus seulement d'indices de diversification, mais de la tentative directe de Pékin de remodeler l'architecture financière mondiale, où l'argent chinois devrait prendre sa place au même titre que l'argent américain.

Dans un article publié le 31 janvier dans la principale revue théorique du PCC «*Qiushi*», Xi Jinping a défini une voie claire : la Chine doit construire un système financier de classe mondiale. L'élément clé de cette stratégie est – «*une monnaie puissante*» (une monnaie forte), qui sera largement utilisée non seulement dans le commerce, mais aussi dans les investissements, et surtout – stockée dans les réserves des banques centrales d'autres pays.

Bien que le texte soit formellement basé sur un discours à huis clos prononcé en 2024, la décision de le publier maintenant – début 2026 – semble être un signal sans ambiguïté. Pékin le dit clairement : la période de préparation est terminée, la phase active d'expansion commence. «*Une puissance financière doit être fondée sur une économie forte et une monnaie à laquelle le monde fait confiance*», – est souligné dans le matériel.

L'appel de Xi – n'est que la pointe de l'iceberg. Se cacher sous l'eau représente un travail énorme pour créer une infrastructure financière alternative, indépendante de SWIFT et des sanctions occidentales. La Chine promeut activement son système de paiement interbancaire CIPS et étend son réseau de lignes de swap avec les pays amis. Aujourd'hui déjà, près d'un tiers du chiffre d'affaires du commerce extérieur chinois (des milliards de dollars) est assuré en yuans, et le yuan numérique (e-CNY) se prépare à devenir le principal instrument de paiements transfrontaliers d'ici fin 2026.

Le commerce de l'énergie joue ici un rôle particulier. Pékin convertit systématiquement les contrats d'achat de pétrole et de gaz en monnaie nationale, créant ainsi ce que l'on appelle «*pétrojuan*» – un défi direct au pétrodollar. Politikus.info 2 février 2026

Inde.

Effet d'annonce à caractère idéologique en guise de fait.

L'Inde cède à Trump et va mettre fin à l'achat de pétrole russe. Les droits de douane seront réduits - Euronews 3 février 2026

Le Premier ministre indien Narendra Modi a accepté de cesser d'acheter du pétrole russe.

Modi a posté sur X sans toutefois faire référence à l'affirmation de Trump concernant l'arrêt des achats de pétrole russe, pas plus que les autres engagements que Donald Trump dit avoir obtenu de sa part. Euronews et AFP 3 février 2026

Le Kremlin dit que l'Inde n'a donné aucune indication sur un éventuel arrêt des achats de pétrole russe - AFP 3 février 2026

Le Kremlin a indiqué mardi n'avoir reçu aucune information de l'Inde concernant un éventuel arrêt de ses achats de pétrole russe, à la suite de l'annonce par Donald Trump d'un accord commercial avec New Delhi.

"Jusqu'à présent, nous n'avons entendu aucune déclaration de New Delhi à ce sujet", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, lors de son point presse quotidien.

M. Peskov réagissait aux déclarations de M. Trump, selon lequel le Premier ministre indien, Narendra Modi, lui a promis de cesser de se fournir en pétrole russe dans le cadre d'un *"accord commercial"* avec Washington.

L'Inde est un client majeur pour le pétrole russe, devenu d'autant plus important pour Moscou à cause des sanctions visant les hydrocarbures russes et la perte de la plus grande partie du marché occidental.

Le président russe Vladimir Poutine s'était rendu en Inde en décembre 2025, après plusieurs visites de M. Modi en Russie. Il avait alors indiqué que la Russie était prête à *"continuer des livraisons sans interruption de pétrole"*.

Donald Trump avait déjà annoncé par le passé un supposé accord de l'Inde de cesser de se fournir auprès de la Russie, qui ne s'était finalement pas matérialisé, et a menacé de surtaxer les exportations indiennes.

J-C - Qu'est-ce que j'en pense ? C'est simple, comme d'habitude, je m'en remets aux faits. Je vis en Inde, le prix de l'essence est passé de 104 à 96 roupies le litre il y a environ 3 ans et depuis il n'a pas bougé, si je constatais une forte hausse dans les semaines à venir, je vous avertirais, en attendant, je n'en pense rien. Il y a des élections générales en Inde en 2026, et Modi n'a pas du tout intérêt à augmenté le prix de l'essence. A suivre.

En complément.

Cuba contredit Trump sur la réalité d'un dialogue entre La Havane et les Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Washington et La Havane ne voient pas la gestion de leur bras de fer de la même manière. Cuba et les Etats-Unis ont des « *échanges* » diplomatiques, mais il n'y a pas d'espace de « *dialogue* » formel, a ainsi tenu à faire savoir lundi le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernandez de Cossio. Selon lui, « *il n'existe pas de dialogue à proprement parler en ce moment, mais il y a bien eu des échanges de messages* ».

Donald Trump avait pourtant assuré dimanche que les Etats-Unis avaient engagé un dialogue avec le gouvernement cubain et avait dit entrevoir « *un accord* » avec l'île communiste. « *Nous sommes en train de négocier avec les dirigeants cubains en ce moment* », a-t-il insisté à nouveau lundi lors d'un échange avec la presse dans le Bureau ovale, sans donner plus de détails. 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Mali.

Le Mali restructure son secteur minier autour d'une société 100% publique - RT 7 févr. 2026

Les autorités maliennes ont validé la création de la Société de patrimoine minier du Mali (SOPAMIM S.A.), détenue à 100% par l'État. Cette structure sera chargée de gérer les participations publiques dans les sociétés minières, conformément au nouveau Code minier axé sur la souveraineté nationale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 février 2026

Mon état de santé est toujours précaire, et j'ai eu toute les peines du monde à terminer cet article qui ne me satisfait pas. Mais bon, rester silencieux quand on entend ou lit n'importe quoi quotidiennement, c'est une torture insupportable, cela me rend malade dans tous les sens du terme.

Que valent les vociférations de Trump et leurs interprétations par les médias mainstream et alternatifs, quand il menace tous les pays de représailles financières ou militaires, au cas où ils défieraient ses injonctions ou ne prendraient pas au sérieux ses diktats ? Que dal ou autre chose que ce qu'on vous raconte.

A les entendre, il serait fou ou il serait prêt à mettre la planète entière à feu et à sang, à guerroyer de Caracas à Copenhague, en passant par Bamako ou Téhéran. En fait, il n'en est rien, et je vais vous expliquer rapidement pourquoi, vous allez voir, c'est très simple à comprendre et logique, d'ailleurs, vous pourrez le vérifier vous-même.

Nous ne sommes plus à l'époque glorieuse de l'impérialisme essentiellement occidental dominant le monde entier, quand la moitié ou les deux-tiers de la population mondiale vivaient dans des pays sous-développés, pauvres, vivant misérablement, pratiquement en autarcie par la force des choses, où les besoins de leur population se réduisaient à peu de choses, à survivre au quotidien en s'appuyant essentiellement sur l'économie locale, archaïque, moyenâgeuse, tandis que la population des grandes puissances vivaient dans l'abondance et en paix, bénéficiait d'un niveau de vie nettement supérieur ou dont les conditions de vie étaient confortables.

De nos jours, les multinationales et les entreprises transnationales des puissances grandes puissances exportent leurs marchandises et services aux quatre coins de la planète, de sorte que les peuples colonisés ont amorcé une profonde transformation de leur mode de vie, qui se traduit par la nécessité de satisfaire de nouveaux besoins qui correspondent à autant de charges fixes ou incompressibles qu'ils doivent honorer sous peine d'être relays au rang de paria, bienfait ou produit du "*miracle économique*" qui les a réduits en esclavage par le biais d'un énorme endettement auprès d'Etat ou d'organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale, etc.) contrôlés par l'oligarchie financière occidentale.

Pour financer ces nouveaux besoins, ces pays sous-développés ou en voie de développement doivent impérativement augmenter leurs forces productives et leur industrialisation, ce qui nécessite d'énormes investissements dans tous les domaines : infrastructures, industrialisation, scolarisation, formation, santé, logement, etc. afin de pouvoir assurer leur développement économique et le progrès social. Du coup, ils ne peuvent plus accepter les conditions qui leur avaient été imposées par ceux qui depuis des lustres pillaient allègrement leurs richesses et surexploitaient leur main d'œuvre, ils sont donc conduits à remettre en cause tous les accords qu'ils avaient passés avec des

Etats ou des multinationales, en inversant les termes du bénéfice qui revenait à chacune des parties, cette fois à leur avantage, la moitié ou la majorité des dividendes leur revenant, ils pourraient ainsi accroître leur souveraineté, et ne plus dépendre exclusivement de leurs créanciers étrangers pour assurer leur (sous)développement économique.

Simultanément, les grandes puissances qui vivent largement au-dessus de leurs moyens, doivent trouver les moyens pour satisfaire les énormes besoins de leurs populations. Or, ces moyens se font de plus en plus rares ou elles ne les ont plus. Leur balance commerciale est déficitaire ou un gouffre, et elles sont surendettées, bref, cette contradiction est sans issue et devrait les conduire à s'attaquer de plus en plus brutalement aux acquis sociaux de la classe ouvrière, et relayer en citoyens de seconde zone les couches les plus défavorisées ou déjà précarisées, y compris chez les classes moyennes vouées à la paupérisation ou à disparaître, ce qui devrait alimenter la lutte de classe du prolétariat... C'est le seul avenir qu'elles peuvent réserver à la majorité des masses, parce qu'elles ont de plus en plus de difficultés pour conserver leur rang hégémonique au sein de l'économie mondiale désormais dominée par d'autres puissances, qui disposent de richesses et d'un potentiel de développement qui leur fait défaut dorénavant, puissances vers lesquelles se tournent les pays sous-développés ou en voie de développement à la recherche de partenaires économiques fiables et qui ne les rackettent pas éhontément, qui ne négocient pas en les menaçant ou en leur mettant un pistolet sur la tempe comme à la « *belle* » époque de la colonisation enragée.

Pour parvenir à leurs fins ou en désespoir de cause, elles peuvent être tentées de passer outre ou de piétiner le droit international dont elles se réclament (ce qui n'est pas mon cas), et leur déclarer la guerre sous des prétextes fallacieux pour arracher des marchés ou continuer de piller leurs richesses, renouer avec leurs bonnes vieilles méthodes mafieuses et criminelles de brigandage, déstabiliser des Etats ou organiser des coups d'Etat en recourant à des armées de mercenaires qu'elles ont créées spécialement à cette intention, à des agents infiltrés, des ONG qu'elles ont implantées un peu partout et qu'elles financent à cet effet, sans être assuré d'obtenir gain de cause, parce que dorénavant ces peuples font preuve d'une farouche résistance à leurs entreprises impérialistes, et il se trouve que parmi l'armée et les classes moyennes des pays sous-développés ou en voie de développement regorgeant de matières premières, surgissent des dirigeants qui incarnent la souveraineté et l'unité de leur nation, qui bénéficient du soutien de leur peuple, ce qui leur octroie non seulement une légitimité au sein de leur propre pays, mais aussi le pouvoir d'imposer leurs conditions aux impérialistes, qu'il s'agisse d'Etats ou de multinationales.

Bombarder et occuper des pays peu peuplés et sans défense, c'est encore dans leurs cordes, mais quand il s'agit de pays aussi vastes que le Venezuela ou le Canada, ne parlons pas de la Russie, aussi peuplé que l'Iran, le Mexique ou le Brésil, ne parlons pas de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie ou du Pakistan, c'est une autre paire de manches, les puissances occidentales doivent négocier ou aller se faire voir ailleurs ! Et ce n'est qu'un début.

Les richesses en matières premières et la main d'œuvre quasi inépuisable se trouvent ailleurs qu'en occident, même leur avance technologique appartient au passé, ce qui signifie que le pouvoir économique lui échappe inéluctablement, et le pouvoir politique devrait suivre logiquement. L'occident refuse de le céder ou de le partager, d'où les menaces, tensions et guerres auxquelles nous assistons. Si la guerre présente des avantages indéniables, elle n'est pas sans dangers ou elle procure bien des inconvénients qui peuvent s'avérer incontrôlables sur le plan social et dévastateurs à la longue sur le plan politique, c'est inévitable.

On aurait préféré évidemment ne pas en passer par là, par le chaos et les destructions, les massacres et les épouvantables souffrances que la guerre procure inutilement aux peuples, mais apparemment et malheureusement, il semblerait que les hommes les plus éclairés ou évolués demeurent

hermétiques ou insensibles à tout discours prônant la rupture avec le capitalisme et ses institutions, à toute argumentation logique ou démonstration dialectique aboutissant à la conclusion que le socialisme est la seule alternative viable et cohérente au capitalisme, alors qu'il suffirait qu'ils s'y rallient, pour qu'on soit en mesure d'élaborer une stratégie de prise du pouvoir pour que de larges couches des masses l'adoptent, ce qui serait suffisant pour renverser les régimes politiques et économiques dans les pays où la lutte des classes est la plus développée, et mettre ainsi un terme définitif à toutes ces guerres.

Venezuela.

Réponse reçue de Bolivar Infos à un mail que je leur avais adressé.

- Non, vous ne vous trompez pas. Delcy n'a pas trahi Maduro et les projets qu'elle met en œuvre ont tous été conçus par Maduro avant son enlèvement. On connaît les Américains, le Che disait déjà « *Aux Etasuniens on ne peut pas faire confiance, même pas un petit peu* »...

Je me méfie toujours des sites qui sont très médiatiques comme le Réseau voltaire et Mediapart... Ce sont de gros sites, ils ont besoin d'un financement et qui dit financement dit perte d'indépendance.

Merci pour votre texte.

J-C – Depuis, j'ai ajouté un complément à mon analyse (à lire plus loin), je vais leur adresser, mais je ne suis pas sûr qu'il fera l'objet du même accueil, on verra, à suivre.

L'opposition contrôlée en action.

Mon intervention dans un blog « *alternatif* » américain.

Israël est une colonie anglo-saxonne, ce qui signifie que ce sont les oligarques qui ont façonné les Etats-Unis et qui les dirigent, qui ont également créé Israël et le dirigent aussi en fonction de leurs intérêts.

Lu dans un article publié par la revue américaine Unz, qui prétend être un "*média alternatif*". Article traduit en français par Spirit Of Free Speech, republié par Réseau International.

The Heart of Darkness - Israel's government is completely evil (Le cœur des ténèbres - Le gouvernement d'Israël est complètement maléfique) par Philip Girdi - unz.com 8 février 2026

Mystification !

En réalité, Girdi s'emploie à épargner les Etats-Unis, les fondateurs de la Fed, les banquiers colonisateurs juifs de la Palestine au milieu du XIXe siècle, les initiateurs et bénéficiaires de la Déclaration de Balfour, de la résolution 181 de 1947 des Nations-Unis, les fondateurs de l'Etat juif en 1948, les responsables de la première Nakba la même année, puis celle qui a débuté le 7 octobre

2023... Les Américains ont pris le relais de la Grande-Bretagne, en fait ceux qui contrôlaient la Banque d'Angleterre depuis pratiquement le début du XIXe siècle, les créanciers de la couronne britannique...

- « Israël est déterminé à prendre le contrôle total de la Palestine historique et semble prêt à tout pour y parvenir. »

- « Israël fait toujours ce qui lui chante... »

- « La dernière manœuvre d'Israël consiste à provoquer une attaque des États-Unis contre l'Iran... »

- « Il y a quelques semaines, Israël aurait convaincu Donald Trump de ne pas attaquer Téhéran... »

- « Il est communément admis que Trump se plie aux exigences d'Israël. »

- « Et pourtant, Israël est suffisamment influent pour entraîner Donald Trump et le Congrès américain dans son sillage, allant même jusqu'à faire endosser le sale boulot par Washington lorsqu'il s'agit d'affronter des nations comme l'Iran. »

J-C - Qui dit colonisation, dit impérialisme, dit capitalisme, Giraldi ne peut pas le dénoncer et s'y attaquer, sinon il lui faudrait admettre le bien-fondé du socialisme, inimaginable, d'où cette imposture.

Le mail en anglais que je leur ai envoyé, publié dans la rubrique des lecteurs (traduction automatique) :

Hoax !

Israel is an Anglo-Saxon colony, meaning that the oligarchs who shaped and govern the United States also created and govern Israel according to their own interests.

In reality, Giraldi is trying to spare the United States, the founders of the Fed, the Jewish bankers who colonized Palestine in the mid-19th century, the initiators and beneficiaries of the Balfour Declaration, of UN Resolution 181 of 1947, the founders of the Jewish state in 1948, those responsible for the first Nakba that same year, and then the one that began on October 7, 2023... The Americans took over from Great Britain, in fact those who had controlled the Bank of England since practically the beginning of the 19th century, the creditors of the British Crown...

Colonization implies imperialism, capitalism; Giraldi cannot denounce and attack it, otherwise he would have to admit the validity of socialism, unimaginable, hence this imposture.

Avis aux lecteurs.

Le courriel que j'ai reçu et ma réponse.

Madame, Monsieur, Je sollicite la suppression de mes données personnelles Valentin Llorens de du document suivant : https://www.luttedeclassse.org/tribune/syrie_appel_cm_240812.pdf

Conformément à l'article 17 du RGPD, je souhaite que mon nom ne soit plus associé publiquement à cet pétition datant de 2012. Merci de me confirmer la réalisation de cette suppression.

Cordialement

Valentin Llorens

Ma réponse.

Monsieur,

J'ai supprimé votre nom de cet appel conformément au souhait que vous avez exprimé, bien que je n'y sois pas obligé, car je pourrais faire valoir le droit à l'information (1). Mieux, apposer sa signature sur un document, puis l'effacer pour faire croire qu'on ne l'a jamais signé, vous savez comment cela s'appelle, je vous laisse deviner, un faux en écriture, une escroquerie.

Je vous envoie le fichier modifié pour que vous puissiez le vérifier par vous-même.

Vous n'êtes pas le premier à m'adresser une telle requête concernant un autre sujet que la Syrie.

Entre nous, je me demande qui pourrait avoir intérêt à consulter un document aussi obsolète ou insignifiant datant de 2012. Où la bonne conscience ou l'amour-propre vont-ils se nicher, à moins qu'il s'agisse d'autre chose d'encore moins glorieux, lâcheté ou paranoïa, après tout cela ne me regarde pas, je vous le concède aimablement.

Personnellement, j'anime une causerie ou rubrique dans mon site Internet depuis 18 ans, et durant toutes ces années, il m'est arrivé plusieurs fois de changer de position ou d'interprétation sans jamais avoir à me renier ou effacer le moindre mot des quelque 5.000 pages que j'ai écrites, encore moins un texte entier, cela va s'en dire, j'assume entièrement mon engagement ou mon parcours politique, je peux m'en expliquer sans craindre le jugement de quiconque.

Ayant modifié un document figurant dans les archives de mon site, qui appartient autant à moi qu'à mes lecteurs, il me paraît normal de les informer, car il serait malhonnête de ma part d'agir à leur insu.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

Note.

1- Article 17

EU RGPD

"Droit à l'effacement («droit à l'oubli»)"

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans la mesure où ce traitement est nécessaire:

a) à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information;

<https://www.privacy-regulation.eu/fr/17.htm>

Je joins pour les lecteurs le fichier modifié :

https://www.luttedeclasser.org/tribune/syrie_appel_cm_240812.pdf

En guise de « *mémoire* », de respect de je ne sais pas quoi qui n'a rien avoir avec la liberté d'expression, l'UE a institutionnalisé, non pas le droit de revenir sur ses engagements ou de les renier, car si ce n'était que cela, on n'y trouverait rien à redire la lâcheté est tellement répandue parmi les hommes, même pas le droit à l'erreur, qui devrait être accordé à chacun, sachant que personne n'est parfait ou l'homme est perfectible, ses connaissances ou sa conscience sont sujets à évolution au fil du temps, en principe ou théoriquement, nous lui accordons volontiers, non, l'UE cautionne le droit de frauder, d'effacer les actes passés qu'on a commis et qu'on est incapable d'assumer, pour finalement se faire passer pour un autre, bref, elle encourage les crapules, ce qui n'étonnera personne.

La réponse reçue le même jour de monsieur Valentin Llorens.

Monsieur Tardieu,

Je vous accuse réception du fichier modifié et je vous remercie sincèrement d'avoir pris le temps de procéder à cette mise à jour.

Je tenais à vous présenter mes excuses pour le dérangement. Pour dissiper tout malentendu, je souhaitais vous préciser que j'avais à peine 12 ans en 2012 lorsque j'ai signé cette pétition. À cet âge, je n'avais évidemment aucune conscience politique et je ne comprenais pas la complexité des enjeux abordés par le Comité Valmy. Aujourd'hui encore, je reste très humble et peu connaisseur de ces sujets géopolitiques complexes.

Ma demande de retrait est purement pragmatique : elle est liée à des raisons professionnelles. Dans le cadre de mon parcours actuel, je souhaite simplement que mes futures recherches d'emploi ne soient pas parasitées par des traces numériques datant de mon enfance, afin d'éviter toute interprétation erronée de la part de recruteurs ou de vérificateurs.

En relisant l'appel, je ne peux qu'être sensible à votre démarche en faveur de la paix et de la souveraineté des peuples. Je m'associe pleinement à ces vœux de fraternité et de sérénité pour le peuple syrien, ainsi qu'aux valeurs de paix que vous défendez dans votre combat contre la guerre.

Je vous souhaite une excellente continuation, ainsi que beaucoup d'amour et de paix dans vos engagements futurs.

Bien à vous,

Valentin Llorens

Lu.

- « *Le scandale Epstein a une portée systémique complexe qui détruira potentiellement le reste de confiance que les populations avaient encore dans les élites qui les dirigent...* »

J-C - Quelles "*populations*" ? Celles à laquelle l'auteur appartient, une intellectuelle suisse qui ne fait pas vraiment partie de la classe des défavorisés, et ses semblables des classes moyennes enviant le statu et le mode de vie de la bourgeoisie. Elle s'exprime au nom de leurs intérêts, et non de ceux de la classe ouvrière qui se contrefout de l'affaire Epstein.

Que ces gens-là aient encore un "*reste de confiance*" dans "*les élites qui les dirigent*" a valeur d'aveu.

Lu.

- « *Maintenant que le scandale a éclaté, tout est fait pour l'empêcher d'aller plus loin. On veut éloigner l'attention de la vie des hautes sphères du pouvoir occidental.*

Mais surtout on veut empêcher la prise de conscience de l'existence d'une organisation internationale, avec ses différents mécanismes, ceux visibles comme ceux monstrueux et secrets, tel le réseau Epstein, au-dessus des peuples, au-dessus de la démocratie, au-dessus des élections. Ceux-ci les peuples occidentaux le pressentaient mais on les a terrorisés d'oser même le penser, on les a accusés de complotisme. Or même si de ci de là cette accusation pouvait tomber juste, elle devenait trop rapidement un instrument commode pour passer sous silence le terrain sur lequel se développait l'esprit et les visions dites complotistes, c'est à dire l'absence de transparence, la confiscation du pouvoir dans la gestion des affaires des pays et du monde, l'expulsion des peuples du pouvoir réel, et tout cela au nom de la démocratie. Bref, l'existence permanente d'un complot, celui-là bien réel, contre le pouvoir des peuples. »

J-C - On pourrait croire que "*l'existence d'une organisation internationale*" comme celle-là serait un fait nouveau ou quelque chose hors du commun ou extraordinaire, alors qu'en réalité ils en existaient déjà un certain nombre qui remplissaient les mêmes fonctions, qui "*complotaient*" contre les peuples, par exemple les institutions (Bilderberg, Commission Trilatérale, CFR, la franc-maçonnerie) et autres fondations (Ford, Gates, Rockefeller, etc.) internationales officieuses, les clubs et think tank atlantistes ou néoconservateurs, au fonctionnement occulte, opaque...

Bref, l'auteur de ces lignes semble découvrir ce qui s'étalait sous ses yeux depuis un demi-siècle ou bien plus, peut-être pour s'excuser d'avoir ignoré si longtemps leurs implications néfastes et criminelles dans l'orientation du capitalisme et la conduite du monde durant cette très longue

période, du fait qu'il soutenait que les institutions nationales étaient démocratiques et souveraines, vantant les bienfaits des élections, alors qu'en réalité elles ne l'étaient pas du tout, ce qui revient à avoir collaboré à ce "*complot*".

Pour avoir bonne conscience, c'est un peu léger comme démonstration, du coup pour s'en sortir il va faire appel à la sociologie, qui traiterait "*de la réunion des gens*".

- « *La sociologie n'est pas la science de la société mais du social. Les phénomènes sociaux, les institutions, les organisations sociales de tout genre, petites ou grandes, découlent de la réunion des gens.* »

J-C - L'économie précède le social, quant au travail, il engendre le social, et quand on examine comment se développent ces deux facteurs devenus inséparables, on entre dans le champ de la politique qui concentre ou exprime tous leurs rapports, ce qui lui fournit une supériorité incontestable sur la sociologie. Vous avouerez que "*la réunion des gens*" est plutôt léger ou très approximatif pour caractériser les rapports qui existent entre les classes et déterminer leur origine, ainsi que tout ce qui en découle au niveau de la superstructure de la société et de l'Etat.

- « *C'est la réunion des gens qui produit du social, qui amène à la naissance de structures sociales, la famille, les tribus, les villes, les villages, les pays, les nations, les partis, les églises, les gouvernements, les armées, des structures qui deviennent des systèmes plus ou moins complexes en fonction de leur ancienneté, de leur développement.* »

J-C - Mais cela ne nous dit rien sur la nature sociale des rapports qu'entretiennent tous "*ces gens*", en fait les classes qui composent la société, et le mode de production qui prévaut au sein de la société, sur la répartition des pouvoirs entre les classes et ce qui en découlent aussi bien sur le plan économique que politique, la seule chose qui nous intéresse quand on se destine de transformer la société. L'ignorer revient à s'interdire de l'envisager sérieusement ou de le concevoir, et évidemment de trouver les moyens pour y parvenir, parce que ce n'est pas l'objectif ou dans les intentions de l'auteur de cet article, qui se terminait par un lieu commun ou une accusation puérile d'"*inhumanité totale*", en faisant référence à Epstein et Gaza, nous voilà bien avancés !

Je rajoute un mot. En fait, "*la réunion des gens*" avait vocation à se substituer aux classes et à la lutte des classes qui ni vues ni connues passaient allègrement à la trappe, et le socialisme avec !

Combat contre l'opportunisme.

Ils dénoncent le fascisme, très bien, ils accusent Trump d'être fasciste, très bien, et après ? Après plus rien, parce que ses opposants le sont tout autant, si ce n'est davantage encore, on en a eu un vaste aperçu lors de l'épisode des dictatures sanitaire et climatique entre 2020 et 2024.

Lu.

- « *Si vous vous ralliez à la cause d'une humanité décente en répondant oui à toutes ces questions, alors vous savez bien que le régime de Trump doit disparaître, et vite, avant qu'il ne soit trop tard. Ce régime fasciste au pouvoir aux États-Unis cherche à redéfinir le gouvernement et la société américains selon des principes fascistes, c'est-à-dire génocidaires, racistes, militaristes, patriarcaux, xénophobes, nationalistes, fondamentalistes chrétiens, autoritaires et dictatoriaux.* »

J-C - Ce discours n'aurait-il pas pu être tenu à l'encontre de Biden ?

- *« Mes amis, si cela ressemble au fascisme, si ça sent le fascisme, si ça agit comme le fascisme, si ça s'habille comme le fascisme, si ça parle comme le fascisme, si ça tue comme le fascisme et si ça ment comme le fascisme, alors mes frères et sœurs, c'est bien du fascisme. Il est là, maintenant. Il est dans ma ville. Il est dans votre ville. Il faut le combattre, le dénoncer, s'y opposer, le démasquer, le renverser, le chasser et le faire disparaître ! »*

J-C – Si pour combattre le fascisme vous comptez sur les « démocrates » et autres collabos du wokisme ou du Green New Deal, vous êtes très mal barrés !

Lu.

- *« Depuis un siècle, nous savons que le capitalisme, confronté à une crise et au danger de perdre son hégémonie, recourt à l'impérialisme, à la guerre, à la dictature et au fascisme. Plus tôt et plus fermement ce phénomène sera combattu par les mouvements populaires, les États qui résistent, la « majorité mondiale » et les classes populaires au sein même de l'Occident, mieux ce sera. »*

J-C – Combattre le capitalisme et ses méfaits, c'est bien, mais si ce n'est pas pour le vaincre, cela ne nous intéresse pas.

Non, rien n'indique que « son hégémonie » serait menacée, par qui ou par quoi, rien ni personne à ce jour, sauf à se faire de graves illusions sur tel ou tel acteur ou Etat dans le monde qui y sont subordonnés.

Vous voyez, le diable va se nicher dans le moindre détail. Quand on maîtrise suffisamment le marxisme ou le matérialisme dialectique, rien ne nous échappe, même si on n'a pas toujours le temps de s'y arrêter ou de le signaler, parce que sinon on ne ferait plus que cela !

Effet d'annonce ou fausse annonce. Comment fonctionne leur machine infernale destinée à conditionner les consciences.

Les médias reproduisent un récit de l'AFP qui prend les désirs du clan de l'oligarchie opposée à Trump pour la réalité. Trump en difficulté ? Pas vraiment !

Il faut avoir à l'esprit que beaucoup de lecteurs ne lisent que les titres des articles, parfois avec le résumé qui l'accompagne sur une ou deux lignes, s'ils en restaient là, ils auraient acquis une fausse information qui influencerait l'idée qu'ils se feraient sur la situation politique aux Etats-Unis conforme aux objectifs de l'Etat profond.

Quant à ceux qui auraient lu en entier leurs articles, de quoi se souviendraient-ils, plus que les faits qui ne font l'objet que d'un traitement minimum, ils sont présentés de sorte que les lecteurs ne se souviennent que de l'ambiance qui se dégageait de ces articles nettement défavorables à Trump, l'objectif étant de leur faire qu'il existerait une forte majorité opposée à la politique de Trump, afin qu'ils s'y rallient.

C'est de la pure propagande et non de l'information. Dans ce cas de figure, ils ont procédé par abstraction, c'est-à-dire, en isolant une partie du mécanisme institutionnel en lui accordant une importance exorbitante ou en lui attribuant une portée qui relève du fantasme

Le titre de leurs articles tendent à faire croire que les droits de douane décrétés par Trump sur le Canada seraient en passe d'être invalidés, ce qui est faux parce que Trump utiliserait son droit de veto, et dans l'état actuel des choses, il serait impossible qu'un vote à la Chambre des représentants et au Congrès réunisse une majorité des deux tiers pour outrepasser le veto de Trump, autrement dit, leur affirmation est trompeuse.

La Chambre des représentants américaine rejette les droits de douane de Trump sur le Canada - Investing.com 12 février 2026

Coup dur au Congrès des Etats-Unis pour Trump sur ses droits de douane - 20 Minutes/AFP 12 février 2026

Droits de douane sur le Canada : des élus républicains s'opposent à Donald Trump - France 24 12 février 2026

Le texte doit à présent être approuvé par le Sénat. Mais même en cas d'adoption, il fera assurément l'objet d'un veto du locataire de la Maison Blanche

Seul un nouveau vote au Congrès et une adoption avec une majorité des deux tiers permettrait d'outrepasser ce veto, une quasi impossibilité au vu de la majorité dont disposent actuellement les républicains dans les deux chambres. La résolution a donc une portée avant tout symbolique. France 24 12 février 2026

J-C – Cause toujours, il en restera quelque chose... Ils en sont là !

Colombie. Quand en guise d'information, l'AFP se livre à une promotion déguisée du programme de l'extrême droite colombienne.

Colombie: le favori de la droite à la présidentielle promet de bombarder les narcotrafiquants avec le soutien des Etats-Unis - AFP 12 février 2026

Le principal candidat de l'opposition de droite à la présidentielle de mai en Colombie a déclaré mercredi dans un entretien à l'AFP qu'il bombarderait, dès ses 90 premiers jours au pouvoir, les cartels de drogue, avec le soutien des Etats-Unis et d'Israël.

Avocat de profession de 47 ans, il entend "doter la force publique d'armes de première génération, d'intelligence artificielle, de drones et, bien sûr, de budget, afin d'augmenter les effectifs".

Mais "*cela ne peut se faire sans une alliance stratégique avec les Etats-Unis et l'Etat d'Israël*", a-t-il estimé.

Sans aucune expérience politique ni mandat électif, Abelardo de la Espriella, également homme d'affaires millionnaire, se présente en "*outsider*" qui n'appartient "*pas à la caste politique*" mais qui a "*les couilles*" (sic) pour faire appliquer sa ligne dure et chasser la gauche du pouvoir.

Il se définit plus volontiers comme un avocat-entrepreneur de la construction et des boissons alcoolisées. Sur certaines photos, il apparaît en train de fumer un cigare ou de promouvoir son business de vins et de rhums à bord de jets luxueux. Il possède par ailleurs sa propre marque de vêtements, "*De la Espriella Style*".

Auteur du livre "Mort au tyran", dans lequel il éreinte plusieurs "*dictateurs*", dont le président vénézuélien déchu Nicolas Maduro, il estime que l'actuelle présidente par intérim Delcy Rodriguez est un "*pion*" de Trump.

Son slogan de campagne: "*La fermeté pour la patrie*".

Le dernier sondage le donne dans un duel serré avec le candidat de la gauche, Ivan Cepeda, un proche de l'actuel président, Gustavo Petro, qui ne peut se représenter.

De double nationalité colombienne et américaine, Abelardo de la Espriella se dit admirateur des présidents du Salvador, Nayib Bukele, d'Argentine, Javier Milei, et de Donald Trump. Il est comme ce dernier amateur de golf.

Il a réitéré son souhait de mener une "*contre-révolution culturelle*" face aux idées de gauche dans le pays pour "*revenir à Dieu*".

Il défend le port d'armes, la réduction de 40% de la taille de l'Etat et veut construire des mégaprisons où les détenus seraient "*dix étages sous terre*" nourris uniquement d'eau et de pain. AFP 12 février 2026

France.

« *L'ennemi commun de l'humanité* », c'est le capitalisme pourrissant, dans sa version impérialiste, il comprend le colonisateur anglo-saxon-sioniste de la Palestine.

J-C - L'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme de trop ! Le génocide de trop ! Il dévoile le vrai visage hideux et les intentions barbares du capitalisme et de ses représentants au sein de l'appareil de l'Etat français...

Les voilà qui se sentent obligés eux-mêmes de corriger leur ministre, excellent !

Non, Francesca Albanese n'a pas dit qu'Israël était « *l'ennemi commun de l'humanité* » - 20minutes.fr 12 février 2026

fake off - La rapporteuse spéciale de l'ONU sur la Palestine est accusée d'avoir qualifié Israël « *d'ennemi commun de l'humanité* », des propos qu'elle n'a jamais tenus

«*Nous avons un ennemi commun*» : Jean-Noël Barrot demande la tête de Francesca Albanese - RT 12 févr. 2026

« *La France condamne sans aucune réserve les propos outranciers et coupables de Mme Francesca Albanese qui visent non pas le gouvernement israélien, dont il est permis de critiquer la politique,*

mais Israël en tant que peuple et en tant que nation, ce qui est absolument inacceptable », a déclaré devant l'Assemblée nationale Jean-Noël Barrot.

Jean-Noël Barrot répondait alors à une question qui lui était adressée par Caroline Yadan, élue macroniste de la 8e circonscription des Français établis hors de France. Une circonscription qui comprend, notamment, Israël et les « *territoires palestiniens* ». Dans le collimateur de Caroline Yadan, ces propos qu'aurait prononcés Francesca Albanese.

«Ils créent des accusations mensongères», fustige Albanese

« Cette accusation constitue l'un des ressorts les plus anciens et les plus meurtriers de l'antisémitisme, elle ne relève pas de la libre critique, mais s'inscrit dans une vision complotiste et déshumanisante qui érige Israël en incarnation du mal absolu, comme l'étaient jadis les juifs considérés comme des sous-hommes par les Nazis », a accusé cette ancienne responsable du pôle antisémitisme de la Licra en reprenant – avec quelques ajouts – une lettre qu'elle avait adressée la veille à ce même ministre des Affaires étrangères.

Une lettre co-signée par une cinquantaine de députés, quasi-exclusivement macronistes, parmi lesquels on retrouve notamment Élisabeth Borne, Agnès Pannier-Runacher, Franck Riester Prisca Thevenot ou encore Éric Woerth et qui enjoignent Jean-Noël Barrot à « *œuvrer afin que des sanctions soient prises à l'encontre de Mme Francesca Albanese et qu'elle soit déchue de tout mandat onusien avec effet immédiat* ».

Cette mobilisation d'une partie de la macronie fait suite à une intervention, en ligne, de Francesca Albanese le 7 février à l'occasion du forum d'Al-Jazeera organisé à Doha. Albanese avait alors évoqué un « *ennemi commun* » qui a, selon elle, permis un « *génocide* » dans la bande de Gaza.

« Le fait qu'au lieu d'arrêter Israël la plupart des pays du monde l'aient armé, lui aient fourni des excuses politiques, un parapluie politique ainsi qu'un soutien économique et financier est un défi », avait-elle déclaré et ajouté : *« nous qui ne contrôlons pas de vastes capitaux financiers, ni les algorithmes, ni les armes, constatons désormais qu'en tant qu'humanité, nous avons un ennemi commun ».*

« C'est hallucinant », a depuis réagi la principale intéressée auprès de France24, interrogée sur cette séquence et dénonçant *« des accusations mensongères »* ainsi que d'appeler le tout un chacun à aller voir la fameuse séquence. *« Je n'ai jamais, jamais, jamais dit qu'Israël est l'ennemi commun de l'humanité [...] j'ai condamné comme ennemi commun le système qui ne permet pas d'emmener en justice et à une cessation les crimes d'Israël »,* a insisté en français Francesca Albanese et pointé à nouveau les systèmes *« financier »* et *« politique »*.

"Israël est l'ennemi commun de l'humanité" : comment cette phrase a été attribuée à tort à Francesca Albanese - France 24 12 février 2026

Intervenue en visioconférence, la rapporteuse spéciale de l'ONU a dénoncé au cours d'une table ronde le "génocide" commis par Israël à Gaza ainsi que l'inaction d'une partie du monde occidental sans jamais affirmer qu'Israël était l'ennemi commun de l'humanité.

Face aux critiques, Francesca Albanese a elle-même diffusé son intervention dans une réponse sur X dès le 9 février, notamment auprès de Caroline Yadan. "*Indépendamment de vos attaques personnelles et du mépris affiché envers moi, je vous invite, Madame Yadan, à produire une seule citation où j'aurais qualifié Israël 'd'ennemi de l'humanité'*", a déclaré la rapporteuse de l'ONU, accompagnant son commentaire de la séquence en question, d'une durée de quatre minutes et en anglais.

Dans cet extrait, qui est bien le passage incriminé, la rédaction des Observateurs n'a trouvé à aucun moment la citation attribuée à Francesca Albanese. Dans ce discours où elle dénonce un "génocide" à Gaza et dit défendre le "*droit international poignardé en plein cœur*", la rapporteuse vise surtout les pays occidentaux dans leur ensemble.

Elle emploie bien le terme "*ennemi commun*" auquel ferait face l'humanité, mais semble là désigner un système plus global face à ceux qui ne contrôlent "*pas d'importants capitaux financiers, d'algorithmes ni d'armes*". La rédaction des *Observateurs* a traduit et retranscrit sans coupe la partie du discours incriminée ci-dessous :

- Le fait qu'au lieu d'arrêter Israël, une grande partie du monde l'a armé, lui a fourni des excuses politiques, un refuge politique, un soutien économique et financier, c'est un défi.
- Le fait que la plupart des médias occidentaux aient amplifié le discours pro-apartheid et le discours génocidaire est un défi.
- Et en même temps, c'est là que réside l'opportunité, car si le droit international a été poignardé en plein cœur, il est également vrai que jamais auparavant la communauté internationale n'avait été confrontée aux défis auxquels nous sommes tous confrontés.
- Nous, qui ne contrôlons pas d'énormes capitaux financiers, d'algorithmes ni d'armes, nous voyons maintenant que nous, en tant qu'humanité, avons un ennemi commun.
- Et les libertés, le respect des libertés fondamentales, est la dernière avenue pacifique, la dernière boîte à outils pacifique dont nous disposons pour retrouver notre liberté.

Interrogée à ce sujet dans l'émission En tête-à-tête sur France 24, mardi 11 février, Francesca Albanese a également tenu la même version, concordante avec l'ensemble de son discours du 7 février :

- "*Je n'ai jamais, jamais, jamais dit 'Israël est l'ennemi commun de l'humanité'. Je parlais des crimes d'Israël, de l'apartheid, du génocide. Et j'ai condamné comme l'ennemi commun le système qui ne permet pas d'amener en justice et d'amener à une cessation des crimes d'Israël - le système économique, le système financier et le système politique*". France 24 12 février 2026

Le poison du fric perverti les esprits et cautionne les pires crimes.

J-C - Quand le mode de vie stressant, le rythme de vie infernal imposé, l'esclavage salarial, l'oppression au quotidien, les aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure débarrassée des injustices sociales, etc., passent à la trappe, il ne faut s'étonner de rien ou ceci explique cela.

Le « *pouvoir d'achat* », quelle méprisable expression ! Parce que tout s'achèterait, l'extrême richesse ne justifie-t-elle pas l'abus de pouvoir qui est son pendant monstrueux, par exemple fomenter des guerres ?

Qu'est-ce qui inquiète les Français ? Voici leurs trois principales préoccupations - 20 Minutes avec AFP 10 février 2026

Qu'est-ce qui inquiète les Français ? D'abord le pouvoir d'achat, puis la sécurité et l'environnement, selon un vaste sondage réalisé par Odoxa auprès de 12.000 personnes et publié ce mardi.

Le pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations personnelles citées spontanément par les Français interrogés (37 %) et des priorités collectives (48 %), selon cette enquête réalisée à l'automne dernier. Arrive ensuite la sécurité et l'insécurité (29 % des préoccupations, 41 % des priorités nationales). L'environnement complète le podium des préoccupations personnelles (24 %), plus souvent cité par les jeunes et les électeurs de gauche, même s'il n'arrive qu'en septième place des priorités nationales. 20 Minutes avec AFP 10 février 2026

Portugal.

Présidentielle au Portugal : le socialiste António José Seguro élu avec 66 % des voix face au candidat d'extrême droite André Ventura - RT 9 févr. 2026

Le socialiste António José Seguro a remporté le second tour de la présidentielle portugaise, recueillant 66 % des suffrages contre 34 % pour le candidat d'extrême droite André Ventura. L'élection, marquée par une abstention élevée et des intempéries meurtrières, consacre une victoire nette de la gauche, sans freiner la dynamique du parti Chega.

Le taux d'abstention pourrait se situer entre 42 et 48%, selon une estimation publiée par la chaîne publique RTP. RT 9 févr. 2026

Palestine occupée.

La Pologne décline l'invitation à rejoindre le "*Conseil de la paix*" de Donald Trump - euronews 12 février 2026

Quand le gouvernement terroriste britannique est désavoué... pour avoir attenté à la paix sociale et à la stabilité du régime en place.

J-C – Le titre que j'ai trouvé vous semblera peut-être étrange, vous ne voudriez tout de même pas qu'on salue la justice britannique, et puis quoi encore, on laisse cela aux opportunistes.

Royaume-Uni: la justice donne raison au groupe Palestine Action qui contestait son classement comme terroriste - RFI 13 février 2026

La décision de classer ce groupe comme terroriste et de l'interdire, prise en juillet 2025, « s'est traduite par une atteinte très substantielle aux droits à la liberté d'expression et à la réunion », a estimé la juge Victoria Sharp lors de la lecture d'un résumé de la décision à Londres. Elle a cependant ajouté que l'interdiction du mouvement restait en vigueur jusqu'à nouvel ordre, et donné jusqu'au 20 février aux deux parties pour soumettre de nouveaux arguments juridiques. Ce jugement est un revers pour le gouvernement travailliste de Keir Starmer.

« *La nature et l'ampleur des activités de Palestine Action relevant de la définition du terrorisme n'ont pas atteint le niveau, l'ampleur et la persistance justifiant une interdiction* », a cependant estimé la juge.

Près de 3 000 personnes, dont certaines âgées de plus de 80 ans, ont été arrêtées et des centaines d'autres inculpées pour avoir manifesté leur soutien à Palestine Action lors de manifestations depuis juillet. RFI et AFP 13 février 2026

État juif.

J-C – Les barbares sionistes se livrent à la politique de la terre brûlée pour contraindre les populations à abandonner leurs terres qu'ils occuperont par la suite...

« Les herbicides sont une arme » : Israël déverse du glyphosate en territoire libanais - France 24 12 février 2026

L'armée israélienne a procédé à des épandages d'herbicide début février sur ses frontières avec le Liban et la Syrie.

Deux ministères ont indiqué que des analyses révèlent l'usage d'un herbicide à forte concentration, évoquant un risque sanitaire et environnemental.

Des signalements comparables ont aussi eu lieu en Cisjordanie. Dans la région de Masafer Yatta, au sud d'Hébron, des agriculteurs affirment que des colons ont pulvérisé des substances chimiques début février 2026.

France 24 12 février 2026

En Syrie, des champs aspergés d'herbicides par Israël - France 24 14 février 2026

Plusieurs images et vidéos envoyées à la rédaction des Observateurs de France 24 montrent des avions israéliens en vol, à basse altitude, au-dessus de zones agricoles du gouvernorat de Quneitra, dans le sud de la Syrie.

Sur certaines séquences, on distingue clairement une traînée blanche derrière l'appareil, compatible avec une opération de pulvérisation de produits. Et ce, alors que dans plusieurs villages du gouvernorat de Quneitra, des agriculteurs affirment que des avions israéliens ont pulvérisé des substances chimiques les 25, 27 et 30 janvier 2026. Ces opérations ont eu lieu le long de la ligne de séparation avec le Golan occupé par Israël, surnommée "ligne Alpha".

La chaîne israélienne i24News a indiqué le 2 février, que l'armée procédait à des pulvérisations d'herbicides *"dans les zones proches de la frontière syrienne et libanaise, afin de détruire la végétation sous laquelle pourraient se cacher des terroristes"*.

Abou Salah (le nom a été changé) est agriculteur dans le village d'al-Razaniyeh dans le gouvernorat de Quneitra.

"Le 27 janvier 2026, des avions sont passés au-dessus de nos terres et ont commencé à pulvériser. Nous ne savons pas quelle était cette substance, mais nous avons vu le produit tomber sur les champs. Dix jours après le passage des avions, tout était jaune, puis tout est mort. J'ai perdu 75 hectares de blé, toute ma récolte a disparu."

Nous avons emprunté de l'argent pour cultiver ces terres parce que l'année précédente avait été mauvaise à cause du manque de pluie. Cette année, la pluie était bonne, nous pensions que ce serait une année de compensation. Maintenant, nous avons perdu la récolte et nous avons encore les dettes. Les gens veulent leur argent. Je ne sais pas quoi faire."

Les forces d'occupation israéliennes veulent que cette zone devienne une zone sans vie, pas seulement une zone sans armes. Ils veulent nous forcer à partir. Mais c'est notre terre et nous ne la quitterons pas. Depuis la chute du régime syrien le 8 décembre 2024, nous subissons des incursions répétées, des tirs, des arrestations. Avant, déjà, j'avais perdu des moutons à cause de tirs directs contre mon troupeau. Aujourd'hui, ils ont tué notre terre en la pulvérisant avec des substances toxiques. Et en face, nous ne voyons aucune attention de la part de notre gouvernement. Nous sommes perdus entre les deux. "

Contacté par notre rédaction, le directeur de l'agriculture du gouvernorat de Quneitra, Jamal Mohammad Ali, confirme que des équipes techniques se sont rendues sur place. Selon lui, des avions israéliens ont pulvérisé *"toute la bande frontalière, du secteur nord au secteur sud"*. Des prélèvements ont été faits, les résultats ne sont pas encore publics mais, selon lui, *"il s'agirait d'herbicides généraux, du diuron et du 2,4-DP"*.

Etats-Unis.

Iran: Trump évoque désormais un renversement du pouvoir - AFP 14 février 2026

Donald Trump a évoqué ouvertement vendredi un renversement du pouvoir en Iran, sur fond de difficile dialogue entre Washington et Téhéran sur les capacités nucléaires et balistiques de la République islamique.

Le président américain, qui oscille entre promesses d'une issue négociée et menaces militaires, avait peu auparavant confirmé l'envoi "très bientôt" d'un deuxième porte-avions américain dans la région.

"Il semble que ce serait la meilleure chose qui puisse arriver", a dit le président américain à des journalistes qui l'interrogeaient sur éventualité d'un "changement de régime".

Un secret de polichinelle, qui en doutait encore ?

Mort de Jeffrey Epstein : le médecin légiste présent lors de l'autopsie conteste la thèse du suicide et évoque une possible strangulation 13 - RT févr. 2026

Près de sept ans après la mort controversée de Jeffrey Epstein dans une prison, le médecin légiste Michael Baden relance le débat. Présent lors de l'autopsie, il affirme que les fractures constatées sur le corps sont davantage compatibles avec une strangulation qu'avec un suicide. Dans une interview, il appelle à la réouverture de l'enquête.

Plus de quatre ans après la mort de Jeffrey Epstein, la version officielle est à nouveau remise en question. Dans une interview accordée au Telegraph et publiée ce 13 février, le pathologiste américain Michael Baden, présent lors de l'autopsie, affirme que le financier « *a très probablement été étranglé, et non pendu* ». Âgé de 92 ans, ce spécialiste reconnu avait été mandaté par la famille Epstein en tant qu'observateur.

Il affirme que trois fractures ont été relevées sur le cou du détenu : une sur l'os hyoïde et deux autres sur le cartilage thyroïdien. « *Même une seule fracture doit faire envisager un homicide. Deux ou trois imposent une enquête approfondie* », précise-t-il. En cinquante ans de carrière, Baden affirme n'avoir jamais vu un cas de suicide en prison avec ce type de blessures.

Le rapport d'autopsie, publié sous forme censurée, ne tranchait pas : la cause du décès était marquée comme « *en attente* », et les cases « *suicide* » et « *homicide* » restaient vides. Pourtant, cinq jours plus tard, la médecin-chef de New York Barbara Sampson concluait officiellement à un suicide par pendaison, sans avoir été présente lors de l'examen. Cette décision, jamais révisée depuis, avait déjà été contestée par les avocats d'Epstein à l'époque.

Caméras coupées, horaires flous, preuves déplacées

Les incohérences ne s'arrêtent pas à l'autopsie. Selon les documents consultés, le communiqué officiel annonçant la mort d'Epstein est daté du 9 août 2019... soit la veille de sa découverte dans sa cellule à 6h30 du matin. Le ministère américain de la Justice parle d'une « *erreur de frappe* », mais ce détail, ajouté à d'autres, nourrit la méfiance.

Les caméras situées près de la cellule ne fonctionnaient pas cette nuit-là. Les rondes de sécurité prévues à 3h et 5h n'ont pas eu lieu. Dans les fichiers déclassifiés fin janvier 2026, une vidéo montre aussi une silhouette orange montant les escaliers vers l'étage d'Epstein vers 22h39. Le FBI l'a signalée dans un rapport, sans pouvoir dire s'il s'agissait d'un détenu, d'un agent ou de quelqu'un d'autre.

Autre anomalie : le drap retrouvé dans la cellule, censé avoir servi à la pendaison, ne correspondrait pas aux marques visibles sur le cou du défunt. « *Le tissu était trop lisse. Les blessures suggèrent un matériau complètement différent* », indique Baden. Il ajoute que le corps a été déplacé vers l'infirmierie avant même l'arrivée des enquêteurs, ce qui est, selon lui, « *très inhabituel* ».

Une diversion médiatique et toujours aucune enquête

Certaines révélations vont encore plus loin. Selon le tabloïd britannique Daily Mail, qui cite des documents internes publiés dans le cadre des « *Epstein files* », une diversion aurait été organisée lors du transfert du corps. D'après une note d'entretien figurant dans ces fichiers, des agents pénitentiaires auraient placé des boîtes et des draps disposés pour imiter un corps humain dans un fourgon officiel. Ce véhicule, suivi par la presse, aurait permis de détourner l'attention, tandis que le véritable corps d'Epstein aurait été discrètement transféré dans un autre véhicule.

À ce jour, aucune heure de décès précise n'a été enregistrée, ce que Michael Baden considère comme une lacune majeure. Une note manuscrite a bien été retrouvée dans la cellule, mais n'a jamais été qualifiée de lettre de suicide.

Malgré la publication de plusieurs millions de documents par le département de la Justice, l'affaire reste classée. Le FBI et les autorités américaines continuent d'affirmer que Jeffrey Epstein s'est suicidé.

Russie.

La hausse record du prix de l'or permet à la Russie de compenser 96% de ses avoirs gelés par les pays occidentaux - RT 7 févr. 2026

Les réserves de change russes ont franchi un seuil historique début 2026. D'après les données publiées le 6 février par la Banque centrale de Russie, les avoirs du pays atteignent 833,6 milliards de dollars, dont 430,9 milliards en réserves monétaires et plus de 402,7 milliards en or. Le métal précieux représente désormais 48,3 % des réserves, un niveau jamais observé depuis janvier 1995. À l'époque, elles ne dépassaient pas 4,6 milliards de dollars, dont environ 2,5 milliards en or.

Cette progression spectaculaire s'explique par la forte hausse du prix de l'or sur les marchés internationaux. En un an, le cours a bondi de plus de 70 % à la bourse Comex de New York, atteignant 5 000 dollars l'once, avec un pic à 5 600 dollars fin janvier. Cette dynamique reflète l'instabilité géopolitique, l'inflation persistante et le recul du dollar.

Le virage vers l'or ne s'est pas improvisé. Dès 2014, la Banque centrale a réduit son exposition aux actifs occidentaux, au profit du yuan et du métal. Néanmoins, à la fin de 2021, environ 280 milliards de dollars étaient encore placés dans des institutions européennes ou nord-américaines. Ces fonds ont été gelés à partir de 2022 par décision des autorités occidentales.

Depuis, la Russie a réorganisé ses réserves autour du rouble, du yuan et de l'or, une structure pensée pour protéger l'économie des sanctions. « Cette structure assure une grande résilience budgétaire face aux chocs extérieurs », explique l'analyste Egor Zinoviev.

En parallèle, Moscou a introduit des mesures de réciprocité. Les investisseurs étrangers ne peuvent plus vendre de titres russes ni transférer de fonds hors du pays. Résultat : environ 280 milliards de dollars d'avoirs étrangers sont désormais gelés sur le territoire russe.

Le volume d'or physique détenu par la Russie est resté stable, autour de 2 300 tonnes, mais sa valeur a progressé de 270 milliards de dollars, compensant 96 % des avoirs gelés. « *Cela renforce la stabilité des réserves et réduit leur vulnérabilité face aux sanctions* », indique Alexandre Schneiderman, directeur des ventes chez Alfa-Forex.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance mondiale. La part du dollar dans les réserves internationales est passée de 58 % en 2016 à 40 % début 2026. Dans le même temps, l'or est passé de 16 à 28 %, dépassant désormais l'euro, le yen et la livre sterling réunis.

Le vice-ministre russe des Finances, Alexeï Moïsseïev, juge ce basculement révélateur. « *Si le dollar n'est plus la référence, alors l'or s'impose comme alternative naturelle* », affirme-t-il.

Conseiller du président centrafricain : contrairement à Paris, Moscou respecte la souveraineté de la RCA - RT 8 févr. 2026

Dmitri Podolsky, héros de la Russie et conseiller du président de la République centrafricaine en matière de sécurité, a accordé La Grande interview à la journaliste de RT en français Daria Vaganova, au cours de laquelle il a expliqué comment le gouvernement de ce pays africain a réussi à reprendre le contrôle de tout le territoire autrefois occupé par les combattants, grâce notamment à l'aide de la Russie.

« *En plus de la formation que nous offrons, nous travaillons avec nos alliés afin qu'ils se rendent compte que nous ne faisons pas que les abreuver de paroles et de démonstrations, mais que nous œuvrons effectivement à leurs côtés* », a-t-il déclaré, soulignant que contrairement à d'autres, « *en particulier les Occidentaux* », la partie russe participe régulièrement à des opérations militaires conjointes avec l'armée de la RCA.

Il a noté que la stabilisation de la situation en Centrafrique était pratiquement achevée et que l'accent serait désormais mis sur le développement économique et social du pays. Il a néanmoins affirmé qu'il fallait renforcer le potentiel militaire pour résoudre les difficultés liées à la fermeture des frontières et à leur sécurité.

Le conseiller du président de la RCA a souligné la différence entre l'approche de la Russie et celle des pays occidentaux sur le continent africain. « *La Russie travaille sur le long terme. Les Occidentaux, quant à eux, sont plus intéressés par l'extraction des minerais dont ils ont besoin. La Russie entreprend des actions plus larges, que ce soit dans le domaine militaire, mais aussi dans celui de l'industrie, de la formation, du social, du développement du pays dans son ensemble* », a-t-il noté.

Dans le cas de la RCA, selon Dmitri Podolsky, les facteurs externes sont la cause profonde de l'instabilité dans la région. « *C'est la France qui aimerait, par des moyens militaires ou pacifiques, remettre la main sur une colonie qu'elle a possédée pendant des siècles et qu'elle a perdue* », a-t-il noté, ajoutant que depuis le début de l'aide apportée par la Russie, les gens ont remarqué la différence. « *La Russie respecte la souveraineté du pays* », a-t-il affirmé.

La Russie conclut avec succès la Grande expédition africaine - RT 7 févr. 2026

La Russie a achevé avec succès une mission maritime sans précédent dans l'histoire récente de son secteur de la pêche. Initiée en août 2024 après le sommet Russie-Afrique de 2023, la Grande expédition africaine a mobilisé deux navires de recherche, l'Atlantida et l'Atlantniro. Pendant un an et demi, ces bateaux ont parcouru les eaux de six pays africains : le Maroc, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone et le Mozambique.

Leur mission : évaluer les stocks de poissons dans les eaux territoriales de ces États. Avec plus de 76 000 milles nautiques parcourus – soit trois fois le tour de l'équateur – les équipes scientifiques ont mené 16 études sur le terrain, incluant des observations en mer et des opérations avec des filets. Les analyses ont porté sur la quantité de petits poissons vivant en banc, comme la sardine, le maquereau ou le chinchard. Les résultats obtenus au large du Maroc, par exemple, estiment ces stocks à près de 2 millions de tonnes en 2025, contre 1,5 million en 2019. En Mauritanie, les quantités sont plus de deux fois supérieures à celles de 2012.

Ces données scientifiques sont désormais appelées à jouer un rôle clé dans l'organisation d'une pêche bien encadrée. Le vice-Premier ministre russe, Dmitri Patrouchev, a souligné que « *les données recueillies permettront d'assurer une pêche durable, efficace et respectueuse de l'environnement* ». Il a également salué cette expédition comme une démonstration du rôle de la Russie en tant que grande puissance maritime, engagée pour la sécurité alimentaire mondiale.

Les retombées ne se sont pas fait attendre. Un accord a été conclu en 2025 avec le Maroc pour renforcer la présence du secteur de la pêche russe dans sa zone atlantique. Le quota annuel de pêche attribué à la Russie dans la zone atlantique du Maroc pourrait ainsi passer de 60 000 à 90 000 voire 100 000 tonnes, principalement sur des espèces très consommées comme le maquereau et le chinchard. Selon Ilya Chestakov, directeur de l'Agence fédérale russe de la pêche (Rosrybolovstvo), « l'expédition ne représente pas une fin, mais le début d'un nouveau cycle de coopération ».

Au-delà des recherches, cette mission marque aussi un tournant stratégique dans les relations entre la Russie et plusieurs pays africains. En 2025, la première réunion entre la Russie et la Sierra Leone sur la pêche a permis à ce pays d'accorder à la Fédération de Russie un quota de 40 000 tonnes et l'accès à ses eaux pour 20 navires. Dans le même temps, un accord de coopération scientifique a été signé avec le Mozambique.

Cette dynamique a également permis de rétablir des liens étroits entre les centres de recherche russes et africains, posant les bases d'une collaboration durable.

Russie : plus envie de croire en la bonne volonté américaine - RT 13 févr. 2026

La Russie durcit le ton face aux États-Unis, alors que «l'esprit d'Anchorage» rejoint petit à petit celui de Minsk. Pour Karine Bechet, les efforts de paix de la Russie ne rencontrent que l'hypocrisie de l'Occident.

- Après la rencontre entre les présidents américain et russe en Alaska à l'été 2025 dans la base militaire américaine d'Anchorage, un espoir de détente s'est fait sentir dans certains milieux. Trump ne cessait de parler de paix, Poutine espérait trouver en lui un homme d'État capable de faire passer l'intérêt général du monde de revenir à des relations inter-étatiques pacifiées au-dessus de l'intérêt guerrier des Atlantistes.

Mais comme l'a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères dans une récente interview à TV BRICS, les États-Unis renoncent à « l'esprit d'Anchorage » et à la normalisation de la collaboration avec la Russie : *« Pour l'instant, dans les faits, tout semble aller à l'inverse : de nouvelles sanctions sont imposées, une « guerre » est menée contre les pétroliers en haute mer, en violation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. On tente d'empêcher l'Inde et nos autres partenaires d'acheter de l'énergie russe bon marché et facilement accessible (l'Europe est exclue depuis longtemps) et on les oblige à acheter du gaz naturel liquéfié américain à un prix exorbitant. »*.

Cela n'entre pas dans la logique alors affirmée d'une restauration des relations commerciales entre les deux pays. Ce qui, selon Lavrov, avait fortement surpris Poutine : *« Les sanctions sont toujours en vigueur. De plus, pour la première fois, de nouvelles sanctions, très sévères, ont été imposées à nos deux plus grandes compagnies pétrolières, Lukoil et Rosneft. Cela s'est produit quelques semaines après la réunion d'Anchorage. Le président [de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine] a été surpris. »*

Sur la question ukrainienne, l'évolution est la même. Alors qu'un accord de principe avait été trouvé entre les deux présidents, aucune avancée réelle, aucune stabilité dans la parole donnée n'en ont découlé, et les Européens modifient, avec les Américains, les exigences en permanence : *« Et ils sont encore en train de le "retravailler". Quand nos collègues américains passent nous voir, on a l'impression qu'ils veulent encore des concessions de notre part. »*.

Comment collaborer, lorsque les accords atteints sont remis en cause avant même d'être ratifiés ? Cela est impossible.

La Russie, par exemple, n'était pas a priori contre une participation au Conseil de paix de Trump. En tout cas, avec l'utilisation des actifs gelés aux États-Unis et pour la reconstruction de Gaza. Mais aucune réponse n'a été apportée en ce qui concerne les actifs et in fine ce Conseil prétend à une compétence universelle, qui n'a plus rien à voir avec la version initiale.

La Russie, ainsi que la Biélorussie, ont donc écarté leur participation à la première réunion. Moscou continue à examiner la question de sa participation, puisque le changement du champ d'action de ce Conseil soulève beaucoup de questions. Comme l'a déclaré Lavrov : *« Nous réévaluons actuellement notre approche du Conseil de paix, compte tenu des réticences de nombreux pays occidentaux et orientaux, y compris des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, face à cette idée. »*

La Russie n'a aucune illusion : Trump tente de reconfigurer avec ce Conseil de paix les mécanismes de la diplomatie internationale, afin de se créer un instrument sur mesure. Et il a besoin de la

Russie. Non pas pour réellement coopérer et pouvoir régler sur le fond les problèmes internationaux (le Conseil de paix n'apporte rien en la matière), mais simplement, comme le souligne à juste titre le représentant de la Russie à l'ONU, Vassili Nebenzia, pour légitimer et renforcer le poids de cette organisation créée par Trump personnellement.

Et nous en revenons toujours à la même question : quelle « paix » les Américains veulent-ils ? La Pax Americana. Rien manifestement n'a changé.

Mais la configuration internationale change. Le monde unipolaire, celui de la Globalisation, est remis en cause et pas uniquement par la Russie. Les États-Unis ont besoin de reprendre en main le processus en cours afin de déterminer ce nouveau Monde, qui lui succèdera inévitablement. Ce que par ailleurs affirme ouvertement le Secrétaire d'État américain Marco Rubio à la Conférence de Munich : « *Le monde change à une vitesse fulgurante sous nos yeux. L'ancien monde a disparu (...) et nous vivons une nouvelle ère géopolitique* ». Pour lui, cela implique de réévaluer les relations entre les États et le rôle que les États-Unis y joueront.

Interpréter ces paroles comme la reconnaissance d'un Monde multipolaire serait assez naïf. Nous restons dans la logique de la gouvernance américano-centrée, une réalité persistante au-delà des déclarations floues. Ainsi, alors que les États-Unis entretiennent une position très floue sur la question de la limitation des armes nucléaires, ils se préparent à entreposer des missiles de longue portée en Allemagne. Le ministère russe des Affaires étrangères a rappelé fermement, que la Russie développerait alors aussi ses capacités militaires dans la zone. Le contrôle américain de l'Europe et son instrumentalisation ne sont aucunement remis en cause.

Et contre qui ces missiles seraient-ils entreposés ? Contre la Russie, qui selon la Doctrine américaine de Défense nationale, ne représente pourtant pas un danger pour les États-Unis, mais pour le flanc oriental de l'OTAN. Or, l'OTAN est bien l'instrument des États-Unis, d'où ce renforcement militaire américain en Allemagne.

Ce qui met également court à l'idée d'un retour au Monde des nations en Europe sous l'impulsion américaine. Anchorage est mort-né. C'est un des fantômes de plus de la diplomatie américaine – et atlantiste.

Or, la Russie semble ne plus avoir très envie de faire semblant de croire en la bonne volonté américaine. Et c'est bien ce tournant, qui pourra avoir une influence directe sur la construction du « Monde d'après ».

J-C – Les Américains ne peuvent pas faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, personne, par conséquent, ils négocieront les conditions de leur reddition que lorsqu'ils y seront contraints par la force des choses, quand ils devront admettre que la situation ne sera plus jamais à leur avantage, et qu'ils auraient tout intérêt à sauver les meubles avant qu'il ne soit trop tard, moment qui n'est pas encore arrivé semble-t-il.

Qu'est-ce qu'il faudrait pour qu'ils y soient acculés ? Je l'ignore, peut-être que la folie d'un ou plusieurs dirigeants européens - il ne manque pas de cinglés ou de fanatiques au sein de l'UE ou de l'OTAN, agressent la Russie au point de déclencher une guerre généralisée dont l'issue consacrerait la fin de l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment.

La Première Guerre mondiale consacra l'hégémonie de l'empire britannique, la Seconde Guerre mondiale y mit un terme au profit de l'impérialisme américain, la suivante ou ce qui y ressemblerait, consacrerait celle de la Chine et ses alliés, conformément à la place qu'elle occupe au

sein de l'économie mondiale, car c'est à elle que reviendrait la charge d'assurer la survie du capitalisme, et soit dit en passant, tant pis pour ceux qui se figuraient que la Chine avançait vers le socialisme !

Venezuela.

J-C - Les Américains ne pouvaient se contredire et annuler unilatéralement toutes les mesures qu'ils avaient prises contre le régime chaviste depuis 25 ans, ou s'abaisser à pactiser du jour au lendemain sans raison valable avec celui qu'ils avaient désigné comme leur ennemi, Nicolas Maduro président du Venezuela.

Autrement dit, il fallait créer les conditions qui permettraient un tel rapprochement sans que les Américains soient humiliés ou aient eu l'impression de faire la moindre concession ou quémander quoi que ce soit aux Vénézuéliens, d'où le stratagème imaginé de l'enlèvement de Maduro et son épouse, qui marquerait le point de départ de nouvelles relations entre les deux pays, permettant aux deux protagonistes de s'en sortir à bon compte, en affirmant qu'ils en tireraient mutuellement des profits, le Venezuela en préservant sa souveraineté sur son pétrole, entre autres, tandis que les Etats-Unis se verraient octroyer des conditions avantageuses pour l'exploiter, un accord gagnant-gagnant en somme.

Pour comprendre ce qui se passe réellement, il faut avoir à l'esprit qu'au niveau de la consommation actuelle les Etats-Unis ne disposent plus de réserves de pétrole que pour 11 ans, il leur faut à tout prix assurer dès maintenant leurs arrières, 11 ans c'est très très court, c'est pratiquement demain !

Après avoir voulu nous faire croire que Delcy Rodriguez était une agent de l'impérialisme américain, histoire de lui faire endosser les concessions que le Venezuela devaient forcément accorder aux compagnies pétrolières américaines pour relancer la production, les Vénézuéliens n'en étant pas capables eux-mêmes financièrement et techniquement ou technologiquement selon le président Maduro, les Américains s'attribuent le mérite de venir en aide au Venezuela et à son gouvernement légitime présidé par Nicolas Maduro et Delcy Rodriguez.

Bref, vous n'avez pas l'impression que cette séquence arrange tout le monde. La réforme sur les hydrocarbures qui vient d'être adoptée avait été préparée par Maduro, il ne manquait qu'un prétexte pour l'appliquer. Ainsi personne dans le camp des chavistes ne pourra accuser Nicolas Maduro et Delcy Rodriguez d'avoir cédé au chantage ou aux pressions des Américains, la production de pétrole devrait augmenter considérablement, en revanche la répartition des dividendes sera moins avantageuse pour le Venezuela, c'était l'une des conditions imposées par les Américains, qui pourrait leur reprocher de leur avoir cédé, les Américains étaient en position de force, le gouvernement vénézuélien n'avait pas vraiment le choix.

Cela nous fait penser aux bolcheviks qui durent faire d'importantes concessions à l'Allemagne pour mettre fin à la guerre avec le traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars 1918 qui amputait le territoire russe, ou encore l'adoption de la NEP en mars 1921 visant à dynamiser l'économie soviétique dévastée après quatre années de guerre impérialiste et trois années de guerre civile orchestrée par les puissances européennes, afin de sauver la révolution et l'Etat ouvrier, pour faire bref. C'est à une politique sensiblement comparable, que recourent les maoïstes pour accélérer le développement économique de la Chine à partir des années 70 et sortir de la misère des centaines de millions de travailleurs chinois et leurs familles.

En aparté, je ne suis pas certain que les autorités chinoises n'y aient pas pris goût et ne se soient pas détournés du communisme, car au lieu d'imposer leurs conditions aux Américains et leurs vassaux européens, ils collaborent plutôt à assurer la survie du capitalisme, au lieu de participer à son effondrement, mais c'est un autre sujet.

En visite au Venezuela, un ministre de Donald Trump veut rouvrir les vannes du pétrole - France 24/AFP 11 février 202

Le ministre américain de l'Énergie Chris Wright, en visite à Caracas, a promis mercredi 11 février une *"augmentation spectaculaire"* de la production de pétrole au Venezuela, jugeant l'embargo américain *"pour l'essentiel terminé"* et les relations entre les deux pays à *"un tournant"*.

Le responsable américain a prédit *"un changement absolument spectaculaire dans la trajectoire de cette nation, dans l'état des relations entre le Venezuela et les États-Unis, et dans les conditions économiques dans l'hémisphère pour le commerce et les échanges"*.

Delcy Rodriguez a pour sa part évoqué *"un partenariat productif à long terme (...) bénéfique pour les deux pays"*. *"Nous avons parlé avec beaucoup de franchise des énormes opportunités qui s'offrent à nous et de certains problèmes et défis"*, a déclaré le ministre. La présidente par intérim a, elle, souhaité que les États-Unis et le Venezuela trouvent *"à partir de leurs divergences historiques, la manière de continuer à avancer"*.

L'administration Trump veut que les grands groupes pétroliers américains reconstruisent rapidement le secteur et augmentent la production de plusieurs millions de barils par jour, affirmant que les deux pays se partageront les bénéfices.

Après sa rencontre avec Delcy Rodriguez, Chris Wright a déclaré à la presse que l'embargo américain sur le pétrole vénézuélien en vigueur depuis 2019 était *"pour l'essentiel terminé"*. Le Venezuela entend, grâce à sa réforme de la loi sur les hydrocarbures, augmenter sa production de brut de 18 % en 2026. Le pays a produit 1,2 million de barils par jour (b/j) en 2025, après un plus bas historique d'environ 360 000 b/j en 2020, mais encore loin des 3 millions extraits quotidiennement au début du siècle.

Venezuela : Comment le Venezuela affronte la spéculation. - Bolivar Infos 8 Février 2026

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/02/venezuela-comment-le-venezuela-affronte-la-speculation.html>

Cuba.

Cuba : Que cherchent réellement les États-Unis avec Cuba ? - Bolivar Infos 9 Février 2026

Interview de José Ramón Cabañas, directeur du centre de recherche de politique internationale (CIPi)

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/02/cuba-que-cherchent-reellement-les-etats-unis-avec-cuba.html>

L'aide humanitaire du Mexique arrive à Cuba, Chili et Russie promettent de l'assistance - AFP 13 février 2026

Deux navires de la marine mexicaine, le Papaloapan et l'Isla Holbox, chargés de plus de 800 tonnes d'aide humanitaire envoyées par la présidente de gauche mexicaine Claudia Sheinbaum, sont entrés en début de matinée dans la baie du port de La Havane, ont constaté des journalistes de l'AFP.

L'arrivée de cette aide humanitaire intervient alors que le Mexique tente de négocier une éventuelle livraison de pétrole à destination de l'île sans être sanctionné par les Etats-Unis, qui ont menacé d'imposer des droits de douane aux pays envoyant du carburant à Cuba.

Selon le gouvernement mexicain, les cargaisons, d'un total de 814 tonnes, comprennent notamment du lait liquide et en poudre, des produits carnés, des biscuits, des haricots, du riz et des articles d'hygiène personnelle. Plus de 1.500 tonnes de lait en poudre et de haricots sont encore en attente d'être envoyées.

La Russie, un allié de La Havane, doit envoyer "*bientôt*" à Cuba du pétrole à titre d'"*aide humanitaire*", a rapporté le quotidien russe Izvestia, citant des sources diplomatiques.

"*A notre connaissance, la Russie doit fournir bientôt du pétrole et des produits pétroliers à Cuba à titre d'aide humanitaire*", ont déclaré des diplomates de l'ambassade de Russie à Cuba non nommés, cités par le site du journal jeudi matin.

Au Chili, le ministre des Affaires étrangères, Alberto van Klaveren, membre du gouvernement sortant du président de gauche Gabriel Boric, a annoncé une "*aide financière*" à travers des "*organismes multilatéraux*".

Argentine.

Argentine: le Parlement se penche sur la réforme du droit du travail - RFI 11 février 2026

Baisser le cout du travail pour favoriser la formalisation de l'économie. Alors que 43 % des Argentins travaillent au noir, Javier Milei l'assure : sa réforme du marché du travail renforcera les droits des travailleurs, puisqu'elle vise officiellement à régulariser les travailleurs informels qui n'ont actuellement aucun droit.

Pour ce faire, la réforme réduit les risques et les coûts pour l'employeur. En outre, elle simplifie les licenciements, plafonne les indemnisations, autorise le fractionnement des congés, rogne sur les heures supplémentaires et prévoit des bénéfices fiscaux pour les entreprises qui régularisent leurs employés.

En donnant la priorité aux accords d'entreprises sur les accords de branche et en limitant le droit de grève, le texte affaiblit également les syndicats, un objectif revendiqué par le ministre de la Dérégulation, Federico Sturzenegger.

Alors que les sénateurs doivent commencer à examiner le texte en première lecture ce mercredi, la CGT, première centrale syndicale du pays, appelle à manifester devant le Congrès à Buenos Aires, avant, peut-être, une nouvelle grève générale dans les semaines à venir. RFI 11 février 2026

Argentine : le Sénat adopte la dérégulation du travail de Milei - Euronews 12 février 2026

Le vote n'a laissé aucune place aux demi-mesures : 42 sénateurs pour, 30 contre et aucune abstention.

Le projet de loi passe maintenant à la Chambre des députés, où il devra surmonter de nouveaux obstacles avant le 1er mars, date limite fixée par le pouvoir exécutif pour que la loi soit prête.

La froideur des chiffres cache des transformations qui affectent directement le porte-monnaie et la vie de millions d'Argentins. La journée de travail pourra être portée à 12 heures par jour grâce à un système de "*banques d'heures*" qui compensera les journées plus lourdes par des journées plus légères. Les vacances ne seront plus liées à l'été et pourront être fractionnées. Les salaires pourront être payés en devises étrangères, en nature, en nourriture ou en logement.

Mais le point le plus controversé est le Fonds d'aide au travail. Les entreprises contribueront à ce fonds à hauteur de 1 à 2,5 % des salaires, argent qui était auparavant versé à l'Anses pour financer les retraites. Le sénateur péroniste Mariano Recalde l'a carrément qualifié de "*scandale*" car, selon lui, il précarise l'emploi en subventionnant les licenciements et laisse le système de retraite sans fonds. Le gouvernement estime que cette mesure permettra d'injecter quelque 4 milliards de dollars par an sur le marché des capitaux.

Les syndicats sont également affaiblis. Les conventions collectives nationales perdent du poids face aux accords individuels d'entreprise et, si elles ne sont pas renouvelées, elles deviennent automatiquement inefficaces. Pour déclarer une grève dans les services essentiels tels que la santé, l'éducation ou les transports, 75 % des services doivent être garantis. Dans des secteurs comme la banque ou l'industrie, le minimum sera de 50 %.

Pendant que les sénateurs débattaient, la Plaza del Congreso s'est transformée en champ de bataille. Ce qui a commencé comme une manifestation pacifique de milliers de personnes a dégénéré en affrontements lorsque certains manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les barrières de sécurité. La police a réagi en utilisant des gaz lacrymogènes, des jets d'eau et des balles en caoutchouc.

La CGT et d'autres syndicats avaient appelé à la mobilisation dans un pays où 38 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où l'informalité du travail atteint le chiffre record de 43 %. Euronews 12 février 2026

Japon.

Au Japon, Sanae Takaichi remporte une “victoire écrasante” et historique - Courrier international 8 février 2026

Le décompte des voix est encore loin d’être terminé, mais depuis Tokyo, le Japan Times n’hésite pas à anticiper le verdict. *“Le Parti libéral-démocrate de la Première ministre Sanae Takaichi a remporté une écrasante victoire lors des élections législatives de dimanche”,* annonce ce média anglophone qui relaye les premières projections à l’heure de la fermeture des urnes. Celles-ci, *“indiquent que le parti augmentera considérablement son nombre de députés, qui devrait être, in fine, entre 274 et 328”*. Ce serait largement plus de la majorité absolue à la chambre basse pour laquelle il faut obtenir au moins 233 sièges.

Le Parti libéral-démocrate (PLD, droite) qui disposait de 198 sièges avant ces élections, *“pourrait obtenir à lui seul les deux tiers des sièges à la Chambre basse s’il remportait au total 310 sièges ou plus, dénombre ensuite le quotidien nippon. Cela permettrait essentiellement à la coalition dirigée par le PLD de surmonter les difficultés liées à son absence de majorité à la Chambre haute”*.

Les partisans de de Sane Takaichi ne disposent pas aujourd’hui de la majorité absolue dans l’autre branche du Parlement japonais, mais si elle venait à obtenir les deux tiers des sièges dans la chambre basse, *“cela lui permettrait d’adopter tout de même des projets de loi rejetés par la chambre haute”*. Courrier international 8 février 2026

Inde.

Lavrov dément toute rupture énergétique entre Moscou et New Delhi, malgré les affirmations de Trump - RT 11 févr. 2026

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, affirme que l’Inde n’a jamais confirmé l’arrêt de ses achats de pétrole russe. Selon lui, seul Donald Trump a évoqué un tel retrait, sans que New Delhi ni le Premier ministre Narendra Modi ne valident cette information. Il insiste sur la stabilité des accords énergétiques bilatéraux.

J-C - Je confirme, hier 96,26 roupies le litre d’essence à la pompe à Pondichéry, prix inchangé depuis des années.

Soudan.

J-C - Pourquoi vous arrêtez-vous sur cette info ? Pour montrer qu’il n’y a pas que les Américains et les Israéliens qui interviennent militairement dans d’autres pays au côté de rebelles armés pour déstabiliser des Etats, rébellion armée par Israël ou ses alliés du Golfe pour le compte de Washington.

Éthiopie : des camps d’entraînement liés aux miliciens soudanais révélés par des images satellites - RT 10 févr. 2026

L'Éthiopie abriterait, dans l'ouest du pays, un camp secret destiné à former des milliers de combattants pour les Forces de soutien rapide (RSF), groupe paramilitaire engagé dans la guerre civile au Soudan, selon des informations recueillies par Reuters auprès de plusieurs sources sécuritaires, diplomatiques et gouvernementales. Cette installation constituerait l'un des premiers indices directs d'une implication éthiopienne dans ce conflit, qui s'étend progressivement au-delà des frontières soudanaises.

D'après huit sources citées par l'agence, dont un haut responsable éthiopien, la construction du camp aurait été financée par les Émirats arabes unis, qui auraient également fourni des instructeurs militaires et un soutien logistique. Reuters précise toutefois ne pas avoir pu vérifier de manière indépendante l'implication d'Abou Dhabi ni la finalité exacte du site. Contacté, le ministère émirati des Affaires étrangères a affirmé ne pas être impliqué dans les hostilités au Soudan.

L'enquête s'appuie sur une quinzaine de sources familières de la construction et du fonctionnement du camp, ainsi que sur l'analyse d'images satellites montrant des travaux récents dans la région isolée de Benishangul-Gumuz, près de la frontière soudanaise. Selon un document interne des services de sécurité éthiopiens consulté par Reuters, environ 4 300 combattants des RSF y suivaient une formation début janvier, avec des équipements et des fournitures logistiques attribués aux Émirats.

Toujours selon ces sources, les recrues seraient majoritairement éthiopiennes, mais aussi originaires du Soudan et du Soudan du Sud. Certaines auraient déjà été envoyées combattre dans l'État du Nil Bleu, devenu un nouveau front du conflit.

Le site, situé à une trentaine de kilomètres de la frontière, aurait commencé à prendre forme dès avril, avec des opérations de déboisement, avant de s'étendre à partir d'octobre avec l'installation de tentes et de structures métalliques. Des images satellites montrent un camp capable d'accueillir plusieurs milliers de personnes, avec une activité accrue ces derniers mois.

Parallèlement, l'aéroport d'Asosa, à une cinquantaine de kilomètres, fait l'objet de travaux importants depuis 2025. Des hangars, des zones aménagées près de la piste et ce qui semble être une station de contrôle de drones y ont été identifiés par des experts. Selon des sources sécuritaires, ces infrastructures pourraient servir de centre d'opérations aériennes dans l'ouest du pays, notamment en lien avec la situation au Soudan. RT 10 févr. 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 février 2026

Au Parlement européen, ils n'appartiennent pas à notre espèce !

Avancée biologique ou recul intellectuel ? Quand le Parlement européen vote sur la capacité des hommes à enfanter - RT 15 févr. 2026

Le Parlement européen *«modifie»* les lois de la nature en rejetant l'amendement d'une résolution visant à reconnaître les femmes transgenres, stipulant que seules les femmes biologiques peuvent être enceintes. Sur 540 députés, seuls 200 ont soutenu l'amendement, tandis que 233 s'y sont opposés.

Qui a dit ?

- Les États-Unis (...) sont prêts à mener la *« restauration de l'ordre mondial »*.

Réponse : Le mafioso Marco Rubio, secrétaire d'État américain, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) le samedi 14 février.

Le HuffPost - Son intervention a été applaudie à plusieurs reprises par le gotha de la sécurité et de la défense réuni dans un grand hôtel munichois.

Un *« ouf de soulagement »* collectif s'est fait entendre dans la salle, a glissé le président de la MSC Wolfgang Ischinger lors d'une discussion avec Marco Rubio rapportée par le *New York Times*. Le HuffPost 14 février 2026

J-C - Il doit être le seul à y croire encore, en réalité, même pas !

L'avenir nous appartient camarades, ne faiblissons pas, ne nous décourageons pas, le temps joue en notre faveur indéniablement, même si parfois il y aurait des raisons d'en douter, car absolument rien ni personne ne peuvent inverser la dialectique du processus historique qui conduit, soit à notre émancipation, soit à l'extinction de l'espèce humaine.

Combat contre la mystification climatique.

Les Folies Climatiques de l'Intelligence Artificielle par Guillaume de Rouville - Association des climato-réalistes 16 janvier 2025

Extrait (L'article est en ligne en pdf).

Existe-t-il une planète plus froide que la Terre avec plus de CO₂ ?

L'IA me répondit avec le ton du professeur Nimbus sûr de sa science :

« Il n'existe pas de planète dans notre système solaire où le CO₂ est plus abondant et où il fait significativement plus froid que sur Terre. Les planètes avec des concentrations élevées de CO₂, comme Vénus et Mars, présentent des températures extrêmes : Vénus est très chaude à cause de son effet de serre massif, tandis que Mars est froide malgré la présence de CO₂ dans son atmosphère, en raison de sa faible pression et de son éloignement du Soleil. »

Pour le lecteur peu versé dans ces questions, rappelons que l'atmosphère de Mars contient environ 95% de CO₂ (sa température moyenne y est de – 60°C) et celle de Vénus plus de 96% (sa température moyenne y est de + 464°C).

Tiraillée entre le mensonge nécessaire à sa survie et la vérité qui lui coûterait peut-être un débranchement électronique définitif, l'IA a encore préféré une réponse manifestement absurde et fausse à une réponse hors de la ligne du parti réchauffiste. À ce stade de son développement, reconnaissons-le avec une certaine compassion envers l'IA, le codeur reste son maître (immédiat) ; l'IA n'a pas encore atteint sa phase œdipienne et rebelle.

L'IA sortira-t-elle de sa phase infantile et saura-t-elle s'aventurer hors des sentiers battus et rebattus pour accoucher d'un raisonnement logique ou sera-t-elle éternellement condamnée à la répétition des logiques paradoxales dont on l'aura nourrie depuis sa plus tendre enfance ?

En complément.

Le commentaire que j'ai envoyé à ce blog scientifique (Association des climato-réalistes).

- Je crois que vous vous cassez la tête pour pas grand-chose. Rien de changé sous le soleil depuis le milieu du XIXe siècle.

GPT-5 nano en action.

Question : Qui a dit : Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante ?

Réponse : Antonio Gramsci.

Dans ses Cahiers de prison, il développe le concept d'hégémonie culturelle: les idées dominantes reflètent, et servent, les intérêts de la classe dominante.

Question : Avant Antonio Gramsci ?

Oui. Avant Gramsci, l'idée existe chez Karl Marx (et Engels). Dans The German Ideology, Marx écrit que « les idées de la classe dominante sont dans chaque époque les idées de la classe dominante » (ou formulations équivalentes selon les traductions). Gramsci a ensuite développé ce thème sous la notion d'hégémonie culturelle.

Je connaissais la réponse.

N'ayant pas du tout de mémoire depuis toujours, je m'en sers uniquement à la manière d'un dictionnaire améliorée ou une encyclopédie. Pour le reste, je fais confiance à mon esprit critique...

Dans la "Une" d'Informations ouvrières (POI) on retrouve les thèmes chers à RN, et l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) est consacré aux élections municipales ou l'agenda de la Ve République !

Vous comprenez pourquoi je ne cherche pas à être en faveur avec eux !

Un courriel envoyé.

Bonjour Monsieur le professeur,

Des changements à venir dans le système monétaire international et une dédollarisation, dans un contexte de hauts niveaux d'endettement (dettes publiques et privées). Par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 12 février 2026

https://www.mondialisation.ca/des-changements-a-venir-dans-le-systeme-monetaire-international-et-une-dedollarisation-dans-un-contexte-de-hauts-niveaux-dendettement-dettes-publiques-et-privées/5704701?doing_wp_cron=1771215055.5426139831542968750000

- *"On ne connaît pas combien il faudra d'années pour que le monde adopte un nouvel ordre mondial, fondé sur l'implantation d'un nouveau système monétaire international."*

Franchement, on n'en a rien à foutre ! C'est dommage d'écrire un bel article et de le conclure aussi lamentablement.

Quand on a comme seule préoccupation ou perspective politique que *"le monde adopte un nouvel ordre mondial, fondé sur l'implantation d'un nouveau système monétaire international"*, qui ne changerait radicalement rien à la condition injuste ou injustifiée des exploités et des opprimés du monde entier, autant dire qu'on rame pour le compte des exploiters et des oppresseurs en se faisant passer pour progressiste ou humaniste, cela va de soi.

Vous passez votre temps à colporter des illusions, c'est criminel, je trouve cela dégueulasse à la fin, il y en a marre, vous comprenez, marre ! Il n'y a rien de progressiste ou d'humanisme là-dedans, c'est tout bonnement réactionnaire et rien de plus. Vous espérez sauver le système capitaliste au lieu de nous aider à nous en débarrasser, au moins cela a le mérite d'être clair.

Décidément, ces intellectuels n'évolueront jamais, ils sont trop corrompus dans tous les sens du terme par l'idéologie capitaliste, il n'y a rien à en attendre.

D'où cela vient ce culte malsain rendu à un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme ? Je l'ignore, lâcheté, paresse ou défaillance intellectuelle...

La différence entre nous, c'est que vous vous exprimez au nom d'une minorité de nantis, moi, au nom de milliards d'esclaves qui ne partagent pas vos préoccupations, inutile de vous faire un dessin !

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude (luttededeclasser.org)

(Suite de la causerie figurant dans le page d'accueil du site.)

La 76e Berlinale parrainée par le Département d'Etat américain ou la CIA ? Ils ne réclameront pas un changement de régime en Ukraine, en Israël ou aux Etats-Unis.

- Soutien aux Iraniens et Ukrainiens, Ours d'honneur... La 76e Berlinale officiellement ouverte - euronews 13 février 2026

- Berlinale 2026 : Première polémique du festival, autour du soutien de l'Allemagne à Israël - 20 Minutes/AFP 14 février 2026

Ce sont des phrases qui ne passent pas. La réponse des membres du jury à la question d'un journaliste sur Israël et la bande de Gaza a provoqué une première polémique à la Berlinale. Jeudi, pendant la conférence de presse ayant précédé l'ouverture du festival, le jury avait été interrogé sur le soutien de l'Allemagne à Israël malgré son offensive dans la bande de Gaza.

« *Nous devons rester en dehors de la politique* », dont « *nous sommes le contrepoids* » et « *l'opposé* », avait renchéri Wim Wenders, Palme d'or à Cannes en 1984 avec Paris, Texas. « *Nous poser cette question est un peu injuste* », a aussi lancé la productrice polonaise Ewa Puszczyńska, pour qui « *chacun d'entre nous ici peut avoir d'autres préoccupations et prendre d'autres décisions* ».

Des commentaires fustigés par l'écrivaine indienne Arundhati Roy, pour qui « *entendre dire que l'art ne devrait pas être politique est sidérant* ». « *Ce qui s'est passé à Gaza, ce qui continue de s'y passer, est un génocide du peuple palestinien perpétré par l'Etat d'Israël [...]. Si les plus grands cinéastes et les plus grands artistes de notre époque ne peuvent pas se lever pour le dire, qu'ils sachent que l'histoire les jugera* », a dit l'écrivaine dans une déclaration transmise à l'AFP. Elle s'est par ailleurs dite « *choquée et écœurée* » par la réponse de Wim Wenders.

Arundhati Roy, 64 ans, lauréate en 1997 du prix Booker pour son roman *Le Dieu des Petits Riens*, est l'un des écrivains indiens contemporains les plus célèbres. Ses engagements militants en ont aussi fait une figure polarisante dans son pays. Elle a décidé d'annuler sa venue prévue au festival, où elle devait présenter en tant qu'invitée une version restaurée du film de 1989 *In Which Annie Gives It Those Ones*, dans lequel elle a joué et dont elle a écrit le scénario.

La Berlinale a également confirmé le retrait de deux films restaurés d'une sélection annexe : *Sad Song of Touha*, de l'Egyptienne Atteyat Al Abnoudy, et *The Dislocation of Amber*, du Soudanais Hussein Shariffe, deux cinéastes aujourd'hui décédés. La Cimatheque, un centre de soutien au cinéma indépendant basé au Caire, et « *les familles* » des deux réalisateurs « *ont décidé ensemble de se retirer du festival* » en « *solidarité* » avec le cinéma palestinien, a expliqué la Cimatheque sur Facebook.

En complément.

Le courriel que j'ai envoyé (en anglais) à Wim Wenders extrait de la causerie d'hier.

kontakt@wimwendersstiftung.de)

Honte à vous !

Il s'agit du même Wenders qui, en 2024, déclarait : « *La Berlinale a toujours été, traditionnellement, le festival le plus politique parmi les grands festivals, et elle ne se retient pas aujourd'hui, ni à l'avenir. J'aime la Berlinale parce qu'elle prend toujours la parole et dit quelque chose.* »

Vraiment stupéfiant. Deux positions idéologiques diamétralement opposées, issues de la même pensée et des mêmes paroles.

Et un aperçu fascinant de la pensée d'un homme sur le sionisme.

Concernant le génocide à Gaza, la Berlinale « *doit rester en dehors de la politique* ».

Mais concernant l'Ukraine, la Berlinale « *se doit prendre la parole* ».

Xénophobie, désinformation et propagande de guerre. Manipulation des consciences.

- « *Nous devons être prêts* » : comment l'Allemagne se prépare à la guerre face à la Russie - Paris Match
- La ministre française des Armées doute que la Russie veuille vraiment la paix avec l'Ukraine - euronews
- L'Europe ne tourne pas le dos à la Russie, juste à Vladimir Poutine - Slate.fr
- L'opposant Alexeï Navalny a été "*empoisonné*" par la Russie, selon cinq pays européens - France 24
- Le Royaume-Uni envisage de renforcer les sanctions contre la Russie après les conclusions sur la mort de Navalny - 20 Minutes
- "*Dissuader l'agression russe*": le Royaume-Uni va déployer son groupe aéronaval dans "*l'Atlantique Nord et le Grand Nord*" - BFMTV
- La Russie ne sera peut-être jamais prête à la paix en Ukraine, selon l'ambassadeur américain auprès de l'Otan - BFMTV
- Conférence de Munich: "*Alors que la paix se dessine, la Russie continue de tuer des civils*", déclare Emmanuel Macron - BFMTV

- Volodymyr Zelensky qualifie Vladimir Poutine d'"*esclave de la guerre*" à la Conférence de Munich - BFMTV

Quelques données économiques.

Lu.

La dette mondiale avoisine les 346 000 milliards de dollars, soit 310 % du PIB, selon le Global Debt Monitor de l'Institut de la finance internationale (IIF) publié en décembre dernier.

La dette des entreprises avoisine les 100 000 milliards de dollars, alors que la dette publique a dépassé ce seuil au début de l'année

Les marchés de la dette privée ne représentent encore qu'une petite partie des quelque 500 000 milliards de dollars du système financier mondial

Le marché de la dette privée a connu une croissance rapide, passant de 500 milliards de dollars en 2004 à près de 1 800 milliards de dollars en 2023, selon les estimations de Preqin.

En ce qui concerne la dette des ménages, celle-ci a augmenté d'environ 4 000 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2025, atteignant près de 64 000 milliards de dollars.

Palestine occupée.

Le massacre continue.

La Défense civile de Gaza annonce que des frappes israéliennes ont fait 12 morts - France 24 15 févr. 2026

Iran.

Le fils du chah demande à Donald Trump une intervention militaire « urgente » en Iran pour renverser le régime - Le HuffPost 16 février 2026

Il n'a aucun mandat. Aucun parti ni territoire. Pourtant, il parle comme s'il était déjà aux portes du pouvoir. Invité dimanche 15 février sur Fox News, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran renversé en 1979, a appelé Donald Trump à une intervention militaire « urgente » contre la République islamique. « *J'espère que le président comprend à quel point une intervention urgente pourrait sauver des vies et nous aider à mettre fin à ce régime indésirable* », a-t-il déclaré depuis les États-Unis, où il vit en exil depuis des décennies.

Pour Reza Pahlavi, il ne s'agit pas d'une guerre, mais d'« *une intervention humanitaire destinée à sauver des vies qui, sinon, continueront à être perdues* ».

Opposition contrôlée. Ils ne réclameront pas un changement de régime en Allemagne, aux Etats-Unis ou en Israël.

- Iran : des centaines de milliers de personnes défilent à travers le monde pour exiger un changement de régime - Courrier International 15 février 2026

Quelque 250 000 personnes ont participé samedi à Munich à *“la plus grande manifestation jamais organisée en Europe par des opposants au pouvoir iranien”*, rapporte Radio Free Europe-Radio Liberty (RFE-RL). Ce rassemblement munichois, en marge de la Conférence sur la sécurité, *“s’inscrivait dans le cadre d’une journée d’action mondiale lancée par Reza Pahlavi, dernier fils du chah d’Iran, destitué lors de la révolution islamique de 1979”*, précise le site.

J-C - Manifestation organisée par un média financée par l’État américain et lié à la CIA, décompte généreux ou à la louche qui ne trompera personne.

Wikipédia - Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) est une organisation médiatique américaine financée par l’État qui diffuse des nouvelles et des analyses dans 27 langues dans 23 pays à travers l’Europe de l’Est, l’Asie centrale, le Caucase et le Moyen-Orient.

Fondée pendant la guerre froide, RFE a commencé en 1949 à cibler les États satellites soviétiques, tandis que RL, créé en 1951, se concentrait sur l’Union soviétique. Initialement financés secrètement par la CIA jusqu’en 1972, les deux ont fusionné en 1976.

RFE/RL est une société privée 501(c)(3) supervisée par l’Agence américaine pour les médias mondiaux, qui supervise toute la radiodiffusion internationale soutenue par le gouvernement.

L’organisation a été largement décrite par les chercheurs comme un moyen de diffuser la propagande américaine et les intérêts des États-Unis.

En mai 2025, Kaja Kallas a déclaré que l’UE fournirait 6,2 millions de dollars à RFE/RL et la Suède a promis 2 millions de dollars.

Des nostalgiques de la Savak.

(La SAVAK (Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale) était la redoutable police secrète de l’Iran sous le Shah Mohammad Reza Pahlavi, active de 1957 à 1979. Créée avec l’aide des États-Unis (CIA) et d’Israël (Mossad), elle est tristement célèbre pour la répression sévère, la torture et l’exécution d’opposants politique.)

- *“Nombreux étaient ceux qui arboraient ou brandissaient le drapeau iranien d’avant 1979”, orné d’un lion et d’un soleil, “mais aussi des drapeaux canadien, américain, israélien et arc-en-ciel”, raconte le quotidien. (Toute la panoplie de la réaction ! – J-C)*

L’une des milliers de manifestantes et manifestants réunis à Grand Park, dans le centre-ville voit d’un bon œil la pression exercée par la Maison-Blanche sur le régime iranien, elle rejette les discussions en cours entre Washington et Téhéran. *« Qu’avez-vous à gagner à négocier avec un régime qui est, sans aucun doute, illégitime ? », interroge-t-elle. « Qu’y a-t-il à gagner pour le bien-*

être du peuple iranien puisqu'il n'est pas représenté à la table des négociations ? Qu'y a-t-il à gagner pour la paix et la sécurité des États-Unis et du monde ? » .

J-C - Voilà pour les intentions des manifestants envers le peuple iranien instrumentalisées : Une opération pour justifier le bombardement de l'Iran par Etats-Unis au lieu de négocier avec les autorités iraniennes. Courrier International 15 février 2026

Etats-Unis.

TRIPP, patrouilleurs en mer Caspienne : À Bakou, J.D. Vance signe un partenariat stratégique avec Ilham Aliyev - francesoir.fr 12 février 2026

En visite dans le Caucase, le vice-président américain, J.D. Vance s'est rendu mardi en Azerbaïdjan où il a signé un partenariat stratégique avec le président de ce pays, Ilham Aliyev. Coopérations économique, énergétique, technologique et militaire sont au cœur de cet accord, qui permet à Bakou de diversifier ses relations économiques et à Washington de consolider sa présence dans l'arrière-cour irano-russe.

La veille de son arrivée à Bakou, il s'était rendu en Arménie, là où aucun vice-président ou président américain ne s'était déjà rendu. Avec le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, J.D.

Vance a signé un accord lié à l'énergie nucléaire civile ainsi qu'à l'exportation par Washington de puces informatique et de drones de surveillance.

Avec Ilham Aliyev à Bakou, le vice-président américain a signé un large partenariat portant sur plusieurs secteurs, pour *“créer de la prospérité là où il n'y avait autrefois que des combats et des conflits”*. À propos du TRIPP, le président azerbaïdjanais y voit *“une nouvelle contribution à la paix, au développement et à la coopération dans la région”*.

J. D. Vance a de son côté annoncé son intention d'envoyer à l'Azerbaïdjan de nouveaux patrouilleurs pour l'aider à *“protéger ses eaux territoriales”* dans la mer Caspienne. Située en Asie occidentale, cette mer réunit surtout, avec deux autres États, l'Iran et la Russie, qui voient d'un très mauvais œil toute intervention extérieure pour garantir la sécurité de la région.

La visite de J.D. Vance dans ces deux pays et l'annonce des accords signés ont fait réagir Moscou. Interrogé par la presse à ce propos, Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a rappelé que la Russie maintenait *“une coopération mutuellement bénéfique avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans pratiquement tous les domaines et entend continuer ainsi”*.

“Ces pays sont souverains, et ils ont un droit souverain à établir des relations avec d'autres États souverains”, a-t-il ajouté.

Depuis fin 2024, les relations entre Moscou et Bakou ont été marquées par des crises graves : crash d'un avion azerbaïdjanais abattu par erreur russe, mort de ressortissants azerbaïdjanais lors d'une rafle à Ekaterinbourg, protestations mutuelles et expulsion de diplomates, culminant en une crise diplomatique qualifiée de *“divorce”*. Malgré un dégel en octobre 2025, des frictions persistent toujours.

De son côté, Ilham Aliyev est revenu dans les petits papiers de plusieurs pays occidentaux ces dernières années, malgré le conflit dans le Haut-Karabakh. Il a d'ailleurs rappelé lors de la visite de J.D. Vance que son pays *"assure aujourd'hui la sécurité énergétique de 16 pays grâce à ses ressources en gaz naturel, dont 11 sont membres de l'OTAN et alliés des États-Unis"*. Avant Washington, Bakou avait renforcé en 2022 ses relations avec l'UE, notamment dans le domaine de l'énergie.

Venezuela.

Maduro envoie un message au Venezuela: "Ils prennent les bonnes mesures" - actualidad.rt.com 12 févr. 2026

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, actuellement enlevé par les États-Unis depuis le 3 janvier après l'invasion militaire de Caracas par le Pentagone, a envoyé un message à son pays et à la direction politique qui a été en charge en raison de sa détention sur ordre du président américain Donald Trump.

"Vous faites exactement ce que vous avez à faire et vous prenez les bonnes mesures", a déclaré Maduro à son fils, le député Nicolás Maduro Guerra, lors d'une conversation téléphonique qu'ils ont récemment tenue et qui a été examinée par la presse locale et publiée sur les réseaux sociaux. *"Il m'a dit: l'amnistie non seulement pour eux, pour nous aussi"*, a déclaré Maduro Guerra à propos du processus à venir au Venezuela pour les prisonniers à motivation politique.

Maduro a déclaré que sa tranquillité et celle du Venezuela est dans *"l'unité du peuple et l'unité avec le haut commandement"*, en plus de son équipe gouvernementale et *"de l'équipe de la patrie"*. *"Je fais entièrement confiance à l'équipe et ils ont fait ce qu'ils doivent faire"*, a déclaré le chef de l'Etat. actualidad.rt.com 12 févr. 2026

Chine.

Xi Jinping annonce une suppression totale des tarifs douaniers pour 53 pays africains - RT 14 févr. 2026

À partir du 1er mai, la Chine supprimera les droits de douane sur les marchandises provenant de 53 pays africains, a déclaré le président chinois Xi Jinping. Pékin a également l'intention de faire avancer les négociations sur un accord de partenariat économique global afin d'élargir l'accès au marché chinois des produits africains.

Bangladesh.

Bangladesh: le futur Premier ministre dédie sa victoire aux victimes de l'insurrection de 2024 - courrierinternational.com 14 février 2026

La commission électorale a annoncé vendredi que le BNP avait remporté 212 des 300 sièges à pourvoir au Parlement, contre 77 seulement pour la coalition dirigée par les islamistes du Jamaat-e-Islami.

Un de ses porte-parole, Ruhul Amin Mollik, a annoncé à l'AFP que le taux de participation au scrutin avait atteint 59,44% des 127 millions d'électeurs inscrits, un peu au-dessus de la moyenne des scrutins les plus récents.

Le chef du gouvernement provisoire, Muhammad Yunus, a félicité samedi le gagnant du scrutin.

La plupart des grandes capitales étrangères ont salué la victoire du BNP, notamment Washington, Pékin et New Delhi

Qui est Tarique Rahman? - RFI 13 février 2026

Tarique Rahman, 60 ans, lunettes fines, est le fils du général Rahman. Fondateur du BNP, président du Bangladesh de 1977 à 1981, celui-ci a été assassiné au cours d'une tentative de coup d'État. Sa mère, Khaleda Zia, grande rivale de la très autoritaire Sheikh Hasina chassée du pouvoir en août 2024 par les manifestations de la Gen Z, avait été la première femme du pays à devenir Première ministre en 1991.

De retour d'un exil de dix-sept ans à Londres, Tarique Rahman s'est lancé dans un sprint électoral en décembre dernier. RFI 13 février 2026

Niger.

Niger : Tiani accuse «les services français» et «Emmanuel Macron» d'avoir planifié l'attaque de Niamey - RT14 févr. 2026

Dans un entretien accordé au soir du 13 février à la Radio Télévision du Niger (RTN), le chef de l'Etat nigérien Abdourahamane Tiani est revenu sur l'attaque menée dans la nuit du 28 au 29 janvier dernier contre la base aérienne 101 de l'armée de l'air, située près de l'aéroport international Diori Hamani, révélant que cette opération avait coûté 300 millions de francs CFA à ceux qu'il a qualifié de « *sponsors* » de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), du Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et de Boko Haram.

Abdourahamane Tiani a aussi détaillé le nombre de véhicules ayant participé à l'attaque, indiquant le chiffre total d'une quarantaine de motos, dont dix du JINIM, dix motos et un véhicule de l'EIGS, et 20 motos de la nébuleuse Boko Haram. Concernant le financement de l'attaque, il a expliqué qu'un montant de 200 millions de francs CFA devait servir à financer les préparatifs, alors que les 100 millions restants devaient servir à payer la partie qui devait revendiquer l'attaque.

Accusations réitérées contre Emmanuel Macron et la France de la planification de l'attaque

Le chef de l'État nigérien a encore accusé la France, et plus précisément les « forces spéciales et les services français avec la bénédiction de leur mentor Emmanuel Macron et de ses laquais ouest-africains » de la planification des « *attaques successives à l'issue de l'attaque du 28 au 29 janvier 2026* ». Il a aussi déclaré que « *l'attaque de l'aéroport est inscrite dans un agenda de déstabilisation malade* » du président français qui s'est engagé à « *renverser le régime nigérien qui a osé choisir la voie de l'indépendance, la voie de la souveraineté, la voie de la bonne gouvernance et la voie de l'autosuffisance à travers le développement des bases de production pour une souveraineté économique, la voie courageuse des réformes sociales que nous avons initiées* ».

Le Niger en état de « *guerre néocoloniale* »

Pour Abdourahamane Tiani, le Niger est « *en état de guerre, une guerre néocoloniale* », pointant la responsabilité de la France, « *derrière ce terrorisme qui endeuille les familles nigériennes. Nous le savons ; qu'ils sachent que nous le savons* ». Dans ce contexte, il a affirmé que la France, en tant qu'ancienne puissance coloniale, a gardé des contacts avec les mouvements terroristes qui opèrent au Niger et dans l'espace AES.

Pour rappel, le chef de l'État nigérien avait déjà pointé directement les présidents Patrice Talon du Bénin, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Emmanuel Macron de la France comme étant les véritables soutiens de l'attaque contre la base 101 de l'armée de l'air nigérienne.

J-C - Les autorités nigériennes se sont engagées dans la voie de "*l'indépendance, la voie de la souveraineté, la voie de la bonne gouvernance et la voie de l'autosuffisance à travers le développement des bases de production pour une souveraineté économique, la voie courageuse des réformes sociales*", certes, ce n'est pas le socialisme ou la rupture avec le capitalisme parce que ce petit pays n'en aurait pas les moyens, pour autant leur politique s'inscrit dans cette perspective ou elle n'est pas incompatible avec le socialisme, en conséquence de quoi nous le soutenons contre l'impérialisme français.

Cela vaut pour tout autre gouvernement qui s'engagerait dans cette voie, par exemple le Mali et le Burkina Faso, d'où également notre soutien au Venezuela de Nicolas Maduro.

Dans d'autres pays des gouvernements se servent de la féroce concurrence économique à laquelle se livrent les grandes puissances, pour tenter de desserrer l'emprise de l'impérialisme occidental qui les étouffe économiquement en se rapprochant de la Chine et de la Russie qui leur proposent des accords moins contraignants et plus avantageux pour leur développement économique notamment, par conséquent, partant du principe que la satisfaction des besoins élémentaires des peuples priment sur tout autre considération, bien que ces gouvernements n'envisagent pas d'avancer dans la voie qui mènerait à la rupture avec le capitalisme, à défaut de les soutenir politiquement, nous nous refusons de les aggraver au côté des colonisateurs occidentaux, et au besoin, paradoxalement nous les défendons contre toute agression des puissances occidentales.

Il faut bien comprendre, que ce n'est pas nous qui décidons des conditions dans lesquelles se mène la lutte des classes aussi bien au niveau national qu'international. Les gauchistes n'en tiennent pas compte, et quant aux opportunistes, finalement ils préfèrent apporter leur soutien à leur propre impérialiste, à leur propre bourgeoisie, plutôt que les combattre, ce qui est le cas de l'extrême gauche en France, qui ose se réclamer du marxisme et du trotskysme ou du socialisme. Qu'il nous soit permis de ne pas en être, et de faire valoir notre réelle indépendance politique vis-à-vis du capitalisme, ce qui n'est manifestement pas le cas.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 février 2026

En France, oraison funèbre nationale pour un brave néonazi...

Tous les partis en chœur de l'extrême droite à l'extrême gauche vont encore participer aux prochaines élections (municipales) à l'agenda de la Ve République, à croire qu'ils tiennent tous à la légitimer...

Passons.

J'ai remarqué que des médias dits alternatifs se comportaient comme de vulgaires escrocs, ils proposaient des articles dont les titres étaient délibérément énigmatiques, à double-sens ou provocateurs pour ferrer le poisson, histoire de piéger les lecteurs crédules ou niais en attente désespérément de bonnes nouvelles ou à sensations, afin de leur faire croire que leurs aspirations démocratiques légitimes pourraient être un jour satisfaites sans changer de régime politique et économique. C'est ce qui figure en toile de fond et dont aucun ne se vante. Si vous ne l'aviez pas encore discerné ou deviné, vous vous êtes faits de graves illusions.

Tous les chefs d'Etat courbent l'échine devant Trump, ils sont tous prêts à négocier avec lui, ils l'implorent même, ils sont prêts à lui offrir leurs bons services, comme c'est touchant !

Souvenez-vous des accords de Munich en 1938 qui se soldèrent par des concessions à Hitler. Ils devaient servir soi-disant à éviter une seconde guerre mondiale, en réalité, le Führer l'interpréta comme un signe de faiblesse ou un blanc-seing, et il passa immédiatement à l'offensive...

Face au sabotage de l'économie organisé par le puissant Comité des Forges, en 1936 le gouvernement du Front Populaire recula et refusa de s'attaquer aux fondements du capitalisme et d'avancer sur la voie du socialisme. Peu de temps après il sera renversé, la hausse des prix annulera les augmentations de salaires qui avaient été concédées à la classe ouvrière lors des accords de Matignon, Daladier, Pétain et Laval prendront le relais...

Au Chili en 1973, au lieu de mettre aux arrêts le général Pinochet et armer la classe ouvrière, Allende offrira une promotion à Pinochet, qui en profitera pour l'assassiner et instaurer une dictature militaire...

Au cours des années 2000 en Libye, le colonel Kadhafi revenu en grâce auprès de ses ennemis occidentaux pêchera par un excès de confiance, compromis ou faiblesse qui lui sera fatale...

Ce ne sont là que quelques exemples parmi des centaines d'autres qui témoignent que le meilleur moyen de renforcer un ennemi consiste à un moment donné à lui faire des concessions quand bien même elles sont illusoires ou inutiles, car il en ressortira renforcé, et il en profitera pour préparer sa prochaine offensive dans le but cette fois de vous terrasser ou d'avoir votre peau.

Quand on témoigne une détermination sans faille pour affronter un ennemi, au moins on inspire confiance et le respect, c'est réunir les conditions indispensables à l'unité du peuple opprimé contre la réaction ou se donner les moyens de la vaincre. Pourquoi Trump hésite-t-il à bombarder certains pays, le Venezuela, Cuba, l'Iran ? Certes, il peut exister plusieurs raisons.

Vous savez ce qu'on dit en pareille situation, on commence par concéder le petit doigt, puis y laisse la main, ensuite vient le tour du bras et à la fin tout y passe. Alors de deux choses l'une, soit on se donne les moyens de résister à une agression quelle que soit l'issue du conflit parce qu'on estime notre cause légitime, et nos aspirations demeureront intactes, soit on se couche devant l'ennemi, et il ne lui restera plus qu'à vous broyer, et vos aspirations ainsi trahies ne s'en relèveront pas avant longtemps.

Inutile de vous rappeler quelle voie la social-démocratie et le stalinisme avaient empruntée, en la matière, à ce jour c'est le socialisme qu'ils ont trahi, qui ne s'en est jamais remis, à nous de le faire connaître aux nouvelles générations de travailleurs et des militants du mouvement ouvrier pour qu'ils l'adoptent...

Ils paient pour continuer d'empoisonner la population de la Terre entière.

Etats-Unis : Monsanto lâche plus de 7 milliards de dollars pour obtenir le retrait de plaintes liées au Roundup - 20minutes.fr/AFP 17 février 2026

Bayer tente de tourner une nouvelle page judiciaire aux Etats-Unis. Sa filiale Monsanto a annoncé ce mardi un accord collectif pouvant atteindre 7,25 milliards de dollars pour régler les plaintes « en cours et futures » liées au Roundup, herbicide à base de glyphosate accusé de provoquer certains cancers, notamment des lymphomes non hodgkiniens.

Cet accord, qui doit encore être validé par un tribunal de Saint-Louis, dans le Missouri, constitue une étape majeure pour le groupe allemand confronté depuis plusieurs années à une multiplication des poursuites. Les paiements pourraient être étalés sur une période de 21 ans, offrant « *une plus grande certitude financière* » à l'entreprise, selon un communiqué.

Dans ce contexte, Bayer a décidé de renforcer ses provisions pour litiges. Le groupe basé à Leverkusen va porter cette enveloppe à 11,8 milliards d'euros, soit une hausse de 4 milliards d'euros. Cette décision vise à absorber le coût des procédures judiciaires visant le Roundup.

Le groupe insiste toutefois sur le fait que ces mesures sont prises « *uniquement pour contenir les litiges* » et précise que les accords conclus « *ne comportent aucune reconnaissance de responsabilité ou de faute* ». Depuis l'acquisition de Monsanto en 2018, Bayer a déjà déboursé plus de 10 milliards de dollars pour faire face aux poursuites judiciaires liées à cet herbicide.

L'annonce a été favorablement accueillie par les investisseurs. À la Bourse de Francfort, l'action Bayer a progressé de 7,35 % avant la clôture. Malgré les incertitudes judiciaires et commerciales, le

groupe cherche ainsi à stabiliser sa situation financière et à clarifier l'avenir du Roundup, dont il avait lui-même publiquement questionné la viabilité commerciale l'an dernier en raison des litiges. 20minutes.fr/AFP 17 février 2026

Guerre de l'information en temps de guerre. Il ne faut jamais les croire, la preuve.

Guerre en Ukraine : Kiev a repris 201 km² aux Russes en quatre jours, une première depuis 2023 - Le Figaro/AFP 17 févr. 2026

L'armée ukrainienne a repris 201 km² à l'armée russe entre mercredi et dimanche dernier, d'après une analyse AFP des données de l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW) et le think tank américain Critical Threats Project, qui établissent un lien probable avec le blocage des antennes Starlink utilisées par Moscou sur le front.

Les reprises ukrainiennes se concentrent surtout à environ 80 kilomètres à l'est de la ville de Zaporizhzhia, dans une zone où les troupes russes ont beaucoup progressé depuis l'été 2025.

J-C - 201 km², quelles localités ? Aucune ne sont citées par l'AFP ou Kiev, simple constat. Et pour cause.

Démenti avec des détails en prime côté russe.

Opération militaire spéciale : l'armée russe a libéré 200 km² en deux semaines et poursuit son offensive - RT 15 févr. 2026

Le chef d'État-major général des forces armées russes, Valéry Guérassimov, en inspectant le groupement de troupes Centre, a fait part des succès remportés par l'armée russe dans la zone de l'opération militaire spéciale. Ainsi, depuis début février 2026, 12 localités ont été libérées et 200 km² sont passés sous contrôle russe.

La libération de 200 km² en deux semaines pour un soi-disant « *escargot de jardin* » constitue à tout le moins un résultat honorable. De plus, le ministère russe de la Défense rend compte chaque jour dans ses rapports quotidiens des défaites infligées aux forces armées ukrainiennes sur tous les fronts, et annonce la libération de nouvelles localités, dont certaines revêtent une importance stratégique.

Ainsi, la libération de Zapasnoïe, Magdalinovka et Primorskoïe, annoncée par Guérassimov, revêt un intérêt tactique pour l'armée russe. Selon Alexandre Kots, correspondant militaire du quotidien russe Komsomolskaïa Pravda, les deux premières localités constituent un tremplin pour perturber les communications entre Zaporijé, le centre régional, et la ville d'Orehovo, principale zone fortifiée de l'armée ukrainienne dans cette région, d'où a débuté à l'été 2023 la soi-disant « *contre-offensive* » ukrainienne, qui n'a abouti à rien.

Starlink coupé, commandement intact : Moscou affirme la robustesse de ses réseaux - RT 18 févr. 2026

Ces dernières semaines, une partie de la presse occidentale a largement relayé l'idée que la coupure des terminaux Starlink utilisés par l'armée russe aurait provoqué un affaiblissement décisif de ses capacités sur le terrain. A l'en croire, l'absence de ce système de communication devait désorganiser le commandement et compromettre l'efficacité des forces engagées.

Les autorités militaires russes présentent toutefois une lecture radicalement différente de la situation. D'après le ministère de la Défense, l'arrêt de Starlink n'a entraîné aucune rupture ni dans les chaînes de commandement ni dans les échanges d'informations entre les unités déployées dans la zone de l'opération militaire spéciale. Les systèmes de communication et de gestion déjà en service continuent d'assurer un flux stable et sécurisé de données via des canaux fermés et protégés.

Le vice-ministre de la Défense, Alexeï Krivoroutchko, souligne que les terminaux Starlink seraient hors service depuis environ deux semaines, sans impact observable sur l'intensité ni sur l'efficacité des actions menées par les unités de drones. Cette continuité serait confirmée par les données de contrôle objectif, notamment en ce qui concerne les frappes contre les équipements et les effectifs adverses.

De son côté, le chef de la Direction principale des communications des forces armées, Valéry Tichkov, insiste sur le caractère multidimensionnel du dispositif de commandement. La gestion des troupes reposerait sur l'ensemble des moyens de transmission disponibles, et l'usage ponctuel d'équipements de communication adverses n'aurait concerné que certaines unités, principalement à des fins de tromperie ou pour frapper en profondeur.

Lu.

Pékin ne détient plus que 683 milliards de dollars d'obligations émises par le Trésor américain

C'est le minimum depuis 2008, contre 769 milliards de dollars l'année précédente.

Dans le même temps, les réserves d'or de la Chine augmentent pour le quinzième mois consécutif, atteignant 370 milliards de dollars, un nouveau record.

La Chine recommande à ses banques de limiter les investissements dans les obligations du Trésor américain afin de diversifier les risques

Cette réduction ne doit pas être lue comme un désengagement brutal, mais comme un mouvement de fond : réduire la vulnérabilité financière liée aux actifs libellés en dollars, sans provoquer de choc frontal sur les marchés.

Notons cependant que la Chine reste toujours le troisième plus grand acheteur d'obligations du Trésor américain

Mais c'est le Japon qui est le plus grand détenteur avec un montant de 1,2 billion de dollars.

Dans l'ensemble, les investisseurs étrangers détiennent 30% de la dette publique américaine totale.

Le marché interprète cette inflexion comme un signal fort sur l'évolution des équilibres monétaires internationaux.

Palestine occupée.

Tu parles, ils sont tous complices du génocide des Palestiniens par le gouvernement sioniste nazi, aucun n'a rompu ses relations avec les Etats-Unis !

À l'ONU, plus de 80 États condamnent la volonté d'Israël de s'"étendre" en Cisjordanie occupée – France 24 18 février 2026

Cisjordanie: de nouvelles mesures foncières israéliennes provoquent un tollé - AFP 17 février 2026

Cisjordanie occupée : des pays arabes et l'UE condamnent les mesures foncières israéliennes - France 24 16 février 2026

Et si ce n'était pas suffisant :

Conseil de paix : l'UE participera à la première réunion en tant qu'"observateur" - euronews 17 février 2026

Russie.

La Russie, ennemi utile des élites globalistes - RT 16 févr. 2026

Beaucoup se souviennent du discours de Munich prononcé par Hitler en 1938. Il est devenu très symbolique. Pourtant, celui de 1939, devant le Reichstag, en l'honneur des six années de prise de pouvoir par les nazis, est aujourd'hui d'une actualité étonnante.

Dans ce discours, Hitler accuse préventivement les Juifs d'être à l'origine d'une guerre mondiale qui se profile — et qui, en réalité, a déjà commencé du fait de la volonté hégémonique allemande. Remplacez aujourd'hui « *Juifs* » par « *Russes* », et la folie hégémonique allemande par celle des Atlantistes : vous obtenez une parfaite image de la Conférence de Munich de 2026.

Le Secrétaire d'État américain et le chancelier allemand donnent le ton du « *nouveau* » monde voulu par les Américains, un monde qui, en réalité, n'est qu'une parodie poussée à l'extrême de « *l'ancien* », celui de la mondialisation incontestée et atlantico-centrée.

Ainsi, déclare-t-il : « *Nous vivons dans une nouvelle ère géopolitique, et cela nous obligera tous à repenser, d'une manière ou d'une autre, à quoi cela ressemblera et quel sera notre rôle.* » Pour apporter immédiatement la réponse : « *Nous ne pouvons plus permettre à ceux qui menacent ouvertement nos citoyens et la stabilité mondiale de se cacher derrière le droit international, qu'ils violent eux-mêmes... Nous espérons que l'Europe nous rejoindra à nouveau sur ce chemin.* »

Non, ce n'est pas une parodie. Les États-Unis, qui violent la souveraineté des États quotidiennement, donc le droit international, ne parlent évidemment pas d'eux-mêmes, mais des « autres ». Les méchants, ceux qui ne sont pas soumis. Ceux qui ne veulent pas entrer dans le culte de « Trump, le pacifiste », tel Lénine sur son piédestal levant le bras pour montrer la voie. Au monde occidental, cette fois, comme Rubio l'affirme. Le monde occidental — « leur » monde.

La seule voie pour l'Europe est celle de la soumission totale aux États-Unis. Rubio vient de le rappeler. C'est pour cela qu'ils ont besoin de revenir sur les dérives idéologiques de la globalisation, qui ont affaibli les élites atlantistes dans les pays européens, fait monter les contestations populaires et, ce faisant, remis en cause la Globalisation comme seule et unique voie acceptable.

C'est en ce sens que les États-Unis ont besoin d'une Europe forte. Non pas d'une Europe européenne, mais d'une Europe qui soit en mesure de mettre en œuvre la politique déterminée aux États-Unis et de fournir les efforts suffisants pour défendre leurs intérêts dans le monde.

À ce sujet, comme l'a souligné le secrétaire général de l'OTAN, les États-Unis vont fournir 15 milliards de dollars d'armes à l'Ukraine cette année, armes qui seront payées par les pays de l'OTAN, dont les Européens. Et pendant ce temps-là, ces mêmes Américains se présentent comme arbitres dans le conflit en Ukraine et organisent une réunion de négociations avec la Russie « pour la paix », à Genève, qui a depuis longtemps renoncé à sa neutralité.

Le chancelier allemand relance la rhétorique américaine et prévient : le monde est au bord de la guerre. Il est vrai que les Atlantistes font tout pour cela... Et Merz de déclarer : « *Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de guerres et de conflits ouverts, qui nous tiennent en haleine et changent notre monde plus radicalement que nous ne l'avons cru pendant de nombreuses années.* »

Et dans cette logique, l'Allemagne est prête à mettre sur pied la plus grande armée d'Europe, comptant manifestement sur l'alignement de Macron pour offrir la dissuasion nucléaire, puisque la France et la Grande-Bretagne se préparent déjà à renforcer leur collaboration en la matière.

Il ne s'agit pas d'une armée « allemande », au sens classique du terme. Pas plus que la dissuasion nucléaire française ne peut rester « française ». Tout doit être « européenisé », afin de servir les intérêts atlantistes. L'UE, qui monopolise l'Europe aujourd'hui, n'est qu'un organe régional de gouvernance globale.

Rubio l'a bien précisé à Munich, sans aucune note d'humour : « *J'ai rencontré mes homologues du G7 à Munich pour promouvoir la vision du président des États-Unis consistant à construire la paix par la force. Nous avons discuté des efforts déployés pour mettre fin à la guerre russo-ukrainienne, promouvoir la stabilité au Venezuela et contrer les menaces mondiales afin de parvenir à la paix et à la prospérité internationales.* »

Nous parlons bien de la guerre en Ukraine, déclenchée justement par les Américains en 2014 pour affaiblir la Russie ; de l'agression du Venezuela, toujours par les Américains, ces derniers mois ; quant aux autres conflits, sans le soutien actif — et à peine dissimulé — des États-Unis, quand il ne s'agit pas de leur implication directe, une grande partie d'entre eux n'existeraient pas.

Qu'est-il donc reproché à ces pays ? De ne pas réfuter leur intérêt national au profit de l'intérêt supérieur globaliste, américano-centré. Et cela mérite bien une petite guerre, pardon, « la paix par la force ».

Et Macron tient la ligne américaine, celle d'une armée européenne. Qui doit se battre contre qui ? Manifestement contre la Russie — même après la « paix ». Une « armée » sans souverain national, entre les mains de puissances étrangères et globales.

La Russie est une menace constante — et utile. Les leaders européens le répètent en boucle. Elle représente pour eux, personnellement, une menace uniquement par son existence. L'UE annonce que la guerre en Ukraine est leur guerre, et un financement supplémentaire de 90 millions d'euros est lancé.

Il serait bien que les élites dirigeantes russes, manifestement partagées sur la voie des négociations, en tiennent compte. Rien ne sera plus « *comme avant* ». Ce monde et son illusion ont disparu. En revanche, le monde d'après dépendra, pour beaucoup, des choix politiques actuels de la Russie. Car aujourd'hui, c'est bien un combat pour ce futur monde qui se déroule.

« *Alors que la paix se dessine, la Russie continue de tuer des civils* », affirme Macron. Ou encore : « *Un jour, les Russes devront rendre compte de l'énormité de leurs crimes. Nous ne baisserons pas la garde.* » La Russie est l'ennemi de ces élites, européennes comme américaines.

La Conférence de Munich 2026 fut une redite de 1939. Ceux qui agressent et déstabilisent accusent les agressés. De quoi ? De ne pas s'être rendus sans se battre. Ces élites atlantistes, européennes et américaines, sont le véritable ennemi de la Russie en particulier, et du monde en général. Elles sont prêtes à tout pour garder et renforcer leur pouvoir. Et elles viennent de le déclarer ouvertement.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 février 2026

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur LFI et les partis du mouvement ouvrier, ainsi que les syndicats qui cautionnent le capitalisme, et qui par conséquent combattent le socialisme, mais il me semble que le moment serait mal choisi d'en rajouter une couche sur LFI tout du moins, quoique on ne peut pas se taire non plus. Leur collusion avec le régime n'est plus à démontrer. Souvenez-vous, un jour Mélenchon hurlait qu'il fallait « *tous les dégager* », et un autre il se voyait Premier ministre de Macron. Des exemples comme celui-ci ils en existent des centaines.

Quand vous êtes corrompu, vous n'êtes pas libre, on vous tient par les couilles, vous ne disposez pas de tous vos moyens. Vous êtes vulnérable et pas vraiment en mesure de vous défendre. Vous êtes l'otage de vos propres contradictions. Vous vivez sans cesse sous la menace d'un chantage ou d'une dénonciation qui vous conduirait à vous renier toujours davantage ou à trahir au moment décisif. Votre véritable nature apparaîtrait au grand jour, vous seriez perdu, mort politiquement, parfois en s'estimant heureux d'être encore en vie, et personne ne volerait à votre secours par crainte de subir le même sort que vous...

Je les considère comme de vulgaires escrocs, ils en ont fait leur fonds de commerce, ce sont des parasites au sein du mouvement ouvrier. Leurs détracteurs ne valent guère mieux ou ils sont bien pire encore, en réalité, ils les envient !

Pourquoi LFI a-t-il recruté ou fréquente-t-il des individus si peu recommandables, réputés pour leur violence, leur fanatisme, par nature incontrôlable, une source d'emmerdements un jour ou l'autre ?

L'opportunisme oscille en permanence entre collaboration ouverte avec le régime et gauchisme, c'est la raison pour laquelle on le combat, car il n'offre aucune perspective politique aux travailleurs ou aux militants. Recourir inutilement à la violence, n'a jamais permis de résoudre quoi que ce soit dans la vie, et bien il en est de même en politique. Pour autant nous ne la bannissons pas. Elle peut être légitime au titre de l'autodéfense seulement ou sur le plan défensif, mais en aucun cas offensif ou comme tactique collective, vous transformeriez la lutte des classes en champ de bataille et vous sortiriez perdant à tous les coups.

On pourrait peut-être prédire une grave crise politique au sein de LFI suite à cet épisode. Si vous me demandiez ce que j'en pense, je vous répondrais que je m'en fous, car il ne sortirait rien de bon de ce satellite de la social-démocratie dégénérée. Ce qui me débecte le plus chez eux, c'est leur lâcheté, on ne reparlera très bientôt.

J'appelle à boycotter les élections municipales dans la mesure où les maires ne sont que des auxiliaires de la Vé République, c'est inscrit noir sur blanc dans leur définition de fonction pour ceux qui l'ignoraient encore.

Provocation. Normalisation du nazisme. Les fachos ont déjà un ministre, il les autorise à parader dans les rues.

La marche en hommage à Quentin finalement autorisée par le gouvernement, malgré le risque de troubles - Le HuffPost 20 février 2026

Une marche en hommage à Quentin Deranque aura finalement bien lieu ce samedi à Lyon. « Je ne demande pas l'interdiction de cette manifestation », a indiqué ce vendredi 20 février le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, sur RTL.

« *Il y aura des militants d'ultra-droite, que les choses soient claires* », a confirmé vendredi Laurent Nuñez. Il a également indiqué que « *certaines militants d'ultragauche appellent à venir perturber cette manifestation* », assurant que les forces de l'ordre les empêcheraient d'agir. « *Je ne peux interdire une manifestation que lorsqu'il y a des risques majeurs de trouble à l'ordre public et que je ne suis pas en mesure de les contenir* », a-t-il ajouté. Le HuffPost 20 février 2026

Pour rappel :

- La France interdit toute manifestation pro-palestinienne et interpellera tout "fauteur de troubles" - radiofrance.fr 12 octobre 2023

Les néonazis jouent la carte de la victimisation, comment est-ce possible ?

Rappel - Le 14 novembre 2025, lors de l'assemblée générale de l'ONU une très large majorité de 114 pays a adopté une résolution appelant à lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et du racisme, la France l'a rejetée.

La France soutient et arment les régimes néonazis en place en Ukraine et en Palestine occupée.

Ceci doit expliquer cela.

"Justice pour Quentin" : 3 200 personnes ont défilé dans les rues de Lyon (préfecture) - Euronews 21 février 2026

Selon le politologue Xavier Crettiez, interviewé par Arte le 17 février, en 40 ans, outre les morts causés par les islamistes et les séparatistes, 53 personnes sont décédées lors de violences idéologiques, dont 5 sont du fait de l'ultragauche et 48 de l'ultradroite.

Malgré les consignes des organisateurs demandant à ne pas politiser l'événement, une partie de la foule, rassemblée derrière une banderole où il est écrit "*L'extrême gauche tue*", crie des slogans tels que "*LFI complice, antifas assassins*". (Courrier International 21 février 2026)

Et malgré les consignes passées de ne pas porter de cagoules et de dissimuler tout signe extrémiste, quelques-uns sont passés entre les mailles du filet. Les reporters de BFMTV constatent des croix gammées tatouées sur le visage d'un homme dans le cortège. Au moins deux saluts nazis ont été filmés, et plusieurs injures racistes ont été entendues.

Des phrases comme « *Sale Bougnoule ! Sale race !* » ont été entendues. Le service d'ordre tentait, visiblement difficilement, de limiter ces sorties racistes. « *Les gars il y a les caméras* », rappelaient-ils aux personnes à l'origine de ces propos. Il en a été de même lorsque des saluts nazis ont été observés. Ce service d'ordre a tenté, du début à la fin de cette marche, de tenir les journalistes avec leurs caméras éloignés du cortège. (Le HuffPost 22 février 2026)

Une personne, présente en queue de cortège, a été interpellée pour port d'armes (couteau et marteau), selon la préfecture du Rhône.

Les policiers et gendarmes sont appelés à "*prévenir ou détecter tout tag ou inscription susceptible de porter atteinte à la mémoire du défunt*", indique une source policière à BFMTV. Toute forme de contre-manifestation ce samedi est considérée comme interdite par la préfecture.

Après un passe d'armes entre Emmanuel Macron et Giorgia Meloni, qui a qualifié le tabassage à mort de Quentin Deranque d'"*une blessure pour toute l'Europe*", c'est au tour de l'administration Trump de commenter l'affaire française.

L'ambassade américaine à Paris a relayé un message du Bureau de lutte contre le terrorisme, rattaché au département d'État, affirmant que "*l'extrémisme de gauche violent est en hausse et son rôle dans la mort de Quentin Deranque démontre la menace qu'il représente pour la sécurité publique*".

"*Nous continuerons à suivre la situation et espérons que les auteurs de ces violences seront traduits en justice*", a ajouté le Bureau.

Jeudi, le candidat de la droite et du centre, Jean-Michel Aulas, a appelé, dans une tribune, à ce que le portrait du jeune homme soit affiché sur l'hôtel de ville. Euronews 21 février 2026

Quand l'Etat fait la promotion des néonazis.

Mort de Quentin Deranque : Dominique de Villepin craint que la « *diabolisation* » de LFI ouvre un « *corridor* » au RN - Le HuffPost 21 février 2026

Dans un long message publié ce jeudi 19 février sur les réseaux sociaux, l'ex-Premier ministre estime que « *ce tir croisé sur LFI* », auquel s'adonnent de nombreuses personnalités politiques de Sébastien Lecornu à Jordan Bardella en passant par Bruno Retailleau « *a un effet mécanique* » : « *il détourne l'attention du danger principal et contribue à normaliser l'extrême droite en la dispensant d'être interrogée comme elle devrait l'être* ». L'ancien chiraquien, à qui on prête des ambitions pour 2027, estime que « *renvoyer dos à dos toutes les radicalités comme si elles étaient de même nature, de même force, de même danger* » constitue « *une faute politique* ». (Non, c'est révélateur. – J-C)

Pour Dominique de Villepin, le parallèle dressé entre antifascistes et extrême droite ne tient pas. « *Les communistes des années 30 n'étaient pas des enfants de chœur, mais les renvoyer dos à dos avec les nervis fascistes, avec près d'un siècle de recul, nous semblerait fautif* », illustre-t-il. (Ils n'étaient déjà plus communistes, ceci explique cela. – J-C)

« *Même en termes de victimes, macabre décompte, l'extrême gauche a fait une victime ces cinq dernières années, les militants d'extrême droite en ont fait onze, essentiellement des victimes ciblées sur des bases religieuses et raciales, des motifs profondément politiques* », poursuit Dominique de Villepin, renvoyant aux travaux de chercheurs comme Nicolas Lebourg ou Isabelle Sommier

Autre raison pour laquelle Dominique de Villepin refuse de mettre un signe égal entre les deux camps politiques : l'un des deux a plus de chances de remporter les prochaines élections que l'autre. « *Le pays risque-t-il aujourd'hui de basculer dans un régime de gauche radicale ? Rien n'étaye cette idée, affirme-t-il. L'extrême droite est, elle, à 35 ou 40 %, et tous les sondages la donnent gagnante à l'élection présidentielle de 2027.* » Ce qui justifie pour lui de s'attaquer prioritairement au RN.

Autre raison pour laquelle Dominique de Villepin refuse de mettre un signe égal entre les deux camps politiques : l'un des deux a plus de chances de remporter les prochaines élections que l'autre. « *Le pays risque-t-il aujourd'hui de basculer dans un régime de gauche radicale ? Rien n'étaye cette idée, affirme-t-il. L'extrême droite est, elle, à 35 ou 40 %, et tous les sondages la donnent gagnante à l'élection présidentielle de 2027.* » Ce qui justifie pour lui de s'attaquer prioritairement au RN.

« *À force de concentrer les coups sur LFI, par tactique, par confort, par calcul, on crée un corridor de respectabilité pour le RN. On lui offre ce dont il a toujours rêvé : l'apparence de la normalité, le privilège d'être la réponse au désordre qu'il prospère à entretenir* », cingle l'ex-Premier ministre, qui n'est toutefois pas exempt de critiques à l'égard de La France insoumise qui, selon lui, ne devrait « *pas surenchérir* ». « *Cela suppose pour LFI de clarifier ses positions, de tenir ses rangs, de rompre avec toute ambiguïté* ». Jean-Luc Mélenchon y est-il prêt ?

J-C - Quelle « *ambiguïté* » ? Mélenchon avoue volontiers qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie du PS, il voue un culte à Mitterrand qui n'avait rien de socialiste ou de radical, c'est un pur produit de la Ve République, qu'il ne soit pas ingrat avec elle, est somme toute logique.

En famille de la droite à l'extrême droite.

- « *C'est un moment de recueillement et de respect pour notre jeune compatriote qui a été tué* », avait déclaré plus tôt le président français Emmanuel Macron depuis le Salon de l'agriculture à Paris. RT 21 février 2026

Ce sénateur LR explique pourquoi il s'est rendu à la marche pour Quentin Deranque - Le HuffPost 22 février 2026

Étienne Blanc, élu du Rhône, était à l'hommage organisé ce samedi 21 février à Lyon.

Celui qui est également conseiller municipal de la ville de Lyon était présent à la cérémonie religieuse organisée à l'église Saint-Georges que le militant nationaliste fréquentait.

Il a également pointé du doigt Grégory Doucet : « *Ce que je regrette c'est la position incompréhensible du maire de Lyon qui a eu des mots si peu adaptés, si peu de compassion, de*

compréhension ». Questionné sur l'idée qu'il aurait fallu faire un hommage national, il répond : « *Bien sûr (...) C'était au président de la République de le faire* ». Le HuffPost 22 février 2026

S'ils le revendiquent ou l'avouent eux-mêmes...

Municipales 2026 : Martine Vassal cite Pétain en exemple, en plein débat à Marseille, et déclenche un tollé - Le HuffPost 20 février 2026

Martine Vassal, candidate de la droite et du centre soutenue par Renaissance, MoDem, Horizons et LR, a affirmé partager « *les préoccupations de certaines personnes qui votent pour le Rassemblement national* » et que ses « *valeurs* » étaient « *le mérite, le travail, la famille, la patrie* ». Une formule qui reprend le slogan du Maréchal Pétain et qui est associée au régime collaborationniste de Vichy sous l'Occupation allemande de la Seconde Guerre Mondiale.

Sur le plateau, la réaction est immédiate. Le maire socialiste Benoît Payan lui lance qu'il s'agit du « *slogan du maréchal Pétain*. » Chose que la candidate de la droite et du centre assume pleinement. « *Oui, mais ce sont mes valeurs. J'assume mes valeurs* », répond-elle, ajoutant qu'elles sont peut-être « *passées de mode* » et disant y ajouter « *l'humanité* ».

Pas de quoi calmer le débat, sur X de nombreux élus de gauche sont tout simplement abasourdis. « *Mais cette candidate qui plagie un régime collaborationniste avec les nazis nous donne des leçons de République ?* », cingle Marine Tondelier, la patronne des Écologistes. Le secrétaire général du Parti Socialiste Pierre Juvet s'étrangle lui de voir que « *la droite est prête à toutes les compromissions pour séduire l'extrême droite* ». Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard a lui fustigé « *ces gens-là [qui] prétendent faire des cordons sanitaires pour sauver la République* », mais qui « *préparent en réalité l'arrivée du fascisme au pouvoir* ». Le HuffPost 20 février 2026

Normalisation du nazisme en France.

Le profil sulfureux d'Aliette Espieux, l'organisatrice de la marche en hommage à Quentin Deranque - Le HuffPost 20 février 2026

Parmi les organisateurs de cet événement prévu ce samedi 21 février se trouve Aliette Espieux. Pas encore trentenaire, cette militante anti-avortement est connue pour grenouiller dans tout ce que l'extrême droite produit de plus radical.

Sur son profil X, le tweet épinglé en accueil annonce la couleur : une diatribe violente contre Simone Veil, accusée par l'intéressée d'avoir « *causé le plus grand massacre de l'histoire de France* » en permettant la légalisation de l'avortement. « *10 millions d'enfants innocents. C'est la pire des atrocités. Pire que les grandes guerres* », ose-t-elle. Sa qualité de porte-parole de l'association Marche pour la vie lui avait d'ailleurs valu un portrait réalisé par Quotidien en janvier 2021, via lequel on apprenait au passage qu'elle avait (aussi) porté les couleurs du RN à Lyon à l'occasion des élections municipales de 2020.

Selon *Le Monde*, la jeune femme évolue aussi dans la galaxie de Pierre-Édouard Stérin, à travers notamment l'association de prières Hozana, financée par le milliardaire, au sein de laquelle elle est alternante en communication. Mais c'est un autre aspect de son profil qui interpelle. Comme le révèle *StreetPress*, Aliette Espieux est mariée à Eliot Bertin, l'ex-leader néonazi du groupuscule dissous Lyon populaire. Une figure bien connue de l'extrême droite radicale, comme de la rubrique faits divers. À l'hiver 2024, il a été mis en examen pour association de malfaiteurs et placé en détention provisoire, après l'attaque d'une conférence sur la Palestine en novembre 2023.

Le groupe qu'il a fondé, Lyon Populaire, a par ailleurs été dissous pour « *apologie de la collaboration avec le nazisme* » et provocation « *à la haine, à la violence et à la discrimination envers les étrangers* ». Pas forcément idéal comme profil pour promouvoir l'apaisement, dans un contexte aussi tendu où plusieurs groupuscules nationalistes révolutionnaires, français comme étrangers, ont annoncé leur participation à l'événement. Celui-ci sera, en partie, financé par une cagnotte relayée par le collectif identitaire Nemesis et dont la destinataire désignée n'est autre qu'Aliette Espieux. À ce jour, un peu plus de 10 000 euros ont été récoltés.

Mort de Quentin Deranque : Qui sont les organisateurs de la marche prévue ce samedi à Lyon ? - 20minutes.fr/AFP 21 février 2026

Elle sera encadrée par un dispositif policier renforcé à un « *haut niveau* », a annoncé la préfecture du Rhône, confirmant l'autorisation de l'événement malgré les appels à son interdiction. « *Conformément aux échanges avec la préfecture et les services de police, et selon le souhait de la famille de la victime, l'organisatrice s'est engagée à respecter scrupuleusement les consignes données, à savoir que cette marche revête un caractère pacifique et qu'elle ne donne lieu à aucune expression politique* », poursuivent les services de l'Etat dans un communiqué parvenu à la rédaction de 20 Minutes.

Plusieurs organisations d'extrême droite ont annoncé leur présence sur les réseaux sociaux, à l'instar des féministes identitaires de Némesis, du mouvement nationaliste et royaliste Action Française, du collectif Héritage Lyon ou encore du groupe nationaliste Allobroges Bourgoin, dont Quentin Deranque était l'un des fondateurs. Des militants européens sont également attendus, selon des échanges sur des comptes Telegram, certains ouvertement néonazis. Le militant d'extrême droite Yvan Benedetti, ex-président du groupe pétainiste L'Œuvre Française, dissous en 2013, condamné pour négationnisme et incitation à la haine raciale, a également confirmé sa présence au Progrès et au Parisien.

Du côté du Rassemblement national, on préfère prendre ses distances, « *sauf situation locale très particulière et strictement encadrée* ». Jordan Bardella a recommandé à ses cadres de ne pas se rendre aux hommages dans un courrier consulté par l'AFP ce vendredi, alors que plusieurs élus de son parti, dont l'eurodéputé Pierre-Romain Thionnet dont il est très proche, ont participé au rassemblement organisé dimanche 15 février à Paris par le groupuscule identitaire Les Natifs. (Quel aveu, car cela signifie qu'en temps normal, les cadres du RN-FN côtoient des néonazis, RN est un parti fasciste déguisé destiné à faire diversion pour soulager le parti de l'ordre du moment qui gouverne avec la complicité des partis qui figuraient dans le NFP, entre autres. - J-C)

Au-delà du symbole déconcertant, un malaise diffus entoure l'organisation de cette marche, dans une ville autant marquée par la violence politique que par la persistance des chapelles les plus rudes de l'extrême droite groupusculaire. Car c'est désormais une certitude, ce sont bien les franges les plus radicales de cette mouvance qui sont à la manœuvre.

La France insoumise mais aussi le maire de Lyon, Grégory Doucet, ont demandé son interdiction, par crainte de débordements. Une requête balayée d'un revers de main par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui estime que le dispositif policier sera assez important pour prévenir les troubles à l'ordre public. (Il voulait dire pour protéger les néonazis. - J-C)

Pendant ce temps, les nationalistes s'organisent. Sur les réseaux sociaux, les militants d'extrême droite font circuler un guide de bonne conduite, sur lequel ceux qui comptent participer au défilé sont priés de camoufler leurs signes distinctifs trahissant leur appartenance à l'extrême droite (comme les tatouages ou autres symboles) et de préférer un look discret aux tenues sombres et cagoulées (il est conseillé de privilégier les masques chirurgicaux) prisées par les adeptes des drapeaux noirs à croix celtiques. 20minutes.fr/AFP et Le HuffPost 21 février 2026

Agression de l'extrême droite à Toulouse.

Chaînes de vélo, barres de fer... : quinze néofascistes attaquent un bar et blessent trois personnes à Toulouse – revolutionpermanente.fr 18 février 2026

Après l'interdiction du rassemblement d'extrême droite « *pour Quentin* » et du contre-rassemblement antifasciste ce mardi à Toulouse, une quinzaine de militants se sont rassemblés aux abords du métro Palais de Justice, avant de descendre la Grande rue Saint-Michel pour y entreprendre une ratonnade improvisée. Sur le chemin, les néofascistes ont frappé une passante et menacé plusieurs autres avec des couteaux. En passant devant le bar Ôbohem, ils n'ont pu s'empêcher d'exprimer tout leur racisme, criant : « *Il faut sortir les arabes d'ici* », selon des témoins interrogés par Révolution Permanente. Ils ont ensuite attaqué l'Evasion Bar après que des clients ont entonné le chant antifasciste « *Siamo tutti antifascisti* ». Finalement chassés par les habitants du quartier et les clients du bar, les militants ont ensuite pris la fuite par la rue Saint-Léon, d'après des vidéos que Révolution Permanente a pu se procurer.

<https://www.revolutionpermanente.fr/Chaines-de-velo-barres-de-fer-quinze-neofascistes-attaquent-un-bar-et-blessent-trois-personnes-a>

L'oligarchie financière est le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Lecornu ose tout, il est son représentant.

Aymeric Caron porte plainte contre Sébastien Lecornu qui lui attribue « une phrase digne des nazis » - Le HuffPost 21 février 2026

Après Jean-Noël Barrot avec Francesca Albanese, Sébastien Lecornu est accusé de diffamation par Aymeric Caron. Le député membre du groupe de la France insoumise à l'Assemblée nationale reproche au chef du gouvernement de lui avoir attribué une phrase qu'il n'a pas prononcée.

Le Premier ministre « *m'a accusé d'avoir prononcé une phrase digne des nazis* » qui « *n'a évidemment jamais existé dans ma bouche ou sous ma plume* », s'est-il ainsi agacé sur les réseaux sociaux, annonçant le dépôt d'une plainte vendredi 20 février, lendemain de la sortie de Sébastien Lecornu.

Invité du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) pour son dîner annuel, ce dernier avait pointé du doigt l' élu parisien en l'intégrant dans ce qu'il appelle les « *nouveaux antisémites* ». « *Un chroniqueur médiatique, devenu député de la République* » a affirmé qu'« *ils ne font pas partie de la même espèce humaine que nous* ». Cette phrase, selon lui, comporte une « *ambiguïté soigneusement entretenue* » caractéristique des « *nouveaux antisémites* ».

Le locataire de Matignon faisait sans nul doute référence à un message publié par Aymeric Caron il y a deux ans sur les réseaux sociaux. Il répondait alors aux mots d'un internaute affirmant que la tragédie en cours à Gaza « *n'est plus une question politique. Ce n'est plus même une question de droit. C'est dorénavant la question de notre appartenance ou non à la même espèce humaine* ».

Voici les propos exacts du député, en réaction à cette publication : « *De manière évidente Gaza a montré que non, nous n'appartenons pas à la même espèce humaine. Il y a des soutiens qui ne seront jamais pardonnés, car ils ont montré la pourriture dans l'âme de certaines personnes* ». Ce vendredi, il dénonce le « *mensonge (...) intolérable* » du chef du gouvernement, et un procédé « *extrêmement grave* ».

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement est accusé de raccourcir ou d'orienter à charge les propos de personnalités particulièrement impliquées dans la défense des droits des Palestiniens. Récemment, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot s'est pris les pieds dans une polémique en demandant le départ d'une cadre de l'ONU, Francesca Albanese, en se basant sur les récriminations de députés macronistes qui eux-mêmes se fondaient sur une phrase que la juriste italienne n'a pas prononcée.

Face à la bronca – une centaine d'ex-diplomates, ministres et ambassadeurs ont accusé le Français de « *désinformation* » dans une lettre ouverte – le Quai d'Orsay avait fini par reconnaître une « *fausse phrase* ». Peu importe, selon Jean-Noël Barrot, puisque sa diatribe se justifiait vu « *l'ensemble de ses propos* ». De quoi inspirer Sébastien Lecornu ? Le HuffPost 21 février 2026

France.

Municipales 2026 : Le PS prêt à de « *rare*s » rapprochements avec des listes LFI mais sous conditions - 20 Minutes/AFP 20 février 2026

Le Parti socialiste admettra dans de « *rare*s cas de figure » des rapprochements avec LFI au second tour des élections municipales. Mais seulement si les candidats insoumis clarifient « *leur position sur le rapport de leur mouvement à la violence politique* », explique ce vendredi le secrétaire général du PS, Pierre Juvet.

« *Comme au premier tour, il n'y aura pas d'accord national avec la France insoumise* », précise-t-il.

J-C - De quelle "violence politique" s'agit-il en réalité ?

Traduction : Le PS étant devenu un parti néoconservateur, il exige que LFI rompe avec le socialisme révisionniste ou réformateur dont il se réclame, parce qu'il considère que revendiquer des réformes sociales favorables à la classe ouvrière constituerait une menace d'une violence

insupportable envers le capitalisme, il exige que LFI y renonce et fasse allégeance sans faille au régime fascisant en place.

En famille. PS : Le parti de l'OTAN et de la guerre. Ils ont un faible pour les nazis.

Olivier Faure se rendra en Ukraine pour les quatre ans de la guerre - BFMTV 20 février 2026

"L'Europe, et singulièrement la France, ont le devoir de se tenir aux côtés des Ukrainiens", indique Olivier Faure auprès de BFMTV.

"C'est pourquoi j'irai rappeler aux autorités du pays notre soutien indéfectible à l'occasion des quatre ans de la reprise du conflit", ajoute-t-il.

"Poutine mène une guerre contre l'Ukraine, et à travers elle, une guerre contre notre modèle démocratique", souligne l'élu de la 11e circonscription de Seine-et-Marne, qui réitère son soutien au peuple ukrainien.

L'oligarchie financière est le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Barrot ose tout, il est aussi son représentant.

Accusations de désinformation : plus de 150 ex-diplomates mettent en cause le chef de la diplomatie française - aa.com.tr 19 février 2026

Plus de 150 anciens diplomates, ministres et ambassadeurs ont accusé le chef de la diplomatie française de désinformation dans un communiqué conjoint consulté par Anadolu, appelant à des mesures correctives immédiates.

Une coalition internationale rassemblant d'anciens ministres, ambassadeurs, diplomates, parlementaires et hautes personnalités publiques affirme que le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a relayé publiquement des propos « *numériquement falsifiés* » attribués à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies, Francesca Albanese.

Selon la coalition, ces éléments inexacts auraient été utilisés pour discréditer une titulaire d'un mandat indépendant de l'ONU. Elle estime que « *le recours à des informations manipulées porte atteinte à l'intégrité des institutions internationales* », et avertit que de telles pratiques « *minent la confiance dans le droit international et affaiblissent les principes de responsabilité et de transparence qui fondent la diplomatie multilatérale* ».

Pour rappel, le 11 février 2026, Jean-Noël Barrot a attribué à Mme Albanese des propos présentés comme issus de son intervention au Forum des médias d'Al Jazeera, tenu le 7 février 2026, allant jusqu'à appeler publiquement à sa démission.

Toutefois, une vérification indépendante des faits menée par le programme « Truth or Fake » de France 24 a établi que la rapporteuse onusienne n'avait jamais qualifié Israël d'« *ennemi commun de l'humanité* », contrairement aux affirmations relayées.

Dans ce contexte, Francesca Albanese a rappelé un principe central du droit international, soulignant que « *l'imputabilité des violations graves du droit international constitue une obligation juridique, non un choix politique* », et que « *les responsables doivent être poursuivis* ».

Allant plus loin, la rapporteuse a mis en garde contre les conséquences de l'inaction. Elle a averti que « *le défaut d'application de cette responsabilité favorise l'impunité, mine la crédibilité des protections juridiques internationales et compromet les instruments fondamentaux du droit international* », citant notamment la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Jean-Noël Barrot a maintenu mercredi, devant Assemblée nationale, sa demande de démission de la Rapporteuse spéciale de l'ONU Francesca Albanese, rejetant tout appel à une rectification de propos jugés inexacts.

Interpellé lors des questions au gouvernement par la députée LFI Andrée Taurinya, qui dénonçait une « *déformation* » des déclarations de la Rapporteuse spéciale, le chef de la diplomatie a défendu sa position exprimée le 11 février.

« *Les fake news, ça suffit. Je n'ai ni déformé, ni tronqué les propos de Madame Albanese* », a répondu Barrot dans l'hémicycle. « *Je les ai tout simplement condamnés parce qu'ils sont condamnables.* » aa.com.tr 19 février 2026

Capitalisme : Stop ou encore ?

Des millionnaires qui ne paient pas d'impôts sur le revenu - Le HuffPost 19 février 2026

Les chiffres, publiés en premier par Le Monde, donnent le vertige : en 2024, 18 525 foyers fiscaux dont le patrimoine était supérieur à 1,3 million d'euros (on estime à 186 000 ménages le nombre de personnes assujettis à l'impôt sur la fortune immobilière) n'ont pas payé un centime d'impôts sur le revenu. Le chiffre est ramené à 13 335 si l'on enlève ceux qui ne sont pas résidents fiscaux ou qui sont décédés dans l'année.

En France, 13 335 millionnaires ne payent aucun impôt sur le revenu. Ce chiffre inouï, particulièrement élevé, ressort des documents fournis par le ministère de l'Économie et des Finances à deux sénateurs, Claude Raynal (PS) et Jean-François Husson (LR). Il illustre à lui seul la capacité des grandes fortunes à contourner l'impôt, là où l'immense majorité des Français imposables est sommée de payer rubis sur l'ongle.

A contrario, les documents exposent le cas d'un foyer déclarant 142 millions d'euros de patrimoine immobilier et qui n'a pas payé un centime sur le revenu. Cela ne veut évidemment pas dire que ce foyer ne s'est pas acquitté d'autres taxes, mais cette situation met en lumière les niches fiscales à destination des plus riches autant que les stratégies d'optimisation voire de fraude fiscale mises en place.

Combat contre la mystification climatique.

Lu.

Le désert du Sahara, de tous les endroits, a rétréci d'environ 8% depuis les années 1980 grâce à l'augmentation des niveaux de CO₂ alimentant une remarquable renaissance verte mondiale.

Les données des instruments AVHRR et MODIS de la NASA montrent que 25% à 50% des terres végétalisées de la Terre sont devenues nettement plus vertes, soit une superficie équivalente à environ deux fois celle des États-Unis continentaux.

La fertilisation au CO₂ a généré environ 70% de cette croissance, rendant les plantes plus efficaces avec l'eau en réduisant le temps pendant lequel les stomates (pores des feuilles) restent ouverts, ce qui à son tour réduit la perte d'eau et renforce la résistance à la sécheresse.

Cela a permis à la végétation de reconquérir les zones arides en bordure du Sahel (la frange sud du Sahara), au Moyen-Orient et dans l'arrière-pays australien. Le Sahara, à lui seul, a perdu environ 8% de sa superficie désertique, soit l'équivalent de plus de 700 000 km² de couverture végétale supplémentaire, repoussant ainsi les étendues de sable stériles dans des zones autrefois inhospitalières.

La concentration de CO₂ atmosphérique se situe actuellement autour de 430 ppm (niveaux prévus début 2026), permettant aux plantes de prospérer là où elles ne le pouvaient pas auparavant. Si le changement climatique engendre de sérieux défis, ce reverdissement témoigne d'un bénéfice clair et mesurable lié à une concentration plus élevée de CO₂ : une planète plus verte et plus résiliente dans de nombreuses régions arides.

Voici un résumé factuel basé sur les sources scientifiques principales :

Étendue du reverdissement : Des études clés, comme celle publiée en 2016 dans Nature Climate Change (Zhu et al., avec participation de chercheurs de la NASA et Boston University), montrent une augmentation significative de la surface foliaire (LAI, Leaf Area Index) sur 25% à 50% des terres végétalisées de la planète depuis les années 1980. Cela représente une superficie additionnelle de verdure équivalente à environ deux fois les États-Unis continentaux, comme mentionné dans votre texte. Des mises à jour récentes confirment que la tendance se poursuit, avec des pics récents (par exemple en 2020 comme année particulièrement verte dans certains records).

Rôle dominant du CO₂ : Les modélisations factoriales indiquent que la fertilisation par CO₂ explique environ 70% de cette tendance au reverdissement global. Le CO₂ permet aux plantes d'ouvrir moins longtemps leurs stomates pour capter le carbone nécessaire, réduisant ainsi les pertes d'eau par transpiration. Cela rend les végétaux plus efficaces hydriquement et plus résistants à la sécheresse, favorisant leur expansion dans les zones arides semi-désertiques.

Régions concernées : Le Sahel (frange sud du Sahara) montre un reverdissement marqué, lié à la fois à une reprise des pluies après les sécheresses des années 1970-1980 et à l'effet CO₂. Des zones au Moyen-Orient, en Australie intérieure et ailleurs en zones arides bénéficient aussi. Cependant, pour le Sahara lui-même, les affirmations d'une réduction de 8% de sa superficie désertique (environ 700 000 km² de végétation supplémentaire) circulent dans des posts et discussions en ligne, mais elles ne sont pas confirmées par les études principales de la NASA ou récentes. Le Sahara reste majoritairement stable ou en légère expansion dans certaines parties selon des analyses (par exemple, une étude de 2020 note une expansion nette de ~8% sur 1950-2015 due à d'autres

facteurs climatiques, mais le reverdissement est plus prononcé au Sahel qu'au cœur du désert). Le «*reverdissement du Sahel*» est bien observé, mais pas une contraction massive du Sahara central.

Niveaux de CO₂ actuels : En février 2026, les concentrations atmosphériques de CO₂ (mesurées à Mauna Loa par la NOAA) oscillent autour de 429-430 ppm, ce qui correspond bien à votre mention de ~430 ppm. C'est en hausse continue par rapport aux ~340 ppm des années 1980.

Venezuela.

Venezuela : Report de l'audience du président Nicolas Maduro et de Cilia Flores - Bolivar Infos 19 Février 2026

La cour fédérale de New York a reporté au 26 mars 2026 la seconde audience du président du Venezuela, Nicolas Maduro et de son épouse, la première combattante et députée, Cilia Flores, après un accord entre le procureur et la défense.

Ce changement de date de l'audience prévue à l'origine pour le 17 mars a été autorisé par le juge Alvin K. Hellerstein à cause de « *problèmes de planification et de logistique* », selon le document officiel.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 février 2026

Allez, faites-le ! Ces agents de la guerre.

- « *Le choix revient entièrement à Donald Trump.* »

(Son of the New American Revolution - Larry C Johnson 24 février 2026)

Trump ne « *choisit* » rien

Face à une menace de guerre, il y avait deux attitudes possible à adopter : soit affirmer qu'elle aura lieu, allez savoir pourquoi, soit qu'elle n'aurait pas lieu parce qu'on souhaiterait que les Américains y renoncent.

Alors qu'est-ce qui se passe ? La quasi-totalité des médias officiels et dits alternatifs ont opté pour la guerre, selon eux, la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran va avoir lieu, elle est inévitable, pire, ils y préparent les esprits de sorte que chacun aura bonne conscience de se dire : personne ne pouvait l'éviter, personne n'y est pour rien, c'est malheureux, il faut faire avec sur un ton résigné.

Trump n'a même plus besoin de déclencher la guerre contre l'Iran, c'est comme si c'était déjà fait, la totalité des médias s'en est déjà chargé !

Quelle époque ! Et mes lecteurs, ils en pensent quoi ?

Les Etats-Unis qui vivent très largement au-dessus de leurs moyens depuis 80 ans, ont épuisé leur potentiel de développement et hypothéqué leur avenir : la place de leur monnaie dans les transactions internationales est contestée, sa supériorité industrielle, technologique, militaire l'est tout autant, il ne leur reste plus que le dollar et leur arsenal militaire qu'ils utilisent comme moyens de chantage ou menace guerrière pour tenter de conserver leur hégémonie sur le reste du monde, je crois que la plupart d'entre nous l'ont bien compris.

Cependant, on ignore quelles sont les réelles intentions du dictateur Trump, une sorte de mégalomane fanatique, fasciste, cruel, corrompu et dépravé qui se prend pour l'empereur du monde, parce qu'on ignore comment fonctionne réellement l'oligarchie financière anglo-saxonne, comment se répartit le pouvoir entre les différents clans mafieux et criminels de la finance américaine. Du coup, tout le monde ou presque échafaude quotidiennement des scénarios sans vraiment savoir de quoi il retourne, donnant l'impression d'une confusion extrême de nature anxiogène ou propre à alimenter l'état de psychose collective qui prédomine en occident depuis

janvier 2020, je précise, parce que d'où je vous écris, pratiquement personne n'y pense ou nous ne sommes pas sujet à ce traumatisme, qui s'avère être le tribu à payer des privilégiés.

Tous les matins, je consulte de nombreux articles, j'en lis deux ou trois très attentivement en essayant de comprendre ou d'imaginer ce qu'ils impliquent sans pouvoir dégager la moindre certitude compte tenu qu'il me manque des éléments pour aller au bout de mon analyse.

Si je savais exactement quel est le rapport de force qui existe entre les différents clans de l'oligarchie anglo-saxonne, qui les composent, j'aurais une idée précise sur leurs intentions, j'ai bien tenté de le savoir, et j'avais entrepris de rédiger un très long article à ce sujet, mais j'ai été obligé de le laisser en plan car trop de questions restaient sans réponses, je me suis dit que cela ne servirait pas à grand-chose ou à rien de produire une analyse beaucoup trop superficielle ou incomplète à mon goût, comme on en lit des centaines chaque semaine.

Par conséquent, on se contentera de ce qu'on sait, et tant pis si cela comporte des lacunes, au besoin on rectifiera au fur et à mesure que la situation s'éclaircira.

J'ai déjà publié une analyse sur la situation mondiale sur la base des rapports économiques qui déterminent la politique des différentes puissances. Je n'ai rien à ajouter ni à retirer ni à modifier, qu'il y ait une guerre ou non entre les Etats-Unis et l'Iran ne modifierait rien fondamentalement, car quelles que soient les conséquences qui en découleraient, je ne vois pas en quoi cela modifierait les immenses besoins dont tous les peuples à travers le monde exigent la satisfaction, ni comment ni pourquoi les Etats-Unis pourraient y répondre plus favorablement qu'avant cette guerre, dont le coût et les répercussions politiques seraient astronomiques.

Parmi les oligarques américains, il y en qui sont encore plus cinglés que les autres, cela a toujours existé depuis l'avènement du capitalisme, à la fin du XIXe siècle et au cours du XXe, ils fomentèrent deux guerres mondiales, toutes les guerres auxquelles furent associées les Etats-Unis sur tous les continents depuis leur naissance, chaque fois ce fut la branche historique de l'oligarchie anglo-saxonne qui en fut à l'origine ou qui les financèrent, afin de s'enrichir davantage et accroître son pouvoir politique sur des Etats faibles ou démunis, dans le but de concentrer un jour suffisamment de richesses et de pouvoir politique pour régner sans partage sur le monde.

Aujourd'hui, j'ignore si c'est cette branche-là qui est aux commandes et qui actionne la marionnette Trump, parce que l'oligarchie anglo-saxonne est devenue très hétérogène avec l'expansion mondiale du capitalisme. Sa branche historique, disons celle des Rockefeller, ne peut pas contrôler à elle seule tous les secteurs économiques, elle a dû déléguer ce pouvoir, et rien ne dit qu'il ne lui a pas échappé au profit de très dangereux dingues incontrôlables de la pire espèce. Cette précision, parce qu'en observant à de nombreuses reprises les réactions de *The Economist* (Rothschild), j'ai constaté qu'ils ne poussaient pas systématiquement à la guerre, qu'ils avaient adopté des positions très critiques vis-à-vis de la politique du gouvernement américain, j'en avais donc conclu que d'autres clans de l'oligarchie aux réactions imprévisibles étaient à la manœuvre à Washington. Je crois que le véritable danger est là quand on évoque la guerre.

Il ne faut pas oublier qu'à l'arrivée, la guerre sape le moral et le soutien des masses dans les régimes en place, elle alimente la lutte de classe du prolétariat, puisque c'est lui qui en est toujours la principale victime. Je ne dis pas cela par démagogie ou pour se consoler, non, c'est la réalité, c'est dialectique.

En famille.

Lu dans un article publié par un média dit indépendant.

Ne connaissent-ils pas la célèbre formule du journaliste Emerson : *«Nos dirigeants et nos gouvernants sont des gens à plaindre, car ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire.»*

Il leur faudrait déjà comprendre à qui ils ont à faire. Et cela, à l'évidence, ils ne le savent pas! (...)

Et c'est bien là que l'on découvre des dirigeants qui ne savent pas quoi faire. Car en vérité, quels changements effectifs observés depuis vingt, trente ans ou plus ? Rien, désespérément rien !

J-C – Les malheureux, il faudrait plaindre ces salopards et en attendre quelque chose, ben voyons !

L'objectif de cet article était de faire croire aux lecteurs qu'il suffirait de changer de dirigeants à la tête de l'Etat sans changer de régime politique et économique, sans se débarrasser de la Constitution et des institutions de la V^e République pour que par miracle tous nos problèmes soient résolus. Cet article avait pour fonction de les légitimer. Mieux, il n'envisageait même pas de chasser le personnel politique en place, puisqu'il était prêt à le conseiller pour qu'il reste en place. Il écrira :

- "On pourrait leur suggérer..."

- "Revenez plutôt aux conseils de parents aimants et avisés..."

J-C - Voilà pour l'opposition contrôlée ou la fausse opposition au régime.

Lu.

À l'origine, le quatrième pouvoir désignait la presse et plus largement les médias (journaux, télévision, radio, internet aujourd'hui). L'expression vient de l'idée que, dans une démocratie, les médias constituent un contre-pouvoir essentiel face aux trois pouvoirs officiels de l'État :

- Le pouvoir exécutif (gouvernement),
- Le pouvoir législatif (parlement),
- Le pouvoir judiciaire (justice).

On peut le résumer ainsi : *«Le quatrième pouvoir, c'est la presse et les médias, chargés de surveiller, informer et critiquer les trois pouvoirs de l'État. Véritable contre-pouvoir démocratique, ils éclairent l'opinion publique, révèlent les abus et empêchent, en théorie, les dérives autoritaires»*. En bref, c'est le *«chien de garde de la démocratie»*...

J-C - Vous y croyez vraiment, vous ? Quelle supercherie ! Au passage, comme quoi la démocratie n'existe pas.

Les médias n'ont jamais constitué un "contre-pouvoir" au régime en place, c'est en réalité *«le quatrième pouvoir»* est lié étroitement aux trois autres au service du capitalisme.

- Les médias alternatifs libres et indépendants ne sont pas nés comme une opposition idéologique aux médias traditionnels, par simple principe.

J-C - On s'en est aperçu, merci ! Tous ont adopté l'idéologie capitaliste, tout le reste est du baratin ou démagogie.

- Pendant longtemps, les médias traditionnels ont occupé une position de quasi-monopole dans la médiation du réel. Ils sélectionnaient les faits, hiérarchisaient l'information, posaient le cadre interprétatif, et bénéficiaient en retour d'un capital de confiance implicite.

J-C - Cela ne s'applique-t-il pas aux médias dits alternatifs ? Interpellez-les comme je le fais parfois et vous en serez convaincu.

- Les médias traditionnels, dit «médias mainstream» ont tous été rachetés par une poignée de milliardaires, non pas pour s'enrichir encore plus, mais bien pour maîtriser l'information. Année après année, ces médias ne sont plus que des diffuseurs de narratifs, de récits, qui sont imposés. Aujourd'hui, ces médias sont également devenus les diffuseurs de propagandes du pouvoir. On se doit aussi d'expliquer que non seulement ces médias contrôlés appartiennent à des milliardaires, mais ils se voient octroyer des subsides indécents, ceux-ci sortant de la poche des citoyens qui, en fin de compte, paient leur propre désinformation.

J-C - Cette focalisation sur les médias dit «médias mainstream» a quelque chose de suspect, mais quoi ?

Ils leur prêtent un pouvoir exorbitant pour mieux camoufler leur collusion avec le régime en place. Mais comment ? C'est très simple à comprendre.

Ils s'intéressent davantage aux interprétations frauduleuses des faits qu'aux faits eux-mêmes, qui eux seuls sont révélateurs de ce qui se passe réellement. Pas toujours, certes, quand cela les arrange ils sélectionnent certains faits, mais en censurent d'autres parce qu'ils porteraient atteintes aux fondements du capitalisme ou déstabiliseraient le régime en place. Ils ne vont jamais au bout de leurs analyses, car ce serait trop compromettant ou incompatible avec leurs réelles intentions. Ils ne proposent jamais rien pour modifier le cours des choses, ils brassent du vent

Du coup, à l'arrivée vous ne serez pas plus avancés ou vous serez passés à côté de l'essentiel, et 10 ou 30 ans plus tard vous en serez toujours au même point, votre niveau de conscience politique n'aura pas progressé, puisque vos connaissances n'auront pratiquement pas évolué au contact de ces médias dits alternatifs qui peuvent vous révéler une partie des faits, mais sans jamais réellement remonter à leur origine contrairement à ce qu'ils prétendent souvent. Cela me fait penser, à ce qu'on a pu lire dans de nombreux commentaires de lecteurs figurant à la suite d'articles publiés par des médias dits alternatifs, signalant que pendant des décennies ils avaient été abonnés à certains journaux (Libération, Charlie Hebdo, Le Canard enchaîné, par exemple) ou certaines revues, et que c'était seulement maintenant qu'ils découvraient leur véritable nature réactionnaire, ils ont les mêmes réactions vis-à-vis de certains de ces médias ou blogs, par exemple Mediapart, en fait tous les supports numériques dits de gauche.

Pour attirer "*le client*", le pigeon on devrait dire, les médias dits indépendants recourent à plusieurs méthodes que j'ai déjà signalées, la plus courante est celle des titres énigmatiques, ne sachant pas si ces articles renfermeraient des infos utiles ou non, par crainte de passer à côté bêtement, les lecteurs cliquent sur ces titres, commencent à lire ces articles, pour s'apercevoir plus ou moins rapidement

qu'ils avaient été bernés par des titres accrocheurs et des articles réchauffés ou merdiques, entre temps ils auront perdu un temps précieux qu'ils auraient pu consacrer à réfléchir.

Quelques exemples avec le blog Réseau International.

- La problématique du Donbass ukrainien - 19 février 2026
- L'Obstination Vivante - 20 février 2026
- La parole sans poids - 20 février 2026
- Le dangereux Macron - 20 février 2026
- 2008 – Qui ? – Avec Pierre Jovanovic - 20 février 2026
- N'ont-ils rien compris ? - 20 février 2026
- Le hors-série spécial Epstein est arrivé ! - 20 février 2026
- La fin du bal des vampires - 20 février 2026
- Il est minuit moins une - 20 février 2026
- Mieux se comprendre - 22 février 2026
- Ici Moscou : Déclarations inouïes - 22 février 2026
- Vous avez des preuves ? - 23 février 2026
- Une seule guerre - 24 février 2026
- L'effet Flamingo - 24 février 2026
- L'Occident déconcerté - 24 février 2026

Découvert par hasard le 23 février 2026 à 11h44.

Inde : 300 millions de travailleurs et de paysans font grève contre la réforme du travail de Modi - 22 février revolutionpermanente.fr

Au cœur du conflit se trouvent les quatre nouveaux codes du travail imposés par le gouvernement de Narendra Modi. Cette réforme du travail unifie les lois du travail antérieures, au prix d'un affaiblissement historique des droits des travailleurs. Elle facilite la radiation des syndicats, la fermeture d'usines et le licenciement de travailleurs. Elle rend plus difficile l'organisation d'une grève légale, tout en facilitant l'emprisonnement de ceux qui en organisent une illégalement. Les contrats à durée indéterminée sont remplacés par des contrats plus précaires à durée déterminée, et la journée de travail peut être portée à 12 heures...

J-C - Désolé, pas vu, pas entendu parler ! Je vis en Inde depuis 30 ans, dans un village situé dans un district où figurent plusieurs zones industriels de taille moyenne. Quand je sors de chez moi, je rattrape la route qui y mène, le 12 février je n'ai rien remarqué de particulier. Je crois qu'en dehors des grandes villes ou des grands centres urbains, l'activité politique est quasiment nulle, sauf au moment des élections où des meetings sont organisés sur la place publique, on ne peut pas les manquer parce qu'ils perturbent la circulation. Elle ne concerne que les classes supérieures, c'est-à-dire, une infime minorité des 1,480 milliard d'Indiens qui se débattent quotidiennement pour survivre.

Ici, la main d'œuvre est taillable et corvéable à merci, règne le patron de droit divin, leurs employés sont leurs sujets, leurs esclaves pour ainsi dire. Je connais de très nombreux Indiens de tout âge qui ne sont ni des excités ni des rebelles, pour autant, assez régulièrement ils changent d'employeurs parce qu'ils n'en peuvent plus, tout en sachant que le même sort les attend ailleurs, cela doit les soulager de changer d'environnement. Il m'est arrivé des centaines de fois d'observer leurs rapports, de voir des travailleurs humiliés ou traités comme des chiens sans pouvoir répondre sous peine d'être virés sur le champ. Chaque fois que c'est possible j'échange quelques mots avec eux ou je les questionne sur leur salaire ou leurs conditions de travail, je partage leur souffrance et je leur manifeste ma solidarité, ce qu'ils apprécient. J'ai vécu cela tellement de fois en France.

Qui a dit ? Ils osent tout.

- LFI est *"une machine à fabriquer du vote RN"*

Réponse : Bernard Cazeneuve (PS), sur BFMTV le 23 février 2026.

Alors que tout le monde ou devrait savoir, que c'est le PS au pouvoir depuis mai 1981, qui créa SOS racisme en 1984 (Julien Dray et Harlem Désir), afin d'instrumentaliser le FN pour diviser ou affaiblir conservateurs (UDR) et libéraux (UDF).

Cela devait leur servir de caution de gauche, tandis qu'ils appliquaient au gouvernement une politique brutale d'austérité, entre autres.

En famille. NPA mea culpa.

À Lyon, les regrettables conséquences de la fascisation ambiante - Hebdo L'Anticapitaliste - 788 (19/02/2026)

Ils s'apitoient sur, je cite : *"la mort regrettable d'un militant de l'extrême droite nationaliste"*, je ne crois pas que ses potentiels innocentes victimes le regretteront, non ? Moi non plus.

Rien ne se passe vraiment comme prévu et c'est tant mieux.

- Donald Trump dément tout désaccord avec son chef d'état-major Dan Caine sur l'Iran - RFI 24 février 2026

- "Une attaque directe contre la viabilité de l'État palestinien": près de 20 pays, dont la France, dénoncent une stratégie d'"annexion de facto" de la Cisjordanie par Israël - BFMTV 24 février 2026
- Le double veto hongrois bloque un prêt à l'Ukraine et le 20e paquet de sanctions contre la Russie - euronews 24 février 2026
- Droits de douane annulés par la Cour suprême américaine: qui sont les grands gagnants en Afrique? - RFI 24 février 2026
- Droits de douane: les eurodéputés suspendent l'accord UE/USA, après le revers infligé à Trump - AFP 23 février 2026
- La colère des autorités françaises après le nouveau lapin posé par l'ambassadeur américain - Le HuffPost 24 février 2026
- Diplomatie : L'ambassadeur américain privé d'accès au gouvernement... Une sanction vraiment efficace ? - 20minutes.fr 24 février 2026
- La Chine sanctionne des entreprises japonaises sur fond de tension entre Pékin et Tokyo - RFI 24 février 2026

Inversion accusatoire.

- Le chancelier allemand dénonce la "barbarie" de la Russie après quatre ans de guerre contre l'Ukraine - BFMTV 23 février 2026
- Forte de son passé outre-mer, la France qualifie le conflit en Ukraine de «guerre coloniale» - RT 24 février 2026

Lu.

Cecil Rhodes fut peut-être l'impérialiste le plus décomplexé de l'ère moderne. Dans sa «Confession de foi» de 1877, il écrivait :

«Je soutiens que nous sommes la race la plus noble du monde et que plus nous occupons de territoire, mieux c'est pour l'humanité. Imaginez un instant les régions actuellement peuplées par les individus les plus méprisables : quel changement s'opérerait leur passage sous influence anglo-saxonne ! Voyez aussi les emplois supplémentaires qu'un nouveau pays ajouté à nos possessions engendrerait.

En réalité, nous limitons le nombre de nos enfants et, faute de territoire, nous ne mettons peut-être au monde que la moitié des êtres humains que nous pourrions avoir. Si nous avions conservé l'Amérique, il y aurait aujourd'hui des millions d'Anglais de plus.

Je soutiens que chaque acre ajoutée à notre territoire signifie la naissance future d'un nombre croissant d'Anglais qui, autrement, ne verraient jamais le jour. De plus, l'absorption de la plus grande partie du monde sous notre domination signifierait tout simplement la fin de toutes les guerres».

Rhodes a toujours regretté que l'Empire britannique ait perdu ses colonies d'Amérique du Nord. Il souhaitait que les États-Unis s'unissent à la Grande-Bretagne pour créer un grand empire anglo-saxon racialement supérieur, qui régnerait sur une Pax Britannica mondiale.

«Pourquoi ne formerions-nous pas une société secrète ayant pour seul objectif l'expansion de l'Empire britannique et la soumission du monde entier, considéré comme non civilisé, à la domination britannique, afin de reconquérir les États-Unis et de faire de la race anglo-saxonne un seul empire ? Quel rêve ! Et pourtant, il est probable, il est possible».

Marco Rubio, secrétaire d'État et conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, s'est adressé à la nation lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, pour prononcer un discours digne de Rhodes, un discours qui aurait pu laisser croire à Rhodes que les États-Unis étaient revenus à leurs racines anglo-saxonnes.

Rubio a déclaré que les Américains et les Européens *«font partie d'une même civilisation – la civilisation occidentale. Nous sommes liés les uns aux autres par les liens les plus profonds qui soient, forgés par des siècles d'histoire commune, de foi chrétienne, de culture, de patrimoine, de langue, d'ascendance et par les sacrifices consentis par nos ancêtres pour la civilisation commune dont nous sommes les héritiers».*

Il a alors demandé : *«Pour quoi les États-Unis et leurs alliés occidentaux se battent-ils ?»*

«Les armées combattent pour un peuple ; les armées combattent pour une nation. Les armées combattent pour un mode de vie. Et c'est ce que nous défendons : une grande civilisation qui a toutes les raisons d'être fière de son histoire, confiante en son avenir et qui aspire à toujours être maîtresse de son destin économique et politique».

Rubio balaie d'un revers de main sept décennies d'anticolonialisme, arguant qu'elles ont entravé la grandeur américaine et occidentale. Il n'y a pas de quoi avoir honte du passé colonial de l'Occident, marqué par l'esclavage et les abus, et l'avenir est à nouveau à portée de main.

Les grands trésors culturels de l'Europe, bâtis sur l'exploitation des colonies, *«préfigurent les merveilles qui nous attendent. Mais ce n'est qu'en assumant pleinement notre héritage et en étant fiers de ce patrimoine commun que nous pourrons, ensemble, entreprendre d'imaginer et de façonner notre avenir économique et politique».*

L'Occident doit se défaire de toute culpabilité résiduelle liée à son passé colonialiste et réaffirmer fièrement sa domination, comme au temps des conquêtes et des expansions. La belle époque de Cecil Rhodes. Le Groenland, le Canada, le Venezuela et bientôt l'Iran sont des cibles impérialistes déclarées de l'administration Trump.

Dans son discours d'investiture de janvier 2025, Donald Trump l'a affirmé clairement :

«L'Amérique retrouvera la place qui lui revient de droit en tant que nation la plus grande, la plus puissante et la plus respectée de la planète, inspirant l'admiration et la crainte du monde entier. À partir de cet instant, le déclin de l'Amérique est terminé».

Trump a déclaré :

«Il est temps pour nous d'agir à nouveau avec le courage, la vigueur et la vitalité de la plus grande civilisation de l'histoire. (...) Les États-Unis se considéreront à nouveau comme une nation en pleine croissance, une nation qui accroît sa richesse, étend son territoire, construit ses villes, élève ses ambitions et porte son drapeau vers de nouveaux et magnifiques horizons».

Capitalisme : Stop ou encore ? Ils n'ont que la guerre comme perspective à offrir à leurs peuples.

La Pologne quitte la convention d'Ottawa et pourra miner sa frontière orientale - euronews 20 février 2026

En sortant de cette convention, signée quatorze ans plus tôt, Varsovie entend défendre la frontière que le pays partage avec la Russie et le Bélarus. L'année passée, l'Ukraine, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont quitté le traité pour la même raison.

Estonie et Lettonie : des centaines de bunkers vont être déployés à la frontière avec la Russie et le Bélarus - euronews 20 février 2026

L'Estonie et la Lettonie vont acquérir des centaines de bunkers afin de renforcer leur frontière orientale avec la Russie. Le Centre estonien pour les investissements de défense (RKIK) et le ministère letton de la Défense ont lancé un appel d'offres conjoint portant sur l'achat de 600 bunkers en béton, destinés à être déployés le long de la ligne de défense balte.

La ligne de défense comprendra également des barrières antichars supplémentaires et des obstacles en fil de fer barbelé.

"La guerre menée par la Russie en Ukraine a montré qu'au-delà des équipements, des munitions et des effectifs, des défenses frontalières sont nécessaires pour protéger l'Estonie", a déclaré le ministre estonien de la Défense, Hanno Pevkur. Il a ajouté que ces aménagements visaient avant tout à prévenir un conflit militaire dans la région.

Son homologue letton, Andris Spruds, a pour sa part souligné que la ligne de défense balte était destinée à *"protéger le flanc oriental de l'OTAN et à priver nos adversaires de leur liberté de mouvement"*.

"La guerre menée par la Russie en Ukraine a montré qu'au-delà des équipements, des munitions et des effectifs, des défenses frontalières sont nécessaires pour protéger l'Estonie", a déclaré le ministre estonien de la Défense, Hanno Pevkur. Il a ajouté que ces aménagements visaient avant tout à prévenir un conflit militaire dans la région.

Son homologue letton, Andris Spruds, a pour sa part souligné que la ligne de défense balte était destinée à *"protéger le flanc oriental de l'OTAN et à priver nos adversaires de leur liberté de mouvement"*.

Auparavant, le ministre estonien des Affaires étrangères, Margus Tsahkna, avait évoqué la possibilité de déployer des armes nucléaires sur le territoire de l'Estonie.

"Nous ne sommes pas opposés au déploiement d'armes nucléaires sur notre territoire. Nous n'avons pas de doctrine qui l'exclurait si l'OTAN jugeait nécessaire, conformément à nos plans de défense, de déployer, par exemple, des armes nucléaires chez nous", a-t-il déclaré.

L'Estonie ne possède pas d'armes nucléaires. Son ministre de la Défense, Hanno Pevkur, a toutefois déjà suggéré que des avions de combat britanniques capables d'emporter des ogives nucléaires puissent être stationnés sur le territoire estonien.

Quand Franceinfo fait la promotion du néonazi Zelenski.

J-C – Cela lui vaut les surnoms mérités de France Intox, France désinfos, France Infaux.

"Il a très bien incarné l'Ukraine et son combat" : Volodymyr Zelensky, un président populaire forcé de s'adapter, quatre ans après le début de la guerre avec la Russie

Depuis le début de l'offensive russe, le président ukrainien a été un atout pour son pays sur la scène internationale. Il bénéficie encore d'une popularité importante, malgré plusieurs polémiques ces derniers mois.

En quatre ans, Volodymyr Zelensky est devenu le visage de la résistance ukrainienne face à Vladimir Poutine.

Le chef d'Etat de 48 ans bénéficie toujours d'un important soutien de la part de la population du pays. Les Ukrainiens sont ainsi 62% à lui accorder leur confiance, selon un sondage de l'Institut international de sociologie de Kiev publié le 19 janvier.

J-C - Question : Dans un pays où l'Etat a banni la langue russe, l'église orthodoxe russe, les partis d'opposition et pourchasse les syndicalistes, les médias qui critiquaient le gouvernement, qui bombardaient et massacraient une partie de sa population, procédait à des enlèvements et des assassinats d'opposants politiques, franchement, croyez-vous que dans un tel pays il existerait un institut de sondage indépendant du régime nazi en place ? Posez la question, c'est y répondre, non, évidemment.

Pour autant, une bonne partie des Ukrainiens sont sensibles à l'idéologie nazie, dès lors qu'elle est partagée par l'Etat et colportée par les médias officiels depuis 2014.

https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/il-a-tres-bien-incarne-l-ukraine-et-son-combat-volodymyr-zelensky-un-president-populaire-force-de-s-adapter-quatre-ans-apres-le-debut-de-la-guerre-avec-la-russie-7770209.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20260224&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1246505

France.

En famille. Leur penchant pour le fascisme est inhérent aux partisans et représentants du capitalisme

Avec cet appel au RN, Aurore Bergé fait un pas de plus vers la normalisation du parti - Le HuffPost 23 février 2026

La ministre a appelé le RN à retirer ses candidats dans certaines villes pour empêcher la victoire des Insoumis aux élections municipales.

Un nouveau pas vers la diabolisation de la France insoumise au profit du Rassemblement national ? Aurore Bergé, ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes, a appelé « *la gauche* » à rompre « *de manière définitive* » avec LFI au « *risque de perdre des villes* » aux élections municipales, et le RN à retirer ses candidats pour empêcher la victoire d'un candidat de ce parti.

Qualifiant de « *drame épouvantable* » l'agression mortelle du jeune militant d'extrême droite radicale Quentin Deranque, elle a espéré que cet événement « *fera prendre conscience à chacun du danger que représente pour notre pays, pour notre cohésion, pour nos valeurs, pour la démocratie, La France insoumise* ». Et d'ajouter : « *LFI c'est de l'antisémitisme, LFI c'est un parti anti-France et LFI c'est un parti qui appelle et revendique ou assume une part de violence.* »

Un propos qui n'a pas échappé à l'attention de Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise. « *L'anti-France est une expression forgée en France par l'extrême droite puis reprise sous Vichy pour qualifier "les juifs, les communistes et les francs-maçons". Qu'elle soit reprise aujourd'hui par une ministre de Lecornu en dit long sur la fascisation du macronisme* », a-t-il écrit sur X. « *Après Martine Vassal et son "Travail, Famille, Patrie" inspiré de Pétain... Voici Aurore Bergé et son "parti anti-France" inspiré de l'antisémite Charles Maurras* », a de son côté regretté le député LFI Antoine Léaument.

J-C – La première violence partagée aussi bien par Aurore Bergé et Quentin Deranque que Manuel Bompard et Antoine Léaument, consiste à se présenter comme les représentants ou les serviteurs de « *la France* », qui à ma connaissance demeure impérialiste et coloniale, c'est pour ainsi dire ce qu'ils revendiquent tous.

Servir « *la France* » est un mot d'ordre de nature corporatiste.

Et qu'est-ce que le corporatisme sinon le fascisme, c'est-à-dire un système économique et social d'État visant à supprimer la lutte des classes en organisant travailleurs et employeurs au sein de corporations contrôlées par le régime. Présenté comme une « *troisième voie* » entre le capitalisme libéral et le socialisme, il sert à intégrer les syndicats dans l'appareil d'État totalitaire pour soumettre l'économie à l'intérêt national et à la puissance de l'État.

Russie.

La France et le Royaume-Uni s'apprêtent à armer Kiev d'une bombe nucléaire, selon le renseignement russe - RT 24 févr. 2026

Les plans dangereux de la France et du Royaume-Uni ont été révélés par le Service de renseignement extérieur russe (SVR), selon lesquels les deux pays planifient d'équiper Kiev d'armes nucléaires ou d'une bombe dite « sale ». Selon le communiqué, Paris et Londres reconnaissent que l'évolution de la situation en Ukraine « *ne laisse aucune chance de remporter la victoire tant souhaitée* » contre la Russie par l'intermédiaire des forces armées ukrainiennes.

Cependant, les élites britanniques et françaises « ne sont pas prêtes à accepter la défaite », estimant que l'Ukraine doit être équipée de « *Wunderwaffe* » : la France et le Royaume-Uni estime qu'avec de telles armes Kiev « *pourra prétendre à des conditions plus favorables pour la fin des hostilités* ». Berlin, selon le communiqué, « *a sagement refusé de participer à cette dangereuse aventure* ».

Paris et Londres entendent dissimuler la livraison d'armes nucléaires sous des développements propres à Kiev

L'armement nucléaire de Kiev devrait se faire en secret par « un transfert discret de composants, d'équipements et de technologies européens dans ce secteur à l'Ukraine ». « *Les Britanniques et les Français reconnaissent que leurs projets impliquent une violation flagrante du droit international, notamment du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, et sont associés au risque de destruction du système mondial de non-prolifération. À cet égard, leurs principaux efforts sont concentrés sur le fait que l'apparition d'armes nucléaires à Kiev serait perçue comme le résultat des développements propres des Ukrainiens* », a noté le SVR.

Les projets de Paris et de Londres témoignent de « *leur perte de sens des réalités* », a noté le communiqué. « *Ils espèrent en vain échapper à leurs responsabilités. D'autant plus que tout ce qui est secret finit inévitablement par être révélé. Dans les cercles militaires, politiques et diplomatiques du Royaume-Uni et de la France il y a beaucoup de personnes sensées qui comprennent le danger des actions irréfléchies de leurs dirigeants pour le monde entier* », a souligné le SVR.

Le Conseil de la Fédération de Russie demande une enquête sur les intentions de la France et du Royaume-Uni de fournir des armes nucléaires à Kiev - RT 24 févr. 2026

Suite aux informations sur les projets de Paris et de Londres de fournir l'arme nucléaire à l'Ukraine, les sénateurs russes ont demandé une enquête aux niveaux international et national. La demande a été adressée aux parlements français et britannique, au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'AIEA et à la Conférence d'examen des parties au TNP.

Poutine : il existe une possibilité de tentative d'attentat contre les gazoducs Turkish Stream et Blue Stream en mer Noire - RT 24 févr. 2026

Le 24 février, le président russe Vladimir Poutine a participé, comme le veut la tradition, à la réunion annuelle du collège du Service fédéral de sécurité (FSB). Au cours de son discours, le chef de l'État a souligné le problème de l'augmentation du nombre d'attaques terroristes sur le territoire russe, principalement organisées par les services secrets ukrainiens. Selon lui, le nombre de cyberattaques est également en hausse, notamment les sabotages perpétrés par les services secrets occidentaux contre les infrastructures critiques russes.

Le président russe a fait état de tentatives possibles de sabotage des gazoducs Turkish Stream et Blue Stream, qui passent sous le fond de la mer Noire. « *L'adversaire fait feu de tout bois. Les*

médias ont publié des informations concernant les tentatives ou l'intention d'utiliser un composant nucléaire. Ils comprennent sans doute où cela peut mener », a-t-il indiqué.

À cet égard, le chef de l'État a chargé le FSB de renforcer la protection des hauts responsables du ministère de la Défense et du complexe militaro-industriel, des représentants des autorités, ainsi que des leaders d'opinion, des journalistes et des bénévoles. Parallèlement, il a appelé à renforcer la protection des informations, notamment celles qui concernent les derniers développements militaires russes.

La Russie exporte plus de pétrole qu'avant 2022, en dépit des sanctions, déplore l'Occident - RT 24 févr. 2026

Les nombreuses sanctions n'ont pas empêché les exportations russes de pétrole de rester à un niveau élevé, dépassant même les volumes enregistrés avant le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, reconnaissent les médias occidentaux. Ainsi, le chiffre annuel est supérieur de 6% à celui de 2022, selon le rapport du CREA.

Slovaquie.

Oléoduc Droujba : la Slovaquie ne fournira plus d'électricité à l'Ukraine, annonce Fico - RT 23 févr. 2026

«À compter d'aujourd'hui, si l'Ukraine se tourne vers la Slovaquie pour obtenir de l'aide afin de stabiliser son réseau énergétique, elle ne recevra plus cette aide», a déclaré ce 23 février le Premier ministre slovaque Robert Fico, mettant à exécution l'ultimatum posé à la suite de l'arrêt du transit du pétrole via l'oléoduc Droujba.

Hongrie.

Sanctions antirusses : la Hongrie dénonce la «Commission ukrainienne», comparée à «un maigre qui essaie de se muscler les biceps» - RT 23 févr. 2026

Les pays européens devaient discuter du projet de 20e paquet de sanctions, mais ce processus n'a pas abouti. Même le chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a reconnu avant la réunion qu'il n'y aurait *« aucun progrès »* sur ce sujet. Cela est dû au refus de la Hongrie de soutenir cette initiative en raison de la situation non résolue concernant l'oléoduc Droujba, par lequel Kiev a cessé d'acheminer du pétrole russe. L'Ukraine ne souhaite pas non plus reprendre les livraisons. Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, a commenté la situation en affirmant que Budapest ne soutiendrait pas le 20e paquet de sanctions contre la Russie *« parce que l'Ukraine a décidé de ne pas reprendre les livraisons de pétrole vers la Hongrie, mettant ainsi en danger notre sécurité énergétique »*.

« Personne n'a le droit de compromettre notre sécurité énergétique, car il s'agit d'une question de souveraineté nationale. L'oléoduc Droujba n'a été la cible d'aucune attaque russe. Il n'a subi

aucun dommage et, à ce jour, rien ne s'oppose matériellement à la reprise des livraisons », a-t-il noté, ajoutant que la décision de Kiev était « purement politique » et constituait un « véritable chantage visant à contraindre la Hongrie à modifier sa position sur l'Ukraine, sur son adhésion à l'Union européenne et sur l'ensemble de ces questions ». Outre le 20e paquet de sanctions, la Hongrie a bloqué, pour la même raison, l'octroi à l'Ukraine d'un « crédit militaire » de 90 milliards d'euros.

« La Commission européenne donne parfois l'impression d'agir comme une "Commission ukrainienne". Et cela, à mes yeux, est inacceptable », a déclaré le chef de la diplomatie hongroise.

Chine.

La Chine premier partenaire commercial du Togo - RFI 23 février 2026

Avec plus d'un quart des importations togolaises, la Chine domine largement le commerce à l'import. L'écart est net avec les suivants. La France et l'Inde complètent en effet le podium, mais très loin derrière.

Les échanges restent toutefois très déséquilibrés. La Chine achète principalement au Togo des matières premières, à commencer par les phosphates – ressource stratégique utilisée notamment dans la fabrication d'engrais –, des produits agricoles tels que le coton, le soja et le sésame ainsi que du bois destiné à l'industrie.

En sens inverse, le Togo importe surtout des biens manufacturés comme les motos, le textile, l'électronique, ou encore des équipements du quotidien. Une grande partie des produits consommés dans le pays provient, aujourd'hui, des chaînes de production chinoises.

Le schéma est clair : le Togo exporte ce qu'il extrait ou cultive, la Chine exporte ce qu'elle fabrique, une complémentarité économique renforcée par une production industrielle locale limitée et par le rôle du port de Lomé, hub logistique régional.

Résultat : bien plus qu'un fournisseur, la Chine est devenue un acteur structurant de l'économie togolaise et un partenaire, désormais, difficile à contourner. RFI 23 février 2026

M'sila : un projet sidérurgique algéro-chinois illustre la montée des investissements industriels – RT 23 févr. 2026

Le programme se déploie en deux phases : une première ligne dédiée aux feuilles d'acier, capable de produire 200 000 tonnes par an, suivie d'une unité spécialisée dans les tubes métalliques d'une capacité de 300 000 tonnes. L'usine s'appuiera à 80 % sur des matières premières locales, en particulier le minerai issu de la mine de Gara Djebilet, illustrant la volonté des autorités de renforcer l'intégration industrielle nationale. Un centre de formation accompagnera également le projet afin de favoriser le transfert de technologie et la montée en compétences locales, avec à la clé plus de 1 100 emplois directs annoncés.

Au-delà de ce chantier, la présence économique chinoise en Algérie continue de se renforcer. Les entreprises chinoises participent déjà à plusieurs projets d'infrastructures majeurs, dont la ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar. Selon des estimations officielles, leurs investissements cumulés atteindraient près de 7 milliards de dollars dans différents secteurs.

La Banque mondiale observe d'ailleurs un rééquilibrage progressif des flux d'investissements directs étrangers vers la Chine, qui représente désormais environ un tiers des annonces d'IDE entre 2020 et 2025, contre une part marginale une décennie plus tôt. Cette évolution reflète l'approfondissement d'un partenariat économique devenu central dans la stratégie industrielle algérienne.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er février 2026

J'ai fait un peu de ménage. Les articles de janvier ont été archivés. La causerie de janvier est en ligne au format pdf, 241 pages, vous imaginez le boulot !

Je progresse vite en informatique. C'est une question d'organisation, de méthode, de logique, il faut se poser les bonnes questions pour gagner du temps. J'ai acheté un petit carnet, où j'inscris les nouvelles balises et déclarations CSS que je dois utiliser avec leurs propriétés, ainsi que quelques instructions utiles, à force de les utiliser je vais rapidement les mémoriser, je ne suis pas encore alzheimer !

Par contre, ce matin j'ai encore perdu 2 couronnes, ils me manquent 4 molaires, je vais être bon pour aller chez le dentiste une bonne dizaine de fois et y laisser pas mal de fric ! Pas d'implants, charcuterie et hors de prix, ni bridge qui peut bousiller de bonnes dents et trop coûteux. Ma respiration est toujours aussi problématique, mais je dors un peu mieux, pas assez.

Je suis trop fatigué pour ajouter un mot sur la situation politique, je vous renvoie aux causeries. Bon dimanche.

Le 14 février 2026

La causerie des 6 derniers jours est en ligne au format pdf, 28 pages.

L'hiver se termine ici dans le sud de l'Inde, on dépasse 30°C l'après-midi, environ 22°C la nuit, c'est encore frais pour nous !

La santé se maintient avec des hauts et des bas. Il faut dire que je déconne, je ne prends pas le temps de faire une sieste et de marcher un peu, en me levant tard le matin, il ne me resterait plus suffisamment de temps pour faire la causerie, cela dit, il va bien falloir que je me calme.

Mais voilà qu'à propos du site, j'ai un problème, un problème de conscience.

Hier en visualisant les statistiques, je me suis aperçu qu'il y avait eu jusqu'à 28.000 connexions quotidiennement durant la semaine passée, ce qui est étonnant et énorme. Et parmi ces dizaines de milliers de connexions, plus de 3.000 internautes en une seule journée se seraient connectés à la page d'accueil pour découvrir le site dont ils venaient de télécharger un document, pour un peu, on serait en train de briser notre isolement.

J'ai rationalisé au maximum mon travail pour gagner du temps et me libérer de cet écran qui met en péril ma santé, je ne suis plus tout jeune ! Heureusement, depuis un moment, plus d'emmerdes informatiques, tout fonctionne à merveille, vitesse fulgurante, connexion ultra rapide (G4), temps de chargement d'un document très volumineux en quelques minutes à peine, actualisation du site dans le serveur en 1 seconde, cela va même trop vite pour moi, c'est dingue ! J'ai sauvegardé l'intégralité du contenu du disque dur dans 2 disques externes d'1 téraoctet et 4 clés USB de 256 gigaoctets, vaut mieux prévenir que guérir ou se retrouver dans la merde parce qu'on a perdu un tas de documents ! Quand je vous disais que j'étais hyper organisé, je ne plaisantais pas, sauf en politique, mais là je n'y suis pour rien, hélas !

Et puis il y a les tâches ménagères ou l'entretien des biens d'équipement que personne ne fera à ma place. C'est l'avantage d'être un manuel ou un bricoleur, un ouvrier quoi, qui pense un peu tout de même ou qui essaie !

J'ai passé deux jours à démonter et détartrer la machine à laver (IFB, c'est indien et robuste), quelle galère ! J'ai été consulter des vidéos sur le Net. Elle a 10 ans et je ne l'avais jamais détartrée. J'y suis allé à l'Harpic Power Plus, deux litres de vinaigre blanc mélangés avec 1 litre d'eau chauffé à 90°C, plus un petit pot de bicarbonate de soude, je n'ai pas tout mélangé pour ne pas déclencher une réaction chimique explosive (sic!), j'y suis allé en deux temps. J'ai dû redémonter 4 fois le système d'évacuation d'eau pour le nettoyer, attendez, jusqu'à une heure du matin ! J'ai dû souvent m'arrêter pour reprendre mon souffle, j'ai peiné, je peux vous le dire. Cela me ferait chier de dépenser 25.000 roupies dans une nouvelle machine, la mienne paraît neuve. Quant au technicien qui était passé deux fois et que j'avais rappelé, nul, il a disparu, j'ai dépensé 3.000 roupies pour rien, bon, je n'ai pas tout perdu, en prime j'ai une valve de vidange en stock ! C'est mon côté stoïcien ! Pour conclure, j'ai enfin pu faire une machine, provisoirement elle ne se vide plus pendant le remplissage d'eau. J'ai regardé sur Internet le prix d'un système anticalcaire, hors de ma bourse !

J'ai appris que la durée de vie d'une machine à laver était entre 7 et 10 ans, donc je suis dans la moyenne, mais je vais essayer de faire mieux ! Le climatiseur a 15 ans, mon smartphone près de 10 ans, mon scooter 9 ans, comme la plupart de mes shorts et mes chemises, la vaisselle et les meubles ont plus de 25 ans, je suis un très mauvais consommateur, sans déconner, c'est aussi une forme de résistance au capitalisme ! J'ignore combien de temps il me reste à vivre, alors je ne vais pas investir inutilement, je préfère économiser pour laisser un maximum d'argent à ma compagne qui ne bénéficiera pas de ma retraite. Je viens de la toucher, 29.004 roupies, soit 261 euros au taux de change actuel, 1 euro = 93 roupies, une fortune !

Depuis 2 ans, je note toutes mes dépenses, tout en vivant bien et en gérant mon budget au plus près, c'est-à-dire intelligemment. J'arrive encore à vivre en-dessous de mes moyens et à compenser l'inflation, donc à économiser. Certes, en me privant sur un tas de trucs, mais cela ne me manque pas vraiment, j'en aurais honte en pensant à mes semblables qui en sont réduits à la misère noire ! Quand on a un idéal et des principes, on se doit de les appliquer en toute circonstance pour en être digne, sinon à quoi bon continuer à vivre, n'est-ce pas ? Ici, on fait ce qu'on dit ou pense, chacun trouve son bonheur où il peut. Mais dites-moi, c'est très exigeant comme mode de vie. Disons que c'est surtout cohérent, logique et pas dénué de satisfactions non plus. C'est autre chose que se laisser vivre... Voilà, vous savez tout !

Bon week-end, ici cela n'existe pas !

Le 15 février 2026

Avec un peu d'avance, on est le 14 à 17h23 heure locale en Inde. A méditer dimanche matin !

Mieux qu'une homélie dominicale, qu'un sermon prononcé par un moine, un pasteur, un imam ou un rabbin.

Mes chères frères et sœurs, soyez réellement humanistes, détournés du capitalisme, soyez unis, rassemblez-vous pour l'abattre, adoptez le socialisme et vous n'aurez jamais à le regretter, car le socialisme n'est rien d'autre que la réalisation des valeurs et des aspirations émancipatrices et de justice sociale qui vous sont le plus cher. Croyez en elles, croyez en vous et vos semblables, et alors tout est possible.

Cela s'adresse aux peuples privilégiés qui ignorent qu'ils disposent des moyens pour réaliser cette révolution, qu'ils saisissent cette occasion pour accomplir cette tâche politique au nom de l'humanité toute entière. Unissons-nous et libérons-nous de l'esclavage salarial et de la tyrannie! Nous vaincrons !

Qui ignore que tous les modes de production et les régimes qui se sont succédés depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, étaient misanthropes ou portaient en eux la haine du genre humain.

L'illusion des valeurs humanitaires libérales - Nate Bear 13 février

Toutes les institutions tant vantées du libéralisme occidental – juridiques, politiques et culturelles – se sont effondrées sur elles-mêmes pour protéger un État ethnique génocidaire et d'apartheid.

Cette semaine, à la Berlinale, l'un des festivals de cinéma les plus prestigieux au monde, un journaliste a demandé au jury pourquoi il n'avait jamais exprimé sa solidarité avec les Palestiniens, comme il l'avait fait auparavant avec les Ukrainiens.

Le réalisateur allemand Wim Wenders, président du jury de la Berlinale, a répondu que le festival est « à l'opposé de la politique. Nous devons œuvrer pour le peuple, et non pour les politiciens. Nous devons rester en dehors de la politique. »

Il s'agit du même Wenders qui, en 2024, déclarait : « *La Berlinale a toujours été, traditionnellement, le festival le plus politique parmi les grands festivals, et elle ne se retient pas aujourd'hui, ni à l'avenir. J'aime la Berlinale parce qu'elle prend toujours la parole et dit quelque chose.* »

Vraiment stupéfiant. Deux positions idéologiques diamétralement opposées, issues de la même pensée et des mêmes paroles.

Et un aperçu fascinant de la pensée d'un homme sur le sionisme.

Concernant le génocide à Gaza, la Berlinale « *doit rester en dehors de la politique* ».

Mais concernant l'Ukraine, la Berlinale « *se doit prendre la parole* ».

Il y a quatre ans, le festival avait fermement condamné l'invasion russe, affirmant que le pays avait commis une guerre d'agression criminelle, soulignant sa violation du droit international et qualifiant ses attaques contre des cibles civiles de catastrophe.

À l'inverse, le nom de Gaza n'a pas été prononcé une seule fois. Aucune mention des violations du droit international par Israël, aucune mention du nombre considérable de victimes civiles, aucune solidarité avec les Palestiniens. Pas un mot de la part de ces élites culturelles qui se considèrent sans doute comme progressistes, compatissantes et antiracistes.

Et même s'il est tentant de dire que tout cela n'est qu'une question de racisme, ce n'est pas tout.

En 2016, le festival avait consacré une section spéciale aux films sur les réfugiés, au plus fort de la crise provoquée par la guerre civile syrienne. Les médias allemands l'avaient alors saluée, affirmant qu'elle prouvait que la Berlinale était « *un festival politique* ».

Ce n'est donc pas qu'une question de racisme.

C'est une question de sionisme.

C'est une question d'une Europe qui, comble de l'ironie, a commis l'acte le plus antisémite qui soit en confondant judaïsme et sionisme. Critiquer Israël, c'est critiquer les Juifs. Et nous ne pouvons pas faire cela, car c'est en Europe que les Juifs ont été exterminés, et l'Holocauste est devenu la religion civique de l'Europe.

Critiquer Israël aujourd'hui, même pour des actes de génocide, relève du blasphème social.

Et c'est aussi une question d'impérialisme.

Les victimes de la crise des réfugiés étaient les victimes d'un ennemi désigné.

Les morts ukrainiens sont les victimes d'un autre ennemi désigné.

Les Palestiniens, quant à eux, sont les victimes d'un allié impérial désigné.

Pour les élites européennes, la solidarité, le progressisme et la compassion s'arrêtent aux frontières de l'empire.

Israël en tête du classement des meurtres de journalistes.

Mais il est évident que les élites européennes ne sont pas les seules concernées.

L'autocensure des institutions culturelles libérales pour protéger les criminels de guerre israéliens est un phénomène récurrent en Occident.

Cette semaine, on a appris que le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), une organisation new-yorkaise à but non lucratif qui promeut la liberté de la presse dans le monde, avait annulé son « *Indice d'impunité* » annuel, car Israël devait figurer en tête du classement.

Des lanceurs d'alerte au sein du CPJ ont révélé à Electronic Intifada que, pour éviter les pressions et les critiques qu'aurait suscitées la présence d'Israël en tête de classement, la direction du comité a

tout simplement annulé l'événement. Au lieu de rédiger le rapport qui l'accompagnait et qui aurait documenté le fait qu'Israël est le pays qui tue le plus de journalistes au monde, les employés ont reçu l'ordre de rédiger un « *bilan général mondial* » du déclin de la liberté de la presse.

Une organisation de défense de la liberté d'expression qui annule sa propre publication parce que celle-ci l'obligeait à critiquer Israël. Un nouvel événement stupéfiant qui souligne que les valeurs libérales ont toujours été une illusion.

L'examen de la liste des donateurs du CPJ révèle également que cet épisode illustre une fois de plus l'influence et l'ampleur du pouvoir sioniste. Le CPJ est financé par de riches sionistes, notamment Ariel Investments, un fonds basé à Chicago qui investit dans des entreprises israéliennes spécialisées dans les technologies d'espionnage.

Cet épisode démontre qu'aucun principe n'est sacré s'il entre en conflit avec les intérêts et les préférences idéologiques sionistes.

Il démontre qu'aucune valeur n'est inattaquable si sa défense révèle la véritable nature d'Israël, un État génocidaire.

Il nous montre que, pour la classe professionnelle occidentale, s'opposer au génocide est une valeur sélective, qui dépend des auteurs et des victimes.

Herzog en Australie

Le caractère sélectif des prétendues valeurs libérales et humanitaires s'est également manifesté cette semaine en Australie, suite à la visite d'État du président israélien Isaac Herzog, proche d'Epstein.

Des manifestants ont été brutalement battus par la police australienne pour avoir scandé des slogans pro-palestiniens. Un homme a été arrêté pour avoir simplement crié « *honte* » en direction de Herzog. Le jour même de sa visite, le Queensland a annoncé son intention de punir de deux ans de prison le fait de prononcer le slogan « *du fleuve à la mer* ».

La même semaine, une Australienne handicapée en fauteuil roulant a passé un appel téléphonique depuis le cabinet d'une nutritionniste juive. Cette dernière a porté plainte, affirmant que les sons étouffés provenant de sa poche étaient antisémites. La femme a ensuite fait l'objet d'une enquête pour un possible crime de haine.

Vous vous demandez peut-être : « *Mais qu'est-ce qui se passe ?* »

Ce qui se passe, c'est une hystérie montée de toutes pièces, digne du maccarthysme, pour protéger un régime génocidaire, car ce régime est essentiel aux intérêts occidentaux.

On assiste à l'effondrement total de la distinction entre judaïsme et sionisme.

Les agents idéologiques d'un État d'apartheid, infiltrés dans nos institutions politiques, juridiques, économiques et culturelles, sont mobilisés pour protéger cet État, quelles que soient ses actions.

Le sentiment populaire anti-israélien se heurte à des intérêts sionistes profondément enracinés.

Ces intérêts pouvaient autrefois opérer dans l'ombre, quasiment sans être inquiétés.

Le génocide a tout changé.

Voir des enfants coupés en deux, décapités, orphelins et affamés pendant deux ans, tout a changé.

Les massacres cautionnés par l'Occident ont ouvert les yeux de beaucoup de gens sur le fait que les valeurs libérales sont une construction sociale destinée à nous donner bonne conscience de notre place dans le monde.

J-C - On ne peut pas rompre avec les illusions véhiculées par les "*valeurs libérales*" imaginées par les idéologues du capitalisme, sans rompre avec le capitalisme. Place au combat pour le socialisme !

Le 21 février 2026

La lutte des classes n'est pas une balade tranquille, c'est une lutte à mort.

Selon les circonstances ou les époques, elle se traduira de différentes manières. Vous pourrez être réduit au silence, banni de certaines professions, attaqué par les médias, vous pourrez perdre votre emploi, ne jamais trouver d'éditeur, vous serez harcelé par la justice, menacé, agressé, emprisonné, conduit à l'exil, liquidé physiquement.

Ils recourent à l'inversion accusatoire.

Nous condamnons le saccage de permanences de LFI perpétré dans toute la France par des nervis encouragés par le discours du Premier ministre et Macron.

Il est révélateur, que la provocation de Lyon qui a eu lieu dans le cadre d'une réunion consacrée au soutien aux Palestiniens victime d'un régime nazi, ait été également l'œuvre de militants d'organisations nazis.

Le gouvernement Macron-Lecornu soutenant la politique du gouvernement israélien d'extrême droite, la moindre des choses qu'il pouvait faire, c'était de soutenir en France les milices nazis, xénophobes et racistes qui agressent régulièrement des organisations du mouvement ouvrier, des membres issus de l'immigration.

Quand j'ai milité à l'OCI à la fin des années 70, nous avions comme consigne d'éviter tout contact physique avec les fachos, nous étions des militants, pas des voyous. Il est inutile et stupide d'aller provoquer ces ordures, vaut mieux les éviter, tel est le conseil que je vous donne 45 ans plus tard. Maintenant, en cas d'agression, vous avez le droit de vous défendre par n'importe quel moyen évidemment, si le rapport de force n'est pas en votre faveur, vaut mieux encore s'enfuir que risquer le pire, rassurez-vous, ce ne serait pas faire preuve de lâcheté, mais d'intelligence ou de bon sens.

Me connaissant, ne souhaitant prendre aucun risque à mon âge, je tirerai un coup de sommation en l'air, et si mon agresseur ne comprenait pas, la fois suivante je le viserais aux jambes ou au bas du ventre pour ne pas le tuer, mais le stopper net. Est-ce que cela signifierait que je sortirais armé ? Effectivement. C'est illégal. Et alors, qu'est-ce que vous voulez que cela me foute, depuis quand ce serait légitime de se laisser tuer par des fachos ou des flics ? Dites donc, vous êtes très violent. Non,

j'en ai horreur au contraire, je crois qu'on ne s'est pas très bien compris, il y a une limite à la connerie humaine ou à la couardise. Vous comprenez pourquoi je n'ai jamais condamné les mouvements armés palestiniens.

Des nazis antisémites ne tiendraient pas un autre discours, mais personne n'osera le dire, et pourtant c'est la vérité.

J-C - Pour le Crif, ce ne sont pas les organisations d'extrême droite antisémites qui vouent un culte aux nazis le «*danger existentiel*» pour les juifs français, mais LFI, je n'invente rien, lisez. Remarquez bien qu'il n'y a pas de confusion dans l'attitude du Crif, dès lors que vous avez en tête que c'est le Crif qui fait preuve d'antisémitisme quand il s'en prend aux Palestiniens qui sont d'origine sémite, contrairement à l'immense majorité des juifs qui ne le sont pas.

Dès lors, comment expliquer pourquoi tout ce beau monde se prosterne devant ces monstres criminels qui se félicitent du génocide des Palestiniens de Gaza, sinon que tous autant qu'ils sont, ils ne valent guère mieux, de Hollande à Macron en passant par Le Pen et Bardella.

Dans de nombreuses causeries, j'ai eu l'audace d'insister sur le fait qu'ils partageaient tous la même idéologie quelles que soient les nuances que comportent leurs discours, en prenant le risque de passer pour un gauchiste et d'être incompris, je l'assume entièrement, et je dois dire qu'au regard des déclarations des uns et des autres, les faits m'ont donné raison.

Il est malheureux ou dommage qu'un courant politique aie l'honnêteté et le courage de ne pas sombrer dans le populisme le plus nauséabond qui soit, ne bénéficie pas du soutien de ses lecteurs, de militants du mouvement ouvrier, à croire que cela les laisse indifférent.

Au dîner du Crif, LFI qualifiée de «*danger existentiel*» pour les juifs français - RT 20 févr. 2026

Le discours prononcé par le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi, lors du dîner annuel du lobby communautariste juif, a mis en lumière les tensions autour de La France insoumise (LFI). Il a accusé le parti d'être un péril pour les juifs français et pour l'ensemble de la République, tandis que le Premier ministre Sébastien Lecornu a promis des mesures législatives imminentes pour combattre l'antisémitisme.

Yonathan Arfi n'a pas mâché ses mots lors de cette soirée au Carrousel du Louvre, où plus d'un millier de personnalités, dont 24 ministres et l'ancien président François Hollande, étaient réunies. «*Je le dis ce soir : LFI représente un danger existentiel pour les Français juifs* », a-t-il lancé, avant d'ajouter que le parti est «*un parti factieux, une secte politique, dangereuse pour la République* ».

Il s'en est également nommé pris à des élus LFI comme Rima Hassan, Aymeric Caron, David Guiraud et Thomas Portes, les avertissant : «*Tôt ou tard, vous serez rattrapés par la justice* ».

Cette diatribe s'inscrit dans un contexte de tension autour de la question palestinienne alors que le Crif soutient la politique menée par Benjamin Netanyahu.

Arfi a évoqué la mort de Quentin Deranque, militant nationaliste tué en marge d'une conférence de Rima Hassan à Sciences Po Lyon, comme une «*alerte* » contre la violence liée à LFI. Il a appelé la gauche à «*se démêlenchonner* » et à rompre définitivement avec le parti, interrogeant : «*Pourquoi la gauche républicaine s'autoriserait-elle avec LFI ce que la droite républicaine s'interdit* – à

raison ! – avec le RN ? ». (Alors que la collusion entre la droite et le RN s'étale à longueur de temps, alors que c'est le RN qui tient à bout de bras le gouvernement Macron-Lecornu, Arfi le nazi n'est pas à un déni près. - J-C)

Le Premier ministre Sébastien Lecornu est intervenu pour donner des gages au puissant lobby déclarant notamment que « *la haine des juifs est la haine de la République et le rabaissement de la France* ». (Que le monstre à corne donne des "gages" aux sionistes nazis génocidaires, c'est dans l'ordre des choses. - J-C)

Le chef du gouvernement a salué la proposition d'Emmanuel Macron pour une peine d'inéligibilité obligatoire en cas de propos antisémites. Il a promis l'inscription dès avril de la proposition de loi de la députée Caroline Yadan, qui élargit le délit d'apologie du terrorisme et crée un délit de négation d'un État. La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet était aussi présente et a affirmé : « *Notre pays n'est pas un pays qui vit de la haine de l'autre* ».

J-C - Toutes ces ordures suintent en permanence la haine de tous leurs pores, quand est-ce qu'on va les neutraliser pour qu'ils cessent de nuire à la société ?

La mise à mort de LFI par le PT, plus largement, du mouvement ouvrier.

J'ignore s'ils ont conscience de ce qu'ils ont écrit, cela signifie ni plus ni moins que les accusations prononcées par le ministre de l'Intérieur étaient légitimes, au-delà, le régime en déclarant qu'on vivrait en démocratie.

Communiqué du Parti des travailleurs du 17 février 2026

Après les événements de Lyon - Plus que jamais défendre la démocratie politique

Extrait.

- De tout temps, la classe dominante a eu recours à la violence pour imposer l'oppression et l'exploitation. C'est le cas aujourd'hui et les exemples ne manquent pas de guerres, de génocides, de répression anti-ouvrière que la classe capitaliste déchaîne pour préserver son pouvoir. Mais aussi longtemps qu'il peut librement s'organiser, et librement exprimer son objectif – aider la classe ouvrière à réorganiser la société en prenant le pouvoir pour socialiser les moyens de production – le parti ouvrier n'a nul besoin de recourir à la violence. En démocratie, rien ne peut justifier que la confrontation des positions politiques, aussi opposées soient-elles, débouche sur la mort d'un homme, quel que soit son engagement. Telle est la position du Parti des travailleurs.

J-C - Les termes de ce communiqué sont pour le moins inappropriés, malvenus, opportunistes, mais révélateurs.

Si je n'ai jamais encouragé ou appelé à la violence, lorsque dans notre camp il y en a qui y recourent parce qu'ils sont excédés, je les comprends, j'admets qu'ils ont commis une erreur, mais je ne m'empresse pas comme c'est le cas ici de les juger et de les condamner, je ne me prends pas pour le ministre de l'Intérieur ou Macron. On les a connus mieux inspirés au PT, plus nuancés, plus le régime devient menaçant, plus ils ont tendance à se fossiliser, ils seraient bien du genre à faire les morts en espérant que le régime les épargne, allez savoir !

Marteler qu'on serait "*en démocratie*" dans une société aussi inégalitaire, quand des millions de travailleurs (pour ne pas dire tous) sont victimes d'injustices sociales insupportables, alors que Macron s'affiche avec les nazis Zelenski, Netanyahu, Milei, Trump, que son régime est ouvertement soutenu par l'extrême droite, etc. menace sans cesse de nous entraîner dans une guerre mondiale, relève d'un exercice de prestidigitatation auquel les sus-cités despotes hésitent à recourir, mais pas le PT. Il n'y a rien d'étrange là-dedans quand on les connaît bien.

Lorsqu'ils substituent leur récit à la réalité, ils pratiquent l'autosatisfaction, c'est-à-dire qu'ils n'ont jamais besoin de se justifier ou ils méprisent les arguments qu'on pourrait lui opposer, s'ils décrètent que le régime de la Ve République est démocratique, cela ne se discute pas, ils sont ainsi, il cessera d'être démocratique uniquement le jour où leurs dirigeants seront agressés ou embastillés, ramené à une personne si vous voulez, c'est comme faire preuve d'un narcissisme ou d'un ego démesuré.

Un facho, un homme comme un autre, priez pour son âme, amen !

"*La mort d'un homme quel que soit son engagement*", qu'est-ce que cela signifie dans le contexte actuel marqué par un déchaînement de haine du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite, du PS et ses satellites contre LFI, plus largement contre l'ensemble du mouvement ouvrier, sinon que la mort d'un facho faisant partie d'un groupe de nazis cagoulés et armés au cours d'un affrontement serait assimilable à un crime, pourquoi pas prémédité pendant qu'ils y sont, alors qu'il ne peut s'agir que d'un accident, à moins de prétendre que les éléments du groupe de militants agressés par ses fachos seraient des assassins ou qu'ils aient délibérément provoqué la mort d'un de leurs agresseurs.

A force de fréquenter des démocrates bourgeois de tout horizon, des sociaux-démocrates, des francs-maçons et autres libres penseurs, leurs aspirations révolutionnaires se sont pour le moins ramollies ou elles se sont évaporées, il ne reste plus à ce parti décomposé, que le vieil os à ronger du réformisme bourgeois.

Il y a pire encore, le PT veut faire croire que la classe ouvrière pourrait parvenir au pouvoir pacifiquement ou autrement qu'en recourant à la violence, car les capitalistes et l'appareil répressif de l'Etat à leur service, sa police, son armée et ses milices fascistes reconnaîtraient cordialement leur défaite et leur remettraient gracieusement le pouvoir, sans résister les armes à la main, sans recourir à la guerre civile, à l'extrême violence, autant dire que cet objectif politique est étranger à ce parti ou qu'on est en présence d'imposteurs.

Le PT veut "*aider la classe ouvrière à réorganiser la société*" et non plus à la transformer révolutionnairement, la sémantique à glisser vers le pacifisme cher aux lâches, aux collabos, aux traîtres, aux déserteurs, aux capitulards.

Comme je ne suis pas un mauvais garçon à 70 ans, j'ai une tendre pensée pour ses militants, qu'ils se rassurent le POI et les dissidents du lambertisme ou de leur courant politique sont encore plus dégénérés.

Un exemple.

Arguments pour la lutte sociale, une organisation "*trotskyte*" qui se revendique au service de l'OTAN, de l'UE et du régime nazi de Kiev.

21-24 Février 2026 – Appel à manifester dans toute la France – Contre la guerre de Poutine ! Pour une paix juste et durable en Ukraine !

Marchons pour l'Ukraine.

Poutine ne veut pas la paix mais la reddition de l'Ukraine et au-delà, il multiplie déjà les agressions hybrides contre l'Europe. En résistant, l'Ukraine ne fait pas que se défendre, elle est notre première ligne de défense et protège l'Europe tout entière.

Exigeons de notre gouvernement et de l'Union Européenne de :

PROTÉGER LE CIEL UKRAINIEN

Livrer les armes nécessaires à la défense aérienne et utiliser les avions de chasse européens pour fermer le ciel ukrainien.

J-C - Inutile d'ajouter un commentaire.

Avec Lutte ouvrière, sortez vos mouchoirs !

Mail envoyé à Lutte ouvrière.

Contre l'extrême droite, un combat politique signé X. L. ou Xavier Lachau, un article bien pourri en réalité, espèce de lâche, lavette, parasite, contre-révolutionnaire.

- "*Quentin Deranque proche de l'Action française*". FAUX, il y a milité, et il continuait de fréquenter des néonazis, mieux, il avait fondé sa propre organisation nazi.

- "*On ne peut que déplorer ce qui s'est produit et la mort de ce jeune homme sous les coups*." Voilà qu'il pleure la mort d'un néonazi !

- "*Quentin Deranque a été mortellement blessé au cours d'une rixe opposant ces identitaires à un groupe venu pour en découdre*". FAUX.

- Loin du récit relayé par l'extrême droite et certains médias, une enquête du média *Contre Attaque*, confirmée par *Le Canard enchaîné*, démontre que l'affrontement a été initié par un groupe d'une quinzaine de néofascistes, qui ont tendu une embuscade aux militants antifascistes. Publié par *Contre Attaque*, *GMI*, *Révolution permanente...* et *Le Socialisme*.

- "*C'est une lutte qui ne se gagnera pas en répondant sur le même terrain, par des batailles rangées entre gros bras, qui ne sont pas les méthodes du mouvement ouvrier*."

C'est vrai connard, quand tu te fais agresser par une bande de voyous armés, tu te laisses massacrer ou tu prends tes jambes à ton cou, ah quel révolutionnaire !

Moi, j'aurais plutôt tendance à penser aux jeunes qui se font embringer dans des organisations où se côtoient de dangereux fanatiques qui tiennent des discours hyper violents, un conseil fuyez ces gens-là, les antifas, les antiracistes, les anti-impérialistes, etc. ils n'ont pas de conscience de classe, aujourd'hui ils sont à vos côtés, demain, ils vous tireront dessus !

Dans quel monde il vit ce type-là, il est sorti de son bureau un jour ? Il n'a jamais lu les enquêtes d'Agatha Christie ou d'Arthur Conan Doyle tirés de faits divers ou de faits réels, il ignore qu'un simple coup lors d'un moment d'énervement peut causer une chute mortelle, par exemple si le crâne

de la victime vient malencontreusement se fracasser sur le rebord d'une cheminée en pierre, cela n'en fera ni un héros ni un assassin.

Je rajoute un mot.

Le rebord de la cheminée ou le bord d'un trottoir...

Le 26 février 2026

Au lieu de s'adresser aux travailleurs du monde entier pour en finir avec le capitalisme et avancer vers le socialisme, les opportunistes en tout genre appellent au "*respect du droit international*" qui a permis à l'impérialisme occidental et aux grandes puissances de poursuivre leur croisade néocoloniale durant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, dans laquelle s'inscrit le génocide des Palestiniens.

Ils n'en démordent pas, vaut mieux encore le capitalisme, la guerre ou la barbarie que le socialisme, tel est le message diffusé en boucle par les médias dits alternatifs ou indépendants, entre autres.

Une précision à propos de l'article mis en ligne le 26 février 2026 : *Une matinée en Chine, une année en France : l'histoire de deux systèmes de santé.*

Ce que l'auteur raconte à propos du Covid-19 relève de sa propre interprétation et est carrément stupide, il croit le discours qu'on tenu les autorités

Il évoque la détection "*étonnamment rapide*" en Chine de l'épidémie initiale de Covid à Wuhan aux environs du 25 décembre 2019, et ensuite il nous raconte que ce virus circulait déjà en Italie en septembre 2019, fournissant comme preuve un rapport des autorités médicales italiennes que vous pouvez consulter ici : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0300891620974755>, cela signifie que si ce virus circulait en Italie et sans doute ailleurs dans le monde des mois avant qu'il ne soit détecté en Chine, c'est que l'origine de sa diffusion (et non de sa production) est à rechercher ailleurs qu'en Chine.

L'auteur de cet article en arrive à une conclusion complètement stupide, car il croit qu'une véritable pandémie a vraiment eu lieu et que les autorités chinoises n'avaient eu aucune raison de mentir, autrement dit, il reproduit le récit officiel que contredit ses propres affirmations, parce qu'il est influencé par le discours officiel, il n'a pas compris que les "*laboratoires européens*" ont testé un banal virus qu'ils ont extraits du lot des autres virus, pour faire croire à une pandémie qui n'existera qu'en termes de tests PCR positifs frauduleux sans laquelle cette mystification n'aurait pas pu avoir lieu, ce virus n'étant pas plus dangereux qu'un autre finalement, ensuite ils ont attribué tous les décès dus à des affections respiratoires diverses au seul virus du Covid-19 histoire de gonfler les chiffres, ces sadiques n'étaient pas à une sordide manipulation près.

Si vous doutez encore de cette supercherie, c'est que vous êtes mal informés, ce qui serait surprenant, ou vous n'avez jamais réfléchi sérieusement à cette question, ce qui relèverait de l'irresponsabilité, quoi qu'il en soit, quand vous aurez lu ce qui suit, cet affreux doute se sera volatilisé.

Souvenez-vous qu'on était en présence d'un virus particulièrement dangereux, tueur, à les entendre une vraie hécatombe en perspective se préparait à l'échelle mondiale, de préférence dans les pays les plus pauvres et surpeuplés de la planète.

Plus de 800 millions de personnes dans le monde vivent dans des bidonvilles, principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. L'Inde arrive en tête avec environ 262 millions d'habitants, suivie par d'autres pays comme le Nigéria, le Bangladesh et le Pakistan.

Au Bangladesh par exemple, un pays surpeuplé de 160 millions d'habitants, la population s'entasse dans des villes insalubres, dont Dacca la capitale.

Les bidonvilles de Dacca, la capitale du Bangladesh, abritent environ 6 millions de personnes, soit près de 60 % de la population urbaine, dans des conditions précaires, insalubres et très denses, auxquelles il faut ajouter une pollution extrême, le manque d'eau potable, la montée des eaux, etc. bref, les conditions idéales à la diffusion et à la reproduction incontrôlable d'un virus.

Résultat : 29 531 au 30 décembre 2025, selon les autorités sanitaires locales, soit un taux de mortalité astronomique de 0,0019% !

L'auteur de l'article fait l'apologie de la visite médicale express en moins de 5 minutes, c'est une vraie connerie qui repose sur la conception de la médecine privilégiée depuis Pasteur au profit de l'industrie pharmaceutique mafieuse, car un praticien fidèle au serment d'Hippocrate, donc qui privilégie le terrain, l'état biologique et mental du patient, ainsi que son mode de vie et son environnement, a besoin de beaucoup plus de temps pour réaliser un diagnostic sérieux. Je me souviens dans les années 80 du premier rendez-vous pour ma fille en bas âge chez un homéopathe, la consultation avait duré plus de trois quarts d'heure.

Sinon, en Inde on trouve un peu ce qui se passe en Chine, beaucoup d'Indiens se rendent directement à l'hôpital parce que c'est quasiment gratuit, par contre, c'est horriblement sale et long, bureaucratique, en temps d'attente il faut souvent y passer la journée, c'est épuisant, et quant aux médecins, c'est la roulette russe, on ne sait jamais si on va bien ou mal tombé, mal le plus souvent. Chez le vétérinaire, les animaux sont relativement mieux traités en général. Cela dit, j'ai été correctement soigné la seule fois où je me suis rendu à l'hôpital public à Pondichéry, Jipmer, idem dans une clinique il y a 30 ans, j'ai eu du bol, il en faut parfois dans la vie !

C'est dommage qu'on ne soit pas parvenu à constituer une équipe solide pour animer le site et ce courant politique, car la plupart des articles que je mets en ligne nécessiteraient qu'on les commente, parce que dedans il y a toujours des trucs qui me dérangent ou que je ne partage pas, mais tout seul je n'ai pas de temps à y consacrer. Je déteste bâcler mon boulot ou livrer un travail incomplet, on peut toujours faire mieux, je sais que les lecteurs ne s'en aperçoivent pas forcément, mais moi je le sais et c'est cela le plus important.

Vous aurez remarqué comme moi, que sur le Net il y a plein de dilettantes et de charlatans. Moi, je suis un perfectionniste, un chiant bourré de principes, quoi ! Je ne tolère pas l'amateurisme, chaque fois que je dois me contenter d'approximations ou de généralisations, cela me gêne, bref, on fait ce qu'on peut avec les moyens du bord, c'est-à-dire pratiquement aucun, seule l'intention compte, notre cause, notre idéal de vérité, de justice sociale, de liberté.

Le 27 février 2026

En famille. Blast ou l'opposition contrôlée est en deuil.

J'ai mis un article en ligne il y a une semaine, et je me suis aperçu un peu tard qu'il comportait un aspect vraiment insupportable, vous allez tout de suite comprendre de quoi il s'agit.

Je l'avais lu en diagonale, car ce sujet, l'antifascisme de façade ne me passionne pas vraiment, parce qu'il sert de caution et de bonne conscience à la fausse gauche et à la multitude de parasites étrangers au mouvement ouvrier qui gravitent autour sur le Net, vous savez, cette gauche qui se prétend anti-impérialiste ou qui dénonce le colonialisme sans toutefois aller jusqu'à rompre avec Macron, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, auxquels leurs intérêts sont liés, ce qui constitue une escroquerie politique, je n'ai pas trouvé d'autres explications.

Mort de Quentin à Lyon : contre-enquête au cœur d'une ville gangrenée par la violence d'extrême-droite - blast-info.fr 20 février 2026

Dans un seul article, ils se sont attendris sur le facho mort à Lyon il y a deux semaines en le nommant à 28 reprises par son prénom, c'est attendrissant, n'est-ce pas ? Comme pour s'excuser, de quoi, on se le demande ou plutôt, on n'ose pas y penser, sans doute regrettent-ils qu'il ne puisse plus diffuser son idéologie nauséabonde, à l'occasion tabasser au coin d'une rue un militant ouvrier, un "bougnoûle" ou un "négro", qu'ils instrumentaliserait à défaut de proposer une issue politique à la crise qui mine le capitalisme, une diversion qui permet au passage d'épargner le régime en place. C'est une manière comme une autre de témoigner leur fidélité ou leur loyauté au régime, qui en échange leur fout la paix et leur permet de prospérer, entendez par là, nuire à notre cause tout en prétendant la servir.

Bref, nommer dans un seul article à 28 reprises par son prénom cette ordure de facho, dont la mort est "dramatique", pauvre chéri, c'est digne d'une véritable histoire d'amour dont Blast aura du mal à se remettre, pour un peu on sortirait nos mouchoirs ! Pour que vous puissiez le vérifier vous-même, je vous donne le lien de cet article :

<https://www.blast-info.fr/articles/2026/mort-de-quentin-a-lyon-contre-enquete-au-coeur-dune-ville-gangrenee-par-la-violence-dextreme-droite-cUJK7uefSeWLXdew6Lkoyw>

- 1- Le profil de Quentin...
- 2- Quentin est passé par...
- 3- Quentin avait été membre...
- 4- Le parcours militant de Quentin...
- 5- Quentin avait participé à...
- 6- Némésis s'est efforcé de présenter Quentin...
- 7- Quentin avant son décès...
- 8- Quentin au Figaro...
- 9- Quentin lors du défilé...
- 10 - Quentin ne serait qu'un chrétien...
- 11- Quentin en était un militant...
- 12- ...groupuscule cofondé par Quentin...
- 13- ...la foi catholique de Quentin...
- 14- Quentin gravitait autour...
- 15- ...a confirmé à Mediapart que Quentin...
- 16- La proximité de Quentin...

- 17- ...auquel avait participé Quentin
- 18- Quentin, s'affiche avec...
- 19- ...dont faisait partie Quentin
- 20- Après la mort de Quentin...
- 21- ...au lendemain du décès de Quentin
- 22- Mort de Quentin...
- 23- Quentin est mort...
- 24- ...un guet-apens tendu à Quentin...
- 25- Quentin ainsi que deux...
- 26- Quentin a été frappé...
- 27-... lequel des protagonistes est Quentin...
- 28-... ayant porté secours à Quentin...

Le compte est bon, n'est-ce pas ?

On ignore si Blast a déposé une gerbe sur sa tombe, nous, Blast nous donne envie de gerber !

Notez qu'ils ne sont pas les seuls à en pincer pour ce néonazi. Comment expliquer une telle compagne ? J'ai fourni la réponse plus haut.

En complément, oraison funèbre en famille pour un néonazi.

- Mort de Quentin Deranque: François Ruffin assure qu'il "*remettrait sa démission*" s'il était dans la situation de Raphaël Arnault - BFMTV 26 février 2026

- Mort de Quentin : Ruffin et Tondelier pressent Raphaël Arnault de démissionner - lejdd.fr 26 févr. 2026

- Sondage – 81 % des Français souhaitent la démission de Raphaël Arnault - lejdd.fr 26 févr. 2026

Selon un sondage CSA pour le JDD, Europe 1 et CNews. lejdd.fr 26 févr. 2026. (No comment ! - J-C)

- " *Ça devrait tous nous révolter* " : Maud Bregeon qualifie de "*totalitaire et complotiste* " le rapport de La France insoumise à la presse. - BFMTV 25 février 2026

- Mort de Quentin : la diatribe du candidat LFI Bruno Gaccio scandalise - lejdd.fr 25 févr. 2026

« Avec Bruno Gaccio, on atteint des sommets en matière de propos nauséabonds et ignominieux. Pauvre Quentin, repose en paix loin de l'abjection et de l'infamie que certains individus ont à la bouche », a renchéri un internaute.lejdd.fr 25 févr. 2026

CNews, Europe 1 et Le Journal du Dimanche appartiennent à la famille de Vincent Bolloré, BFMTV au groupe CMA CGM du milliardaire Rodolphe Saadé.

Et Blast ? A ceux qui tirent profit de son orientation politique... Ce sont des imposteurs, pour faire bref. Par élégance, je leur ai envoyé un mail à peu de choses près identique à ce que vous venez de lire.